Publication de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Courrier International

Troisième époque novembre 2010 - année 1

Europe :

la lutte des travailleurs peut vaincre les plans d'ajustement

ETATS-UNIS
Qu'est-ce qui se cache derrière la crise ? 10

CUBA
Quel programme pour Cuba aujourd'hui ? 20

MEXIQUE
Cent ans de la Révolution mexicaine 24

COURRIER INTERNATIONAL

No 03 - Novembre 2010

Présentation

Ce troisième numéro de Courrier International paraît à un moment où la classe ouvrière et la jeunesse européennes répondent avec des luttes, des grèves et des mobilisations à l'attaque de la part des différents gouvernements, une réponse avec son épicentre actuellement en France. Nous consacrons donc le dossier principal de cette édition à ces luttes. Pour compléter cette présentation, il nous paraît important de reproduire quelques concepts essentiels de la Déclaration de la LIT-QI sous le titre « La France montre la voie », du 26/10/2010.

« Sarkozy nous a déclaré la guerre », ont dit les travailleurs français, en se référant aux mesures du gouvernement [...]. *En mai, c'était le « socialiste » Zapatero qui avait fait de même* [...]. *Ces jours-ci, c'est le gouvernement britannique qui a annoncé la destruction de 500 mille emplois dans le secteur public, une attaque brutale contre « l'Etat providence », ainsi que la réforme des retraites. Au Portugal, le nouveau plan d'austérité du « socialiste » Socrates* [...]. *Au début de cette année* [...] *les plans d'austérité mis en œuvre par le « socialiste » Papandreou. En Allemagne, Merkel a annoncé un plan de coupes budgétaires de 80 milliards d'euros. En Italie, le gouvernement Berlusconi va encore plus loin. Toute l'Europe est confrontée à cette plaie.* [...]

L'Union européenne [...] *encadre les plans des gouvernements, quelle que soit leur « couleur ». C'est une véritable guerre sociale qui a commencé.* [...] *Il a été décidé que le déficit public et la dette générée par les 700 milliards de dollars destinés au sauvetage des banques* [...] *vont être payés par les travailleurs. Il s'agit* [...] *d'un plan unifié pour détruire les acquis de la classe ouvrière européenne* [...].

La réponse aux plans d'ajustement, commencée en décembre de l'année dernière par les travailleurs et le peuple grecs, s'est propagée à l'ensemble de l'Europe. Par la suite, il y a eu de grandes manifestations et des grèves en Italie, dans l'Etat espagnol, au Portugal, en Allemagne, dans les pays de l'Est... Et à l'avant-garde de tous, il y a la classe ouvrière et la jeunesse françaises qui [...] *ont mis le gouvernement de Sarkozy le dos contre le mur* [...].

Partout, la classe ouvrière et la jeunesse européennes montrent leur détermination à se battre. Cette disposition fait face à la bureaucratie syndicale de la CES et ses organisations nationales, qui tentent de bloquer les manifestations, d'éviter tout choc direct des travailleurs avec les gouvernements et l'UE et de bloquer à tout prix une réponse unifiée de la classe ouvrière européenne. [...]

Nous devons dire qu'il est possible de faire reculer les plans d'ajustement, avec une mobilisation générale qui fait face directement aux gouvernements et qui coordonne les forces de toute la classe ouvrière européenne dans une seule réponse unifiée, en brisant les barrières qui l'isolent d'un Etat à l'autre, d'une nation à l'autre.

Nous exigeons des directions syndicales de la classe ouvrière des différents pays européens, de lancer des plans de lutte cohérents avec l'objectif de vaincre ces plans anti-ouvriers, plutôt que de s'asseoir et de négocier avec les gouvernements pour de petits changements qui ne remettent pas en cause le contenu de ces attaques. En outre, nous exigeons d'elles de convoquer des grèves générales dans leurs pays et d'appeler à une grève générale européenne qui puisse faire tomber les plans de ces gouvernements, de l'UE et du FMI. [...]

Imposer une solution ouvrière à la crise, cela veut dire : le refus clair et net des plans d'ajustement. [...]

Imposer une issue à la crise, cela oblige les travailleurs à faire face résolument à la résurgence des alternatives racistes et xénophobes, derrière lesquelles se cache la renaissance de l'extrême droite, une arme avec laquelle la bourgeoisie européenne commence à compter pour l'avenir. [...]

Les travailleurs et les travailleuses et la jeunesse françaises montrent une force extraordinaire et, en même temps, le besoin urgent de regrouper la force de combat qui, à partir des bases syndicales et de la jeunesse, avance une alternative face à une bureaucratie qui est le frein principal de la mobilisation. Voilà le besoin le plus urgent actuellement, à échelle de chaque pays et à l'échelle européenne. [...]

Toutes les étapes de la réorganisation syndicale sont inséparables de la réorganisation politique, de la lutte pour construire une direction révolutionnaire face à une « gauche institutionnelle » qui depuis belle lurette a cessé d'être de gauche pour devenir un instrument du capitalisme européen.

D'autre part, au moment de mettre ce numéro sous presse, le gouvernement Obama vient de subir une défaite majeure aux élections législatives. Ce résultat confirme la caractérisation d'usure et de baisse de popularité, signalées dans l'article sur les deux années de son règne, ainsi que les perspectives très contradictoires que cette défaite ouvre pour l'impérialisme des Etats-Unis.

L'éditeur

« En France, il est possible de vaincre le projet néo-libéral du capitalisme »

Interview de Dirceu Travesso (dirigeant de CSP-Conlutas et du PSTU du Brésil)

A Paris, 300 000 personnes ont défilé dans les rues. Dans l'ensemble de la France, trois millions de personnes ont été mobilisées.

En ce moment, en Europe, se développe un processus de lutte et de manifestations, principalement localisé en France, contre les réformes et les plans d'ajustement des gouvernements. Tu y étais récemment. Quelles sont tes impressions de ce processus ?

Dirceu Travesso : Ce qui se passe en Europe aujourd'hui n'est pas spécifique à la France, l'Italie, l'Espagne ou d'autres pays. Tous annoncent des coupes brutales dans les budgets publics, des licenciements de fonctionnaires, des baisses de salaire, la réforme des retraites. C'est l'expression d'une crise économique impérialiste qui a débuté en 2008, aux Etats-Unis, une crise qui a à voir avec le fonctionnement du système capitaliste et qui est renforcée par le processus de concentration et de spéculation dans le système financier. En Europe, elle a également été renforcée par le processus de construction de l'Union européenne (UE), conduisant les pays à un endettement brutal qui se manifeste maintenant par les coupes dans les budgets publics et se reflètent dans tout : protection sociale, santé, éducation...

Cette attaque brutale dévoile le contenu de la crise économique. Ce fut d'abord de l'argent des caisses publiques pour soutenir les pertes des banquiers en augmentant la dette. Et maintenant, pour maintenir le payement de la dette avec ces banquiers qui ont été aidés avec cet argent, il faut faire des coupes qui retombent sur le dos de la classe ouvrière. C'est un débat qui n'est pas limitée à l'un ou l'autre aspect de la situation d'une entreprise. Il s'agit de l'ensemble du projet. Qu'est-ce que le néolibéralisme comme expression du mode actuel de production capitaliste qui s'est mondialisé ? Et comment mondialise-t-il la crise, en entrant dans tous les pays ?

Ces attaques ont changé la réponse des travailleurs ?

DT : Dans cette crise, dans un premier temps, il y avait des luttes très partielles qui ne parvenaient pas du tout à répondre à la dynamique de la crise. C'étaient des luttes isolées d'une entreprise contre les licenciements, contre le non-paiement des allocations de chômage. D'autre part, la liste des revendications ne parvenait pas à globaliser ce qui était le vrai débat qui avait lieu dans le monde en ce moment.

L'Europe devenait le centre de l'attaque impérialiste. Quel est l'élément nouveau ? La résistance atteint un niveau très élevé de manifestations. Nous avons participé à l'une d'elles, le 23 septembre, à Paris, avec environ 300 000 personnes, alors que trois millions de personnes défilaient dans les rues en France. Il y avait une volonté très forte de se battre pour faire face au projet de Sarkozy. Le 29, nous étions en Espagne où nous avons participé à une grève générale qui a paralysé le pays davantage qu'à Paris, avec de violents combats de rue. C'est ce qui fait avancer la situation en Europe, et notamment en France, et qui ne s'était pas manifesté dans la crise, jusqu'à présent. L'Europe est déjà entrée dans ce processus depuis le début de l'année. Rappelons le rôle de la Grèce dans la première moitié de l'année, avec des grèves générales et des manifestations qui ont ouvert ce processus plus global, de résistance au modèle et au projet. Maintenant, dans la seconde

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).

3 EUR

Ed resp selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.

Les jeunes entrent dans la mobilisation et descendent dans la rue avec leurs caractéristiques : la radicalisation et la confrontation avec la police.

moitié de l'année, ce processus se propage à travers l'Europe et se concentre avec davantage de radicalisation des luttes en France, un pays dont on ne saurait sous-estimer l'importance, non seulement en Europe mais à travers le monde. C'est l'une des quatre plus grandes économies qui dictent la dynamique de la politique impérialiste internationale.

Il y a deux éléments clef. Le premier a été l'entrée radicale des travailleurs du pétrole dans la mobilisation, ce qui amène le mouvement ouvrier à un niveau supérieur : les grèves dans les raffineries et le blocus des points d'alimentation en pétrole qui menaçaient de paralyser le pays. L'autre élément, c'est la jeunesse qui entre dans la mobilisation et la renforce. Les jeunes descendent dans la rue avec leurs caractéristiques : le radicalisme, la confrontation avec la police...

Le gouvernement Sarkozy est très affaibli : il a le soutien de seulement 30 % des Français, les 70 % restants étant contre les réformes et contre le gouvernement. Ce dernier essaie de s'en sortir par la droite, avec des attaques contre les immigrés et le paquet de réformes, mais il ne dispose pas de beaucoup de marge. En plus des luttes et des mobilisations, il y a des divisions à l'intérieur de la bourgeoisie et de grands scandales de corruption impliquant des grandes entreprises et des personnages du gouvernement.

Alors, quelle est la perspective ? Il y a une polarisation sociale, une attaque brutale, une grande résistance qui mobilise la conscience des travailleurs en Europe et dans le monde. La possibilité de victoire s'annonce : il est possible de vaincre le projet néo-libéral. Il est possible de vaincre le modèle que le capitalisme peaufine pour l'avenir de l'humanité : un modèle d'exploitation accrue, moins d'emplois et moins d'acquis sociaux, de droits, d'éducation, de soins de santé... Le règne absolu des marchés, des banques, des spéculateurs, l'augmentation du niveau de l'exploitation, voilà la sortie de la crise pour eux. La mobilisation en France montre qu'il est possible de mettre ce modèle en échec.

Il est important d'ouvrir une parenthèse concernant la politique des directions du mouvement.

DT : La politique générale des directions du mouvement en France (la CGT, liée à l'ancien PC ; la CFDT, liée au PS ; et d'autres centrales, à l'exception de SUD-Solidaires) rappelle les controverses que nous avons dans le mouvement syndical au Brésil. Face à la réforme de Sarkozy, ces deux centrales n'avaient pas commencé à mobiliser pour le retrait du projet, mais exigeaient des « négociations ». D'autre part, elles cherchent à contrôler, et non à diriger, un mouvement pour une grève générale de confrontation. La lutte était donc basée sur des manifestations de rue, plutôt que sur la paralysie du pays.

La politique des directions de la CGT et de la CFDT est le confinement, la gestion de la mobilisation et la pression sur le gouvernement, parce qu'elle est liée à une stratégie électorale. Ils sont en train de constituer un projet de nouveau gouvernement de Front populaire PS-PC pour les élections de 2012. Et leur intérêt est, en fait, de maintenir Sarkozy au gouvernement, d'augmenter son usure et de gagner cette élection. En outre, ils voudraient bien que Sarkozy fasse le « sale boulot », qu'il mette en œuvre les réformes et ne les laisse pas au gouvernement PS-PC, comme cela a été le cas en Grèce avec le gouvernement du PASOK, et en Espagne avec Zapatero.

Ce qui est nouveau en France, c'est l'apparition de SUD-Solidaires, un secteur de la gauche alternative, indépendante, de la classe. Ce sont des camarades qui organisent une alternative syndicale, minoritaire mais avec un poids significatif. Nous avons des divergences avec eux, mais ils jouent un rôle similaire à celui de la CSP-Conlutas au Brésil. Ils sont l'expression de la réorganisation, de la mise en question et la crise de la bureaucratie syndicale qui contrôle et dirige encore la plupart du mouvement ouvrier. La CGT contrôle la grande majorité du travail ouvrier : les usines d'automobiles et de la métallurgie ; mais elle n'a pas appelé à une grève, elle n'a pas organisé une grève au niveau qu'il était possible de construire en France. Solidaires, au contraire, a joué un rôle central dans la grève des travailleurs du pétrole, dans les raffineries ; ses membres sont majoritaires dans les raffineries de Total, la plus grande compagnie pétrolière en France. Idem chez les jeunes, et Solidaires a également un poids important dans les transports, les chemins de fer et les aéroports. Leur exigence, qui est aussi celle d'autres secteurs de la gauche, est la construction d'une grève générale, avec des caractéristiques démocratiques appelées « grève générale reconductible ». Il ne s'agit pas seulement de voter pour une grève générale pour une durée indéterminée, mais que les secteurs puissent voter la grève et faire des assemblées dans lesquelles ils discutent et votent sur la continuité de la grève.

Ce processus de lutte élève-t-il le niveau du débat politique ?

DT : Un modèle est actuellement en discussion en Europe. Lorsqu'on discute de la retraite en France, on discute s'il s'agit de la logique du marché ou de la nécessité pour les travailleurs : assurer des conditions minimales de vie et pouvoir partir à la retraite avec dignité. Ce n'est pas seulement une question pour les retraités, mais aussi pour élargir le marché du travail pour les jeunes.

En Espagne, les attaques sont dirigées contre les droits des travailleurs, avec un taux de chômage de 20 %, le plus élevé en Europe, et avec la flexibilisation des droits du travail, permettant ainsi aux entreprises de licencier d'une manière beaucoup plus favorable. En Grande-Bretagne, le paquet annoncé hier par le nouveau gouvernement est une coupe brutale dans les dépenses publiques, les budgets pour dépenses sociales de tous les ministères. Même les systèmes traditionnels de l'éducation et la santé publique sont attaqués, les droits d'inscription des étudiants universitaires est augmenté, le licenciement d'environ 400 000 fonctionnaires est prévu dans les prochaines années à la suite de ce paquet...

SUD-Solidaires participe à une mobilisation contre la réforme des retraites du gouvernement Sarkozy.

Mobilisation en solidarité avec les travailleurs et le peuple français, organisée par le CSP-Conlutas et d'autres organisations syndicales et populaires à Brasilia.

Et le thème de l'internationalisme ?

DT : La lutte s'étend à travers l'Europe et ouvre un débat crucial pour la prochaine période : la question de l'internationalisme. À ce stade, une victoire sur les réformes en France, même partielle, ouvrirait une autre situation internationale. Elle renforcerait l'idée qu'il est possible de mettre en échec le projet du capitalisme international de faire payer les travailleurs pour la crise, et d'avancer vers un autre modèle, basé non pas sur les prémisses de l'exploitation et sur les intérêts des grandes sociétés transnationales et des banques, mais sur la défense des acquis des travailleurs. Et ce débat soulève la question de la nécessité du socialisme, de la révolution sociale qui marque une autre orientation : une société sans exploiteurs ni exploités. Ce débat est dans la rue et touche le cœur de l'Europe. Il soulève également la nécessité de grèves et de manifestations dans d'autres pays européens, ensemble avec la France. Les mesures mises en œuvre par le gouvernement français font partie des décisions de l'UE de réduction des dépenses publiques.

La préparation de notre lutte au Brésil implique également la construction d'un mouvement de solidarité avec les travailleurs français et européens. Une victoire pour la lutte en France, c'est le renforcement de notre lutte et notre résistance au Brésil et ailleurs dans le monde. Au contraire, une défaite signifie qu'ils seront plus forts pour nous attaquer.

D'autre part, nous cherchons à nous rapprocher de ces processus et nous avons eu la possibilité de contacter Cobas et différents organismes en Espagne, ainsi que Solidaires et d'autres processus de gauche, en minorité au sein de la CGT et la CFDT, en France. Cela ouvre pour nous la possibilité de cibler la construction d'alternatives de sauvetage du mouvement syndical, des alternatives qui disputent la direction et dépassent les bureaucraties syndicales, pour mettre fin à cette politique de la conciliation et de la logique capitaliste de négocier « le moins pire ». Nous voulons vaincre le projet du capitalisme et mettre en avant une autre perspective, collective et de la solidarité pour l'humanité, la perspective socialiste, pas la perspective capitaliste qui vient avec la xénophobie, le racisme, le machisme et la destruction de l'environnement comme expression de cette logique d'exploitation.

Nous pensons qu'il a été très important d'établir ces connexions, de pouvoir vivre ces processus et de continuer, aujourd'hui, avec cette politique internationaliste ouvrière qui, à notre avis, est le seul moyen pour la CSP-Conlutas d'être effectivement une alternative de lutte, de classe, d'indépendance de la classe ouvrière brésilienne. Il s'agit de la défense de ses intérêts immédiats, mais en liaison avec la construction d'un autre projet social.

Espagne

Le 29 septembre, nous avons pris le train européen de la lutte ouvrière

Angel Luis Parras

La grève générale du 29 septembre dernier a été une avancée majeure. Une grande partie de la classe ouvrière, ses principaux bastions, les secteurs stratégiques et une grande partie de la jeunesse précarisée ont fait grève et des centaines de milliers sont descendus dans la rue. De ce fait, ils ont rompu la « paix sociale » de la dernière décennie et ont rejoint la dynamique de la lutte européenne en France, en Grèce... Les résultats ont largement dépassé les attentes. La classe ouvrière s'est levée, quoi qu'en disent tous ceux qui l'avaient enterrée, et elle leur a rappelé cette phrase de Tenorio[1] : « Les morts que vous venez de tuer sont en bonne santé. »
(Le panneau ci-dessus dit que le magasin est « Fermé pour grève générale »)

Ce n'était, bien sûr, pas toute la classe ouvrière qui est entrée en scène : un chômage massif en écarte 4,6 millions de la grève. Il y a des secteurs très précaires et vulnérables où le chantage des employeurs l'emporte, comme dans le commerce et la restauration. La plupart des travailleurs migrants, concentrés dans les emplois les plus précaires et dispersés, n'ont pas non plus fait grève. Et le mot d'ordre a aussi été peu suivi dans le secteur public. Mais ces faits, qui doivent être identifiés et analysés, ne changent pas la caractérisation d'une grève réussie.

Nous avons pris le train européen de la lutte ouvrière

Depuis que la crise a éclaté violemment en Europe, il y a eu des manifestations et des grèves générales en Grèce, en France, en Italie, en Hongrie ou en Roumanie. La péninsule ibérique, à l'exception du Pays basque, était une terre « épargnée » par les grèves et son retard par rapport à l'Europe était notable. Le 29 septembre représente un bond en avant qualitatif parce que la classe ouvrière monte dans le train européen.

Tout indique que la vague de mobilisation de la classe ouvrière européenne va encore croître et s'étendre. Maintenant c'est le Portugal. Nous sommes à un stade où la contestation aux plans du FMI et de l'Union européenne s'étend de plus en plus et les combats ont objectivement la tendance à s'unifier, mais les bureaucraties syndicales font tous les efforts pour éviter que cette unité européenne se matérialise.

Ce fait devient très important, parce que les plans nationaux vont être considérablement influencés, non seulement par le développement international de la crise mais aussi par le résultat de la lutte dans ces pays. C'est-à-dire, une victoire de la classe ouvrière française sur les plans de Sarkozy aura immédiatement un impact ici et stimulera la lutte à travers le continent.

Les changements dans la situation politique

Le fait nouveau et qualitatif dans la situation politique est l'irruption de la classe ouvrière sur la scène. L'aggravation de la crise et l'appel à la grève générale met fin à toute une période de stabilité. Celle-ci n'avait été rompue que par les grandes mobilisations contre la guerre, mais cette fois, c'est la classe ouvrière en tant que telle qui fait irruption sur la scène.

La grève met le gouvernement Zapatero au plus haut point de discrédit social. Depuis 2004, le PSOE a gouverné dans une période économique exceptionnelle, soutenu par un bloc de gouvernement où ont participé, d'une part, la bureaucratie de CCOO et UGT et, d'autre part, BNG, ERC et IU.[2] Le déclenchement de la crise a ouvert des fissures dans le bloc et la mobilisation du 29 septembre y a mis fin. Cette rupture exprime la perte du soutien social au gouvernement. Les cris de « Zapatero menteur » et « Zapatero démission » qu'on a entendu lors de la manifestation syndicale de Vistalegre[3] sont encore dans l'air.

Dans ce scénario, bien que le gouvernement fasse naufrage partout, pas un seul secteur bourgeois ne se prononce pour des élections anticipées. Bien au contraire, les avancées timides, il y a un mois, de Mariano Rajoy, le président du Parti Populaire, ont été mises en sourdine par le banquier Emilio Botin. Et pour autant que la situation ne s'avère pas incontrôlable, tous, sous la direction du PSOE, ont opté pour l'immolation de Zapatero et du gouvernement du PSOE sur l'autel de « l'intérêt de l'Espagne ». Leur désir est que le PSOE fasse le sale boulot, ouvrant la voie à Rajoy à qui on essaye d'éviter, dans la mesure du possible, des chocs frontaux dans le futur.

« Grève, en dépit des syndicats » - Les manifestants font référence au fait que la bureaucratie syndicale freine, et à la similitude des propositions entre le PP et le PSOE.

La bureaucratie est en train de perdre rapidement sa base sociale

En guise de synthèse, le dirigeant de CCOO, Fernandez Toxo, a résumé en quatre mots ce que signifiait la convocation du 29 septembre pour la bureaucratie syndicale : « La grève générale est une grosse vacherie ». La bureaucratie syndicale, dépassée par les événements et mise dans une confrontation qu'elle n'a jamais voulue, a été contrainte de déclencher une grève générale au milieu d'un discrédit sans précédent parmi de larges secteurs de travailleurs.

Les mesures de guerre sociale ne se limitent plus à harceler les secteurs les plus précaires, mais se déchaînent contre ce qui a été la base sociale de soutien des principaux syndicats, l'aristocratie ouvrière, ce profil de travailleurs réguliers avec des contrats stables, des droits acquis et des salaires élevés. La réforme du travail est le mécanisme pour liquider ces acquis.

Avec sa politique, la bureaucratie s'est mise à creuser sa propre tombe et maintenant, en pleine crise, elle est de plus en plus coincée, en haut et en bas. En haut, parce qu'un secteur de la bourgeoisie a commencé à s'interroger sur la nécessité de ses services. Il s'agit de certains secteurs bourgeois liés au Parti populaire[4] et en particulier Esperanza Aguirre. Ils exigent maintenant une Procédure de licenciement collectif (ERE)[5] contre les permanents syndicaux de CCOO et d'UGT, alors que se sont eux qui ont offert ces permanents en échange de la paix sociale et des accords pour liquider des droits.

Le gros problème est que la crise a détruit la base matérielle sur laquelle repose la « paix sociale » de ces années. La bureaucratie syndicale fait des efforts pour ramener la situation au « dialogue social », mais il n'y a pas de marge pour une quelconque concession sérieuse. Au milieu d'un scénario prévisible de confrontation sociale, la bureaucratie ne peut pas signer des accords sans une contrepartie pour les justifier. Elle se rend compte que ce serait sa liquidation et que cela donnerait des ailes à un secteur entier du syndicalisme alternatif. Elle va devoir « surfer » sur la vague et retarder la réponse ouvrière centralisée et la mener à l'épuisement secteur par secteur quand il n'y a pas d'autre moyen, tout en essayant de gagner du temps dans l'espoir d'une légère reprise économique qui permet l'une ou l'autre concession pour justifier les accords.

L'offensive contre les travailleurs ne s'arrête pas

L'irruption de la classe ouvrière dans l'arène politique ne signifie malheureusement pas que nous pouvons parler d'un changement dans le rapport de forces entre les classes. Aujourd'hui, au milieu des difficultés croissantes, la bourgeoisie a toujours l'initiative et l'offensive bourgeoise va se poursuivre.

Zapatero, poussé dans le dos par le FMI et l'Union européenne, réaffirme son plan de guerre sociale, avec maintien de la réforme du travail, la mise en oeuvre du processus de relèvement de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans et la présentation d'un budget avec des coupes drastiques dans les dépenses sociales, un costume sur mesure pour les banquiers, destiné principalement à payer les intérêts sur la dette.

La crise, loin de montrer le bout du tunnel, continue à sévir et cherche sa proie dans les maillons les plus faibles, comme l'Etat espagnol. Dans un « modèle de production » qui transforme le pays en une plate-forme internationale pour l'investissement et la spéculation, et avec une partie importante de l'industrie démantelée durant les deux dernières décennies, chaque coup de la crise mondiale est dévastateur.

On est loin des « pousses vertes » et du « le pire est derrière nous » ; le gouvernement devra faire face à un tableau sombre, sans le moindre espoir d'une récupération éphémère. Ainsi, à quelques jours de présenter le budget, la Banque d'Espagne et le FMI exigent déjà du gouvernement un « plan B ». Le chômage augmente encore chaque mois et au million et demi de travailleurs sans aucun revenu vont s'ajouter 700 000 en plus dans les prochains mois. Le président de Renault Espagne vient de dire qu'« il pourrait y avoir deux ou trois usines de trop en Espagne ». L'avenir s'ouvre donc sur un scénario de confrontation, et d'approfondissement des plans de guerre sociale.

Le processus de réorganisation

L'appel à la grève générale a ouvert un défi et une opportunité en or, pour le syndicalisme dit de classe et alternatif et pour les organisations de gauche, de se mettre à la tête. Une partie de ce syndicalisme a relevé le défi. La grève a été préparée dans des réunions, des rassemblements et des manifestations, en concentrant tous les efforts sur une réponse massive et unitaire de la classe ouvrière. Il fallait mobiliser sans la moindre réserve pour la grève générale, pour laquelle une lutte était en cours depuis le déclenchement de la crise.

Mais en même temps, l'unité d'action avec CCOO et UGT ne pouvait pas, et ne devait pas, passer sous silence la lutte contre la bureaucratie syndicale, mettant en avant d'emblée d'autres objectifs : « *Pour Toxo et Mendez, la grève générale est destinée à rétablir le 'dialogue social'. Pour nous, la grève générale vise à mettre en échec la réforme du travail et à commencer un processus de mobilisation qui doit abattre toute la politique anti-ouvrière et antisociale du gouvernement des banquiers. C'est toute la différence !* » D'ailleurs, « *Quoi qu'il arrive le 29, étant donné que nous avons l'expérience d'autres grèves générales d'un seul jour, nous devons exiger et imposer la continuité du mouvement et sa confluence avec les luttes du reste de l'Europe pour mettre en échec la réforme du travail et en finir avec d'autres agressions* ». (Déclaration de la Plate-forme Il faut leur barrer la route.)

La présence du syndicalisme alternatif de classe, dans le cas de Madrid, autour de la plate-forme *Il faut leur barrer la route*, a été renforcée, après plusieurs mois de travail, par l'incorporation de la CGT. La propagande volumineuse diffusée dans les milieux de travail et les quartiers ouvriers, l'assemblée unifiée de plus de 300 délégués, la manifestation avant la grève et les piquets unifiés ont fait croître ce bloc comme une référence, avec comme clef de voûte la manifestation et le rassemblement de clôture le 29 septembre, qui a attiré plus de 15 000 personnes.

A l'échelle des Etats, le processus a toutefois été très inégal, allant de la Galice, la région où la grève a été la plus suivie et où la participation de la CIG a été cruciale, jusqu'à Séville, où le poids des militants des CCOO, et en

particulier celui du secteur Críticos, a été déterminant.[6] Dans d'autres endroits, comme la Catalogne, la dispersion de l'opposition syndicale à la bureaucratie et le poids des tendances qui ne sont jamais parvenus à considérer la grève comme « la leur » ont fait perdre la possibilité de faire un bond en avant comme à Madrid. En Euskadi, la « majorité syndicale basque » n'a pas appelé à la grève et, comme disait la déclaration de Cobas : « *Cela n'a pas aidé les travailleurs à faire face aux plans du gouvernement, ni à détrôner la bureaucratie au sommet de Toxo et Mendes, et pas non plus à que le peuple basque puisse renforcer des liens avec la classe ouvrière de tout l'Etat.* »

L'autre fait important a été la réunion, à l'échelle de l'Etat espagnol, du syndicalisme de classe et alternatif le 12 septembre (voir Courrier international n. 2), avec la présence de plus de trente organisations syndicales, sans compter les organisations politiques. Nous nous sommes réunis, dit le compte rendu, « *avec comme seul point à l'ordre du jour la façon de donner continuité à la grève générale du 29 septembre. La grande majorité des interventions ont manifesté clairement le soutien à la grève générale convoquée par différents syndicats pour le 29 septembre, signalant une fois de plus explicitement que l'appel a été tardif, mal formulé par les syndicats institutionnels, et que le syndicalisme alternatif de classe lui a donné une autre lecture, d'autres objectifs, frontalement opposés à 'la récupération du dialogue social' ; et avant tout, nous avons examiné la manière de continuer le combat après le 29 septembre, ainsi qu'il ressort du MANIFESTE qui circule depuis juin et a été signé par de nombreuses organisations et largement diffusé.* »

En général, le fait objectif est que le processus de réorganisation s'avère être beaucoup plus avancé sur le terrain syndical que sur le politique. Le Front ou Bloc qui est en train de se former objectivement à Madrid est un front de classe, dirigé par des organisations syndicales auxquelles se sont ajoutés (avec plus ou moins de conviction) des organisations politiques de gauche. Le regroupement du 12 septembre et le bloc « *Il faut leur barrer la route* » sont sans doute les deux expériences les plus avancées dans le processus de réorganisation, bien que toujours encore très faibles et pas consolidés.

---

1 Don Juan Tenorio est un personnage classique de la littérature espagnole.
2 CCOO : Comisiones obreras, syndicat proche du PC ; UGT : Union General de Trabajadores, proche du PSOE ; BNG : Bloque Nacionalista Galego ; ERC : Esquerra Republicana de Catalunya ; IU : Izquierda Unida.
3 Un rassemblement du 9 septembre, convoqué par CCOO et UGT, avec 16 000 délégués syndicaux venant de tout l'Etat espagnol.
4 Opposition bourgeoise de droite.
5 L'ERE, Expediente de Reestructuración de Empresa, est un dispositif légal pour faciliter les licenciements collectifs.
6 CIG : Central Sindical Gallega ; Críticos, les « critiques », l'opposition de gauche à l'intérieur de CCOO.

S'ils ne cèdent pas, nous devons nous préparer pour une autre grève générale.

(Extrait de la Déclaration de la Plate-forme *Il faut leur barrer la route**).

Pas un pas en arrière

Le verdict de millions de grévistes, y compris les membres de CCOO ou UGT qui ont participé aux piquets et aux manifestations, a été clair : nous rejetons la politique antisociale du gouvernement et nous voulons le retrait de la réforme du travail, de l'attaque sur les pensions et tous les ajustements, parce que nous ne voulons pas que les travailleurs payent pour la crise.

Chercher à renvoyer la situation actuelle au « dialogue social », tout en continuant avec sa batterie de mesures de guerre sociale, est une manœuvre infâme du gouvernement. Mais si les directions des syndicats soi-disant institutionnels acceptent d'entrer dans ce jeu [...], ce serait vraiment une arnaque à la grève générale.

Il n'y a donc pas de table à laquelle s'asseoir et rien à négocier jusqu'à ce que le gouvernement retire la réforme du travail et renonce à la réforme des retraites. Voilà ce qui devrait être l'exigence de tous les travailleurs aux dirigeants de CCOO et UGT. Qui plus est, si le gouvernement ne cède pas, il doit y avoir un nouvel appel à la grève générale.

Nous descendrons de nouveau dans la rue

Les organisations qui font partie de la plate-forme « Il faut leur barrer la route », se sont engagées dès le début à poursuivre cette lutte jusqu'à atteindre les objectifs. Nous appelons tous les travailleurs à rester vigilants et à continuer la mobilisation. Dans ce sens, nous nous sommes mis d'accord sur les initiatives suivantes :

1.- Appeler à une journée d'action pour le 24 novembre prochain, en coïncidence avec la grève générale au Portugal. Cette journée a tendance à converger vers une grande journée européenne de lutte, et nous exigeons de CCOO et UGT de s'y associer. Les détails de cette journée de lutte seront fixés par entreprise et par secteur, et elle se terminera par une manifestation centrale dans l'après-midi.

2.- Convoquer une nouvelle assemblée de délégués et de travailleurs, afin de promouvoir la journée de lutte.

3.- Collaborer autant que possible pour que, en accord avec les autres syndicats et organisations sociales avec lesquelles nous avons un travail en commun, nous puissions donner à la journée du 24 novembre une envergure sur tout l'Etat espagnol.

4.- Promouvoir, dans les entreprises, lieux d'étude, quartiers, etc, des réunions et/ou des assemblées qui pourront se prononcer pour exiger de tous les syndicats un plan de lutte et un nouvel appel à grève générale, si le gouvernement ne retire pas la réforme du travail et l'attaque contre les retraites.

5.- Continuer à nous adresser à d'autres syndicats et organisations sociales pour les inviter à se joindre à cette plate-forme unitaire.

---

* La plate-forme *Il faut leur barrer la route* est composée d'un grand nombre d'organisations syndicales et politiques, dont la Coordination syndicale de Madrid (CSM - qui regroupe des organisations syndicales de Telefónica, du transport urbain, de l'aéroport, de la Casa de la Moneda...), la CGT, Co.bas, le syndicat des cheminots, des comités d'entreprise comme celui d'UPS, des collectifs de quartier, des syndicats de la santé, etc., ainsi que des organisations politiques, dont Courant Rouge.

La xénophobie en augmentation

Patrizia Cammarata (Italie)

« *Un enfant rentre chez lui après son premier jour d'école. Il raconte avec enthousiasme à son père qu'il a eu une journée intéressante et qu'il s'est fait de nouveaux amis. Il parle en particulier d'un nouvel ami, son camarade de banc, et il est enthousiaste pour le retrouver le lendemain. Le père ne demande pas à l'enfant comment s'appelle ce nouvel ami, il dit tout de suite : 'Mais cet ami, comment est-il ? blanc ou noir ?' L'enfant le regarde, effrayé et confus, et lui répond : 'Je ne sais pas... j'ai oublié de regarder... mais demain je vais bien regarder et je te dis.'* » Ici est né le racisme : cet enfant se souviendra que la couleur de la peau est un élément important dans les relations humaines et il apprendra à distinguer les blancs des noirs.

Cet épisode, probablement authentique, a été raconté par un enseignant, membre d'une association antiraciste, au cours de l'un des nombreux débats télévisés sur le racisme. Et toute la discussion, où participaient des politiciens et des intellectuels de droite et de gauche, concernait l'importance de l'éducation, de l'intégration, du respect des différences, etc.

Il est vrai que, dans la vie courante, le langage et les opinions de la majorité des gens trahissent souvent une culture raciste que les enfants, en général, n'ont pas encore absorbée. Mais il est vrai aussi que c'est une hypocrisie et une erreur de traiter les phénomènes xénophobes et racistes comme une simple attitude culturelle qui, une fois reconnue et corrigée, conduirait à la solution du problème. Nous, les marxistes, nous savons que c'est une erreur de croire que les idées dominantes sont autonomes, que c'est une erreur «... *de dire seulement qu'à une époque ont dominé telles ou telles idées, sans nous préoccuper des conditions de production et des producteurs de ces idées* ».

Il est également vrai que le nouveau vent raciste et xénophobe qui souffle n'est pas le résultat de l'esprit ou du simple désir de certains politiciens et hommes de gouvernement (Jimi Aakesson en Suède, Sarkozy en France, Geert Wilders aux Pays-Bas, Umberto Bossi en Italie), mais la tentative d'organiser une réponse à la crise du capitalisme, qui vise à inciter les masses frappées par la crise à se dresser contre des objectifs qui ne mettent pas le système et ses organisations en crise, afin que les prolétaires n'orientent pas leur propre malaise social et la colère générée par la crise contre les patrons mais contre leur propre classe sociale (représentée éventuellement par les Roms et les travailleurs migrants).

Ainsi, en Europe, alors que la crise économique avance, que des milliers de travailleurs sont licenciés, que des lois sont sanctionnées pour réduire les budgets des écoles publiques et de la santé, que les espaces démocratiques et les droits syndicaux s'amenuisent et que les jeunes générations sont poussées dans la précarité et le chômage, alors que les armées sont financées pour de nouvelles guerres impérialistes, nous assistons d'autre part à une augmentation d'incidents de violence raciale, accompagnés d'une avancée des partis et des lois xénophobes.

En Suède, l'extrême droite avance : avec les élections du 19 septembre dernier, pour la première fois dans l'histoire, un parti xénophobe (Démocrates) arrive au parlement, avec 5,7 % des voix et 20 sièges. Ce parti est dirigée par Jimi Aakesson, qui a mené sa campagne électorale en brandissant la menace d'une « révolution islamique ». C'est un exemple de la réussite des formations de l'extrême droite dans toute l'Europe et, en particulier, de celles qui mettent au centre de leur programme politique la diffusion d'un sentiment de peur des immigrants. Une réussite qui doit nous préoccuper.

D'autres partis qui font de cette peur leur programme électoral sont le Front national de Jean-Marie Le Pen en France, le FPÖ en Autriche, le Parti de la liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas et la Nouvelle alliance flamande de Bart de Wever en Belgique.

En France, le président Nicolas Sarkozy a lancé une campagne violente contre la minorité rom, ainsi qu'une politique de déportation et d'expulsion, sous le manteau du « retour volontaire » en Roumanie et en Bulgarie, accompagné d'une incitation économique ridicule de 300 euros par adulte et 100 par enfant. Le processus d'expulsion des Roms est en cours depuis plusieurs mois : en 2009, 11 000 Roms ont été déportés, en 2010, depuis le début de l'année jusqu'à maintenant, plus de 8 200 Roumains et Bulgares, et maintenant, avec ces mesures, environ 1000 en plus.

Sarkozy, soucieux de sa popularité qui est en baisse, a commencé une politique fondée sur l'équation « immigration = criminalité », promettant le démantèlement des camps de Roms en France. Rappelons que le 16 juillet dernier, il y a eu une révolte dans la périphérie de Villeneuve, à Grenoble, en réponse à la mort d'un jeune étranger de 24 ans, et le 18 juillet, certains membres de la communauté rom ont attaqué une base de la police, en réponse à la mort d'une Rom par un policier. Au nom de la « sécurité » des Français, un resserrement des lois sur l'immigration a été proposé, des lois qui prévoient, dans de nombreux cas, l'expulsion pour celui qui représente « un fardeau pour le système de

La destruction d'un camp de gitans en France, et leur expulsion, est un exemple de la politique xénophobe du gouvernement Sarkozy.

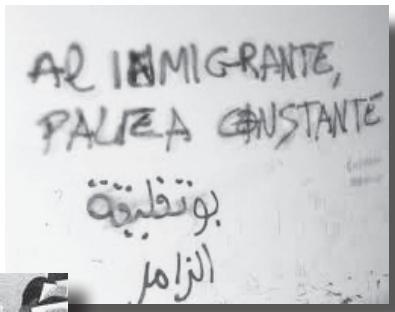
protection sociale » (parce qu'il est sans travail, qu'il étudie ou qu'il n'a pas de ressources suffisantes pour son propre soutien). Les expulsions concernent également des citoyens de l'UE.

Le battage médiatique continu qui associe « immigrant » à « criminel » et le malaise social qui se développe par la crise économique internationale conduisent à des épisodes de réelle violence contre les Roms, ainsi qu'à une augmentation constante des épisodes de xénophobie dans toute l'Europe.

En Espagne, Amnesty International a accusé le gouvernement Zapatero de ne pas inscrire dans ses statistiques tous les incidents racistes survenus dans les discothèques, les écoles, les postes de police, et de diffuser des données beaucoup plus bas que la réalité. Selon un rapport de 2009, il y a eu au moins 350 agressions de nature raciste l'année dernière, et leur nombre augmente. Il y a aussi plus de 200 sites web faisant l'éloge de la race blanche et du néo-nazisme. En outre, il faut signaler des cas d'agressions par les gardes de sécurité privés et des incidents violents impliquant des agents de la Guardia Civil.

Lorsque Zapatero a assumé le pouvoir en 2005, l'une des premières lois proposées par la majorité socialiste a été la légalisation de près d'un million de ressortissants étrangers résidant dans le pays. Au fil des années, toutefois, Zapatero a lancé une forte campagne de pression sur les Etats africains, moyennant des « faveurs », pour qu'ils prennent des mesures de dissuasion de la migration, et sa politique s'avère être de plus en plus comme celle de tous les autres gouvernements européens : difficultés pour les immigrants de faire venir leur famille de leur pays d'origine, mise à disposition de plus d'avions et de bateaux pour patrouiller la côte, augmentation de centres d'identification et d'expulsion.

Aux Pays-Bas, le parti xénophobe PVV (Parti de la Liberté) a remporté un quart des voix. Le parti veut éliminer l'utilisation du foulard islamique par des fonctionnaires dans les bâtiments publics et mettre son veto à la construction de nouvelles mosquées. Il a demandé l'interdiction des aliments islamiques dans les écoles et les hôpitaux publics. Aux Pays-Bas, 5,6 % de la population est musulmane, principalement des Turcs ou des Marocains. Les prévisions sont que, avec une croissance stable de la population, en 2050, les musulmans seront environ 2 millions (11 % de la population). Les Pays-Bas sont le pays européen avec la plus grande communauté musulmane après la France (5 millions). Ainsi, le PVV essaye d'inculquer un sentiment d'identité « hollandaise » et ses membres affirment qu'ils « veulent continuer à être hollandais ».



Deux côtés de la médaille : Un graffiti xénophobe et une manifestation de solidarité avec les immigrés.

En Italie, le gouvernement de centre-droit de Silvio Berlusconi héberge des anciens fascistes, ainsi que la Ligue du Nord, un parti représentant les intérêts des petites et moyennes entreprises. Ce dernier a une longue tradition dans le Nord, où il est considéré, y compris par la classe ouvrière, comme un « parti du peuple », qui occupe symboliquement l'espace laissé vacant depuis des décennies par la « gauche gouvernementale » actuellement détruite. La Ligue du Nord, dirigée par Umberto Bossi, dresse les Italiens du Nord (« honnêtes et travailleurs ») contre les Italiens du Sud (« parasites du gouvernement central », de la « Rome qui vole », la capitale du pays qui suce la impôts payés par le Nord).

Les membres de la Ligue du Nord exaltent une fidélité inexistante « au peuple » et attisent les flammes du malaise social causé par des milliers de licenciements qui ont eu lieu dans les villes industrialisées, et ils poussent les travailleurs italiens à blâmer les immigrants pour leur voler les emplois. Le gouvernement de centre-droit a promulgué des lois d'immigration en faveur des patrons, et le « contrat de séjour » est un chantage pur et simple transformé en loi. La loi « Turco-Napolitano » (gouvernement de centre-gauche) a été la base de la loi « Bossi-Fini » (gouvernement de centre-droit) qui lui a succédé, et qui a inauguré une série de « lois chantage » qui rendent la résidence des immigrants de plus en plus difficile, gèlent les salaires et aggravent les conditions de travail. Le dénommé « paquet sécurité », qui a définitivement criminalisé les travailleurs en situation irrégulière, vient d'être adopté.

En Europe, les patrons et les gouvernements cherchent à diviser la classe ouvrière par le racisme et la xénophobie, de peur qu'elle ne se lève contre eux. Le soutien croissant que des partis xénophobes reçoivent semble montrer la disponibilité des travailleurs à cet égard. Pour vaincre le racisme et la xénophobie, et construire une société de fraternité dans laquelle les adultes oublient de « voir » la couleur de la peau, il est nécessaire de faire tomber le capitalisme.

Les communistes révolutionnaires sont conscients que, comme Trotsky l'a souligné : « *la conscience de classe est arriérée, mais la conscience n'est pas quelque chose de solide comme les usines, les mines, les chemins de fer ; elle est plus mobile et, sous l'influence de la crise objective, avec des millions de chômeurs, elle peut changer rapidement... Nos tâches ne dépendent pas de la conscience des travailleurs. Notre tâche consiste à développer la conscience des travailleurs. Le capitalisme, avant de s'épuiser et d'entraîner l'humanité, pollue l'atmosphère du monde entier avec le poison mortel de la haine nationale et raciale... La dénonciation sans concession des causes profondes des préjugés raciaux et de toutes les formes et manifestations de l'arrogance nationale doit faire partie du travail quotidien des sections de la Quatrième Internationale, mais c'est aussi l'élément le plus important dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre. Notre mot d'ordre de base n'a pas changé : Prolétaires du monde entier, unissez-vous !* ».

Deux années d'Obama
Ce que cache la crise

Alejandro Iturbe

Moins de deux ans après avoir assumé ses fonctions, le gouvernement Obama est déjà en proie à une usure importante et une baisse significative de popularité, ce qui peut conduire à sa défaite aux élections législatives à venir.

Saturday Night Live, une comédie populaire de New York, a présenté tout au long de cette année une série d'épisodes satiriques dans lesquelles Barack Obama émergeait comme un président qui ne faisait rien et ne respectait en rien ses promesses de campagne électorale. Auparavant, ce spectacle avait manifesté beaucoup de sympathie pour lui et son gouvernement. En ce sens, ce changement d'approche peut être considéré comme « l'expression télévisée » de l'usure importante subie par les attentes déposées en lui, à la fois à l'échelle nationale et internationale, peu de temps avant la fin de deux années de mandat.

La fin de la propagande trompeuse

Le premier facteur à l'origine de cette baisse de popularité d'Obama est la fin de l'influence de la « propagande trompeuse » qui a accompagné sa campagne électorale et son installation à la présidence.

Face à l'échec lamentable du projet politique exprimé par George W. Bush et face à la crise économique en 2007, un secteur important de la bourgeoisie impérialiste des États-Unis a promu une métamorphose profonde : pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, un jeune politicien noir vint à la présidence.

Il s'agissait d'adapter le « visage » à la nouvelle tactique nécessaire pour faire face à la situation nationale et internationale après l'échec de « l'arrogance » de Bush. On faisait croire qu'Obama allait changer radicalement « la politique nationale et internationale ».

C'est ce que disait le slogan « Yes, we can ». Dans son discours au moment d'obtenir la candidature présidentielle du Parti Démocrate en juin 2008, Obama déclara : « *Un jour, nous regarderons en arrière et nous dirons à nos enfants que ce fut le moment où nous avons commencé à fournir des soins aux malades et de bons emplois aux chômeurs, le moment où l'élévation du niveau des océans a commencé à ralentir et où notre planète a commencé à guérir, le moment où nous avons mis fin à une guerre, protégé le pays et rétabli notre image du dernier et meilleur espoir sur la terre.* »

De cette façon, l'impérialisme étasunien a cherché à gagner du temps et de l'espace de manœuvre pour tenter de résoudre deux problèmes majeurs : la crise économique et la situation de guerre au Moyen-Orient.

Au cours d'une période initiale, cette tactique a réussi. Obama a obtenu qu'il n'y ait pratiquement pas de réponse des travailleurs aux attaques des entreprises à cause de la crise (on se souvient de la restructuration pour éviter la faillite de GM) et que le processus important de mobilisation des travailleurs latino-étasuniens pour la légalisation des immigrants ait reculé. Sur la scène internationale, les attentes se sont exprimées, par exemple, dans les grandes manifestations qui lui ont réservé un accueil favorable lors de sa visite aux pays africains.

Mais, au fur et à mesure qu'il devenait évident qu'Obama ne gouvernait pas pour « les pauvres et les dépossédés », mais pour défendre les intérêts des grandes banques et des entreprises impérialistes, ces attentes ont commencé à se transformer en déceptions.

Un autre aspect qui a causé l'effondrement du prestige d'Obama a été la faiblesse de son intervention face au drame de la marée noire dans le golfe du Mexique, un accident écologique d'envergure causé par British Petroleum.

Une enquête réalisée par l'agence Reuters en juillet dernier a montré, pour la première fois depuis son entrée en fonction, un taux de rejet général de son gouvernement plus élevé que l'approbation (52 % contre 45 %), avec une incidence élevée de la critique de sa gestion de l'économie (54 %). Dans un autre sondage, réalisé en septembre par la CNN avec la question « Qui a gouverné mieux : Obama ou Bush ? », l'actuel président n'a dépassé son prédécesseur que de 2 %.

Au grand poids de l'impact de la crise économique dans la vie quotidienne du peuple étasunien s'est encore ajouté le fait qu'Obama ne soit pas non plus parvenu à renverser le cours défavorable des guerres au Moyen-Orient.

De la défaite en Irak...

Au Moyen-Orient, le gouvernement Obama a reçu un lourd héritage : la défaite de la « guerre contre la terreur », lancée par Bush depuis septembre 2001, a laissé un rapport de forces mondial défavorable pour l'impérialisme. C'est la résistance des masses en Irak, en Afghanistan, au Liban et en Palestine (et aussi en Amérique latine et dans d'autres pays et régions) qui ont joué le rôle de premier plan dans cette réalité.

L'Irak a été la première grande défaite du projet de Bush. Aujourd'hui, le gros des troupes des Etats-Unis s'est retiré de ce pays et les 50 000 soldats qui y restent sont enfermés dans des bases géantes, sans participer à des confrontations directes. Le pays a été divisé de facto en trois régions, livrées

respectivement à la bourgeoisie chiite au Sud, à la sunnite au Centre et à la kurde au Nord, avec un gouvernement central qui contrôle les sources de pétrole et les forces armées nationales. Bien que la production de pétrole se soit améliorée, le pays est toujours plongé dans la destruction généralisée et une instabilité profonde, avec la poursuite des combats entre différentes factions bourgeoises et une grande influence du régime iranien des ayatollahs.

Il existe des différences entre les résultats de la guerre en Irak et de celle au Vietnam. Dans ce dernier pays, la défaite impérialiste a été illustrée par l'image des hélicoptères étasuniens abandonnant Saigon à la hâte, les fonctionnaires du gouvernement fantoche du Vietnam du Sud cherchant désespérément à fuir avec eux. Le retrait a conduit rapidement l'armée nord-vietnamienne à renverser ce qui restait du gouvernement fantoche et à réunifier le pays.

En Irak, par contre, il n'y a pas eu de fuite à la hâte des troupes étasuniennes, mais un retrait en ordre (laissant d'ailleurs plusieurs milliers de soldats dans le pays), et il n'y a pas eu un ennemi unifié pour prendre le pouvoir. Ce sont des différences importantes qui permettent d'atténuer le degré de la défaite et l'impact politique. Mais l'impérialisme étasunien n'a pas obtenu les objectifs politiques, économiques et militaires qu'il s'était proposé lors de l'invasion du pays.

C'est ce qui est à l'origine du besoin de faire appel à l'Iran. Il y a ici une des grandes contradictions pour l'impérialisme étasunien, provoquées par le résultat défavorable de la guerre. D'une part, il a augmenté la pression internationale et les sanctions contre le régime iranien des ayatollahs à cause de son développement nucléaire. Mais, d'autre part, cette politique a une limite absolue par le fait que ce régime est une pièce clef par son influence sur les principaux secteurs de la bourgeoisie irakienne, une pièce clef pour stabiliser ce pays et, plus généralement, la région.

La défaite en Irak avait déjà marqué la dynamique des dernières années du gouvernement de Bush et a maintenu sa profonde influence sur celui d'Obama, dont le plan de retrait des troupes était destiné à favoriser l'amélioration de la situation militaire et politique de l'invasion en Afghanistan.

Les forces des Taliban luttent dans presque tout le territoire de l'Afghanistan.

Le général McChrystal, ancien chef des troupes étasuniennes en Afghanistan.

...à la crise en Afghanistan

La guerre en Afghanistan a été lancée par Bush en 2001. Neuf ans plus tard, c'est le conflit armé le plus long mené par les Etats-Unis, dépassant la durée de la guerre du Vietnam.

Si l'Irak a été « la guerre de Bush », l'Afghanistan est devenu « la guerre d'Obama » et un facteur important dans l'usure de son gouvernement car, décidément, rien ne va plus. En dépit d'avoir doublé le nombre de troupes étasuniennes dans le pays, l'occupation militaire est dans une crise sans issue et les Etats-Unis sont en train de perdre la guerre.

L'organisation des Talibans contrôle le Sud et le Sud-Est de l'Afghanistan, ses forces sont présentes dans 97 % du territoire et ils exécutent des actions dans 80 %, comme le reconnaissent les agences de renseignement impérialistes. En juin, les troupes de l'OTAN ont subi les pertes les plus lourdes (103 soldats morts) et l'offensive des troupes étasuniennes à Marja, province de Helmand, est un « ulcère hémorragique », aux dires du haut commandement envahisseur lui-même.

Il est évident que la majorité du peuple afghan est contre l'occupation, et ceux qui ne sont pas directement impliqués dans la lutte de résistance soutiennent celle-ci, au moins politiquement, et veulent l'expulsion de l'envahisseur qui a causé tant de souffrances au cours des années.

Récemment, cette crise a explosé dans le centre du Haut Commandement de l'armée étasunienne, une expression de la contrainte de deux guerres simultanées et des résultats défavorables. Obama a dû remplacer le commandant des troupes en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, pour ses déclarations publiques critiques, et l'a remplacé par le général David Petraeus, ancien commandant des troupes en Irak.

Mais les choses ne s'améliorent pas et il est difficile de le faire. Selon les

La pauvreté croissante aux Etats-Unis a mis fin à l'espoir du « rêve américain » pour de nombreux secteurs de la population.

experts militaires, les Etats-Unis devraient mobiliser un million de soldats pour pouvoir gagner, ce qui ne serait possible qu'avec la restauration du service militaire obligatoire. Mais cette mesure rencontre de fortes résistances dans la population des Etats-Unis, depuis son abrogation après la défaite du Vietnam.

Si Obama ne peut pas gagner la guerre, mais pas non plus admettre ouvertement la défaite complète que signifierait l'abandon de l'Afghanistan et le retour au pouvoir des talibans, il ne peut que tenter de négocier un règlement avec les insurgés, dans les meilleures conditions possibles. Le véritable objectif du renfort de troupes qu'Obama a envoyé n'était précisément pas de gagner la guerre, mais d'améliorer les conditions militaires pour forcer les talibans à une négociation qui permettrait une « sortie digne » pour les Etats-Unis. Il y avait même une proposition visant à reconnaître la domination politique des territoires que les Talibans contrôlent, mais, jusqu'à présent, cette organisation a rejeté la proposition, estimant qu'elle était en mesure de gagner la guerre. En d'autres termes, le « bourbier afghan » s'approfondit et la perspective de la défaite claire du gouvernement Obama se rapproche.

Pour compliquer encore les perspectives dans la région, l'impact des conflits et l'instabilité se sont étendus au Pakistan voisin (un allié traditionnel des Etats-Unis) où ils affaiblissent le gouvernement, déjà fragile, du président Azif Ali Zardari. Comme conséquence de la guerre, plusieurs millions d'Afghans, membres du groupe ethnique pachtoune, ont traversé la frontière entre les deux pays et s'installent au Pakistan, dans une région où les Pachtounes ont déjà une forte présence. Là, les forces des Talibans trouvent refuge et arrière-garde pour combattre les troupes étasuniennes et l'OTAN, qui ont bombardé la zone et ont traversé la frontière plusieurs fois. Ces attaques ont également affecté les troupes de l'armée pakistanaise.

La crise s'est aggravée à la fin de septembre, quand des hélicoptères étasuniens ont tué trois soldats pakistanais. Par la pression militaire, le gouvernement Zardari a été contraint de suspendre pendant dix jours le permis de ravitaillement des avions militaires étasuniens et à bloquer le passage des convois militaires de l'OTAN à travers son territoire. Des hauts gradés de l'armée pakistanaise sont allé jusqu'à déclarer publiquement qu'il fallait décider si « *les Etats-Unis nous traitent en amis ou en ennemis* » (*Folha de São Paulo*, 30/09/2010).

La. Secrétaire d'Etat Hillary Clinton, soucieuse de combler rapidement cette lacune dangereuse, a annoncé, lors d'une réunion avec des hauts fonctionnaires pakistanais à Washington, la mise à disposition d'un paquet d'aide militaire de 2 milliards de dollars, et elle a déclaré que le Pakistan était « *l'un des principaux alliés des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme* » (*Folha de São Paulo*, 22/10/2010).

La situation en Afghanistan affaiblit et sape la capacité de manœuvre internationale du gouvernement Obama car elle éclabousse son image de « pacifiste », et elle ne permet pas non plus une amélioration militaire. C'est ce qui rend difficile, par exemple, de rappeler à l'ordre le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu avec sa politique d'amplification de la colonisation israélienne dans certaines parties de la Cisjordanie et des quartiers de Jérusalem, ce qui à son tour rend impossible pour Obama de soutenir toute alternative de négociation avec les Palestiniens pour décompresser un peu une région explosive.

Et finalement, c'est très important, il faut y ajouter que la guerre en Afghanistan est de plus en plus impopulaire auprès des travailleurs et du peuple étasunien, et même dans des secteurs de la bourgeoisie qui ne trouvent pas de sens dans la poursuite d'un tel effort économique et militaire. Par exemple, Sherle Shenninger, directrice du programme de croissance économique de la *New American Foundation* à Washington, a déclaré dans un article récent : « *Nos priorités sont horriblement mal placées. Nous dépensons des milliards en Afghanistan. Mais nous ne sommes pas disposés à prêter de l'argent à des taux d'intérêt historiquement bas pour garder les enseignants dans leur emploi ou améliorer l'infrastructure à la maison.* » Le coût élevé de la guerre et son poids dans le budget du pays imposent des coupes budgétaires de plus en plus importantes dans d'autres secteurs comme la santé et l'éducation publiques.

L'économie ne redémarre pas

Sans aucun doute, le principal élément qui provoque l'usure d'Obama, à l'intérieur des Etats-Unis, est la situation économique. Il y a surtout le taux élevé de chômage, entre 9,5 et 10 % depuis plus d'un an, un chiffre très élevé pour ce pays. Dans un récent

sondage effectué par Reuters/Ipsos, 72 % de la population a déclaré être « très préoccupé » par le chômage.

Ce niveau élevé du chômage est l'une des expressions de la crise économique, qui a débuté en août 2007 avec l'éclatement de la bulle spéculative sur le marché immobilier, un des moteurs de l'économie et de la création d'emplois au cours des années précédentes. La crise s'est aggravée en septembre 2008 avec l'effondrement de la grande banque Lehman Brothers et a mis l'ensemble des banques des Etats-Unis au bord de la faillite.

De ce fait, il y a eu une forte baisse du PIB national au quatrième trimestre de 2008 et au premier de 2009 (6,2 et 5,7 %, respectivement, valeurs annualisées). C'était le pire moment de l'économie étasunienne depuis des décennies, comparable à la baisse enregistrée dans les mois suivant le krach de 1929.

En ces moments, à la fin de l'administration Bush et dans la première année d'Obama, il y a eu un plan de sauvetage des grandes banques et des entreprises spéculatrices, sans précédent dans l'histoire : à travers différents paquets, 13 000 milliards de dollars ont été injectés sur le marché, un chiffre presque égal au PIB annuel du pays et plus que la moitié de l'aide totale accordée aux banques par tous les gouvernements à travers le monde.

Ce paquet gigantesque a, d'une part, sauvé les banques et évité l'effondrement du système financier étasunien. D'autre part, il a arrêté la spirale descendante de l'économie et a provoqué une certaine reprise, qui a culminé au premier trimestre de 2010 (croissance annualisée du PIB de 3,7 %).

Dans plusieurs articles, nous avons signalé qu'il s'agissait d'une reprise fragile, promue par des subventions et des dépenses de l'Etat, et non par une croissance soutenue de l'investissement privé, parce que la bourgeoisie n'avait pas encore retrouvé sa « confiance d'investisseur ». Et nous avons signalé que la dynamique générale de la crise économique serait définie sur le terrain de la lutte des classes, en particulier en Europe. La réalité a confirmé cette analyse : l'économie étasunienne a commencé à ralentir au deuxième trimestre, avec une croissance de seulement 1,6 %.

Les perspectives ne sont pas bonnes et les économistes les plus sérieux ont commencé à parler ouvertement de la possibilité d'une nouvelle récession. Par exemple, le lauréat du Prix Nobel d'économie, Paul Krugman, a déclaré dans un article paru dans le *New York Times* (01/09/2010) : « *Il ne s'agit pas d'une reprise économique, d'aucune façon... la croissance du PIB se situe maintenant entre 1 à 2 % et il est très probable qu'elle diminuera dans les mois à venir. Dans le cas de l'administration Obama, les autorités semblent réticentes à admettre que la motivation initiale fait défaut.* »

Pour sa part, en juillet dernier, Nouriel Roubini faisait l'analyse suivante : « *Dans le meilleur des cas, nous faisons face à une longue période de croissance anémique... Dans le monde, les pays qui ont dépensé trop, comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Grèce et d'autres, doivent maintenant se desendetter et sont en train de dépenser, de consommer et d'importer moins. Le ralentissement mondial, déjà évident dans les données pour le deuxième trimestre de 2010, va s'accélérer au second semestre de l'année. La relance budgétaire va disparaître.* [...] *La croissance va ralentir encore davantage, jusqu'à 1,5 % au second semestre de cette année et au début de 2011.* »

Ajoutons qu'aux Etats-Unis, la dette publique atteint 15 000 milliards (100 % du PIB), et le déficit budgétaire annuel atteint déjà 11 % du PIB. En même temps, selon Krugman, il faut un taux de croissance de 2,5 % par an pour empêcher la montée du chômage. Avec un taux inférieur, ce dernier va continuer à croître.

En plus des facteurs spécifiquement économiques, le processus est affecté par le fait que la bourgeoisie étasunienne voit avec méfiance l'état de la lutte des classes en Europe et la difficulté de la bourgeoisie européenne à mettre leurs travailleurs au pas.

Chômage, baisse des salaires et pauvreté croissante

Dans le capitalisme, le chômage est une conséquence de la crise et, en même temps, une nécessité pour que les patrons puissent réinvestir. Les entreprises profitent de la hausse du chômage pour imposer des réductions de salaire et des conditions de travail à leur avantage. Ils maximisent ainsi l'exploitation des travailleurs qui conservent leur emploi, ainsi que la plus-value extraite, à la recherche d'une récupération du taux de profit qui permet une nouvelle vague d'investissements.

Selon une étude de l'*Economic Policy Institute* (EPI), basée sur des données officielles, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 1,5 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2007 (moment de l'apparition de la crise) à près de 1,6 milliards au premier trimestre de 2010 (pic de la reprise), une amélioration de 5,7 %. Dans la

Le gouvernement Obama a mis en œuvre plusieurs programmes d'aide pour sauver le système financier. Sur la photo, la célèbre Wall Street à New York.

Aux Etats-Unis, la politique d'expulsion des immigrants illégaux s'est durcie. Sur la photo, un fonctionnaire de la « migra » a arrêté plusieurs d'entre eux à la frontière avec le Mexique.

même période, 8,2 millions d'emplois ont passé à la trappe, soit environ 5 % de la population active. Cela signifie que, ces dernières années, les travailleurs étasuniens ont augmenté leur productivité de 12 %.

Il faut encore y ajouter la pression des entreprises sur les salaires. Par exemple, dans une usine du grand conglomérat de nourriture et boissons, le *Dr Pepper Snapple Group*, à Williamson, New York, les travailleurs sont en grève pour protester contre l'exigence patronale de réduire les salaires, le régime de retraite et d'autres avantages. La société marche bien : en 2009, elle a eu un bénéfice net de 550 millions de dollars. Mais elle dit que les travailleurs sont trop bien payés en comparaison avec le niveau actuel de rémunération dans une région avec beaucoup de chômage.

Un membre du comité de négociation a dit au *New York Times* que le directeur de l'usine disait que les travailleurs étaient « *une marchandise, comme le soja et l'huile. Les prix des marchandises augmentent et diminuent ; il y a des milliers de chômeurs dans cette région et nous pourrions les embaucher pour beaucoup moins* ». Dans certaines entreprises, comme GM et ses filiales, l'exigence en est arrivée à ce que les travailleurs acceptent une réduction de salaire de la moitié (de 29 à 14,50 dollar par heure).

Les niveaux élevés de chômage et la réduction des salaires sont deux facteurs qui aggravent une baisse du niveau de vie du peuple étasunien (au moins depuis l'administration Reagan, en 1980-1989), ce qui se manifeste dans la croissance de la pauvreté depuis le début de la crise.

Un rapport publié récemment par le Bureau du recensement montre qu'en 2009, le taux total de pauvreté a atteint 14,3 %, c'est-à-dire, près de 44 millions d'Etasuniens, le plus haut niveau en 51 ans, depuis que le bureau enregistre ce taux. Dans le pays le plus riche de la planète, une personne sur sept est pauvre ! La situation est pire dans les minorités : elle concerne un quart des Noirs et des Latinos. Et elle est encore bien pire chez les enfants : près de 36 % des enfants noirs et 33 % des Latino-étasuniens sont pauvres.

La droite se renforce-t-elle ?

La perception populaire, de que la principale préoccupation du gouvernement était de sauver le système financier, devient de plus en plus évidente. Dans son journal en ligne, la journaliste free-lance Arianna Huffington critique la politique économique d'Obama : « *Ce qui s'est passé, c'est qu'il a choisi une équipe économique qui avait les yeux fixés sur Wall Street et qui a sous-estimé considérablement l'ampleur de la crise. L'accent a été mis sur la stabilisation de Wall Street, qui a été sauvé sans se soucier du reste.* »

Face à l'absence de solutions à ses problèmes et face à la perspective d'une aggravation, le peuple étasunien a commencé à s'irriter de plus en plus. Telle est la réalité à l'origine de la baisse de popularité d'Obama. Cette usure a déjà provoqué une mini-crise dans son gouvernement : au début d'octobre, le chef de cabinet, Rahm Emanuel, a été temporairement remplacé par Pete Rouse, alors conseiller de l'équipe.

Il est également possible que les Démocrates perdent leur majorité au parlement lors des élections de novembre (« à mi-mandat »), quand sera renouvelée une partie importante de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat. Jusqu'à présent, tous les sondages indiquent un avantage électoral pour le parti républicain.

Toutefois, ce n'est pas la structure traditionnelle de ce parti (immergé dans sa propre « reconstruction » après l'échec du projet de Bush) qui en sortira vraiment renforcée. Faute d'alternative à la gauche, s'est le Tea Party qui capitalise le mécontentement, principalement dans la classe moyenne appauvrie et dans des secteurs de travailleurs blancs au chômage.

Le nom de cette nouvelle formation politique (en réalité une coalition de groupes) se réfère à la « révolte du thé » contre les Anglais, un mouvement de la fin du 18ème siècle qui a été le début de la lutte pour l'indépendance. Sa figure de proue est Sarah Palin, ancienne gouverneur de l'Alaska et ancienne candidate républicaine à la vice-présidence, qui postule une idéologie de droite où se mêlent l'américanisme, le racisme, l'anti-politicisme avec des exigences de baisse des impôts et de baisse des dépenses

Une caricature de Sarah Palin, ancienne gouverneur d'Alaska et figure de proue du Tea Party (extrême droite).

Pour éviter la faillite, le gouvernement étasunien a acheté une participation majoritaire dans General Motors et a imposé une réduction drastique du personnel : de 60 000 à 40 000 travailleurs fixes.

de l'Etat. Tout comme les formations de l'extrême droite en Europe, ce parti utilise le racisme et blâme les immigrants pour cacher les vrais coupables de la crise.

En 2009, le Tea Party a organisé une série d'actes de « protestation » à travers le pays qui ont augmenté sa popularité. Cette année, il a participé aux élections internes républicaines, contre la direction et les pointures traditionnelles, et il a remporté plus de 130 candidatures, avec des personnages comme l'ultra-catholique Christine O'Donnell, de Delaware, et le néo-nazi Rick Iott, de l'Ohio, qui ont battu les politiciens républicains traditionnels.

Bien que le Tea Party et ses candidats aient permis aux républicains de gagner des voix dans des secteurs qui ne les soutenaient pas auparavant, ils peuvent également provoquer un rejet qui les affaiblit. Une « aile progressiste » du Parti démocrate essaye d'en tirer profit. Il s'agit d'une coalition de syndicats, d'organisations de droits civils et de minorités qui développe une campagne de meetings et de manifestations, appelant à voter « contre la droite et le racisme », et qui cherche à mobiliser les bases électorales qui ont donné la victoire à Obama. (Le vote n'est pas obligatoire aux Etats-Unis.)

La montée du Tea Party commence à inquiéter aussi certains secteurs bourgeois, y compris chez les républicains, qui craignent une radicalisation extrême de la vie politique du pays. Dans le Delaware, face à la candidature d'O'Donnell, les membres du Rotary Club (une association réservée surtout à des cadres supérieurs de grandes entreprises) ont reconnu qu'ils soutenaient le candidat démocrate, bien qu'étant républicains.

L'apparition du Tea Party est la manifestation la plus visible, bien que très déformée, de la crise économique et son reflet dans le système politique étasunien. Mais ce n'est pas la seule : de façon encore embryonnaire, il commence à y avoir des luttes ouvrières et populaires. Nous avons déjà parlé de la grève à l'usine de Williamson. Un conflit similaire a lieu dans l'ancienne usine de pièces détachées pour automobile de GM à Indianapolis. Il faut mentionner aussi la lutte en défense de l'enseignement public contre les coupes budgétaires, avec son épicentre en Californie (voir article dans ce numéro). Dans cet Etat, pour des raisons similaires, les travailleurs de la santé publics sont aussi en lutte, sous l'impulsion d'un nouveau syndicat. Comme nous l'avons dit, il s'agit de luttes encore embryonnaires, mais, au fur et à mesure que la situation économique et les attaques s'aggravent, et que le scepticisme de la population vis-à-vis des réponses politiques du système augmente, cela peut être l'annonce du début d'un processus plus large.

Perspectives ouvertes

Le résultat des élections législatives de novembre sera évidemment un facteur central dans la dynamique politique du pays. Une défaite d'Obama et la perte de la majorité démocrate au Congrès mettrait le système politique étasunien face à une situation très complexe.

Le gouvernement Obama deviendrait ce qu'on appelle un « canard boiteux » (lame duck), contraint de co-gouverner avec un parlement d'opposition. Cette situation peut augmenter la tendance à virer à droite, déjà perceptible dans son gouvernement. Par exemple, dans sa politique envers les immigrés : en un an de son administration, le Service d'Immigration et de Douane a déjà émis 387 790 ordres d'expulsion contre les immigrés, 62 % de la moyenne annuelle de l'administration Bush. Un autre exemple : les coupes budgétaires pour l'éducation et les services publics nationaux et des Etats. Mais en même temps, la défaite électorale laisserait le gouvernement des Etats-Unis beaucoup plus faible pour faire face à la situation internationale et à une situation économique qui s'aggrave dans le pays.

Pour notre part, nous sommes convaincus que la classe ouvrière étasunienne (une des plus importantes dans le monde) réagira et fera face, avec des luttes de plus en plus importantes, aux attaques des entreprises et des gouvernements fédéral et étatiques. L'histoire montre qu'il s'agit d'une classe ouvrière qui prend son temps pour bouger mais qui, quand cela arrive, provoque des bouleversements majeurs dans la réalité.

Le démantèlement de l'enseignement public

Extrait de *La voix des travailleurs* (Etats-Unis)

Dès son entrée en fonction, l'administration Obama a fait le choix de poursuivre et même d'élargir le plan de démantèlement de l'éducation publique, mis en œuvre durant les années Bush. Elle applique de profondes réformes sur la base du marché, tels que la rémunération au mérite pour les enseignants, la promotion d'écoles à charte (voir ci-dessous) comme une alternative aux écoles publiques, et la répartition des fonds fédéraux moyennant des bourses d'étude octroyées selon les points obtenus dans des examens normalisés par l'Etat. Cette politique signifie une offensive contre le syndicalisme organisé, un projet de privatisation des écoles à faible rendement et un approfondissement du modèle malencontreux de « l'enseignement pour passer le test ».

Ce projet de restructuration de l'enseignement public vient après des décennies de négligence et de sous-financement du système éducatif national. Et les districts qui ont à charge des communautés prolétariennes, noires ou latinos sont toujours les plus touchés. L'inégalité chronique dans le système d'éducation publique saute aux yeux : des classes avec un nombre d'élèves trop élevé, des installations détériorées, souvent dangereuses, l'absence complète de la technologie essentielle et les matériaux didactiques.

Maintenant, l'asservissement de plus en plus poussé de l'ensemble du programme d'enseignement aux *high-stakes tests* (des tests normalisés aux conséquences décisives pour les établissements et les enseignants) a frappé encore une fois la qualité de l'éducation, car les écoles tentent désespérément d'améliorer les résultats des tests et d'ignorer tout ce qui ne contribue pas directement à cela. Comme les enseignants sont contraints de se concentrer presque exclusivement sur la préparation des tests standardisés, les élèves ont rarement un processus d'apprentissage qui les rapproche du monde réel. Les enseignants qui doivent enseigner dans ces circonstances sont aussi démoralisés. En outre, ces conditions inhumaines conduisent à un taux élevé d'abandon scolaire : environ 30 % à l'échelle nationale et plus de 50 % dans plusieurs grandes villes.

Les écoles à charte

Selon l'Association Nationale de l'Education (NEA), les écoles à charte sont « *des écoles de l'enseignement primaire et secondaire (K12) financées par l'Etat, qui ont été libérés de certaines des règles, règlements et statuts qui s'appliquent à d'autres écoles publiques, en échange d'un type de reddition de comptes pour la production de certains résultats, qui sont prévus dans les objectifs de chaque école à charte* ».

Parce qu'ils ne sont pas couverts par les conventions collectives et doivent satisfaire seulement à des exigences minimales du district scolaire, les écoles à charte, financées par des subventions publiques, attirent beaucoup d'investissements d'églises, d'ONG et, plus alarmant, de propriétaires et dirigeants des corporations et industries les plus riches et des Etats-Unis.

Cette liste comprend la famille Walton (Wal-Mart), Bill Gates, Eli Broad (propriétaire de la compagnie financière SunAmerica) et Bloomberg, le maire de New York, connu pour ses pratiques antisyndicales. Cela signifie que les écoles à charte sont essentiellement de caractère privé, et servent des intérêts privés avec des fonds publics. Elles représentent la privatisation de l'éducation, permettant aux entreprises de financer des écoles gérées par les lois du marché. Un autre exemple de ce conflit d'intérêts sont les groupes religieux qui sont en train d'ouvrir et de gérer des écoles à charte avec des fonds publics.

La majorité affirme que le but est d'améliorer les résultats scolaires. Toutefois, des études plus poussées montrent qu'il n'y a pratiquement pas d'amélioration par rapport aux écoles publiques traditionnelles et, dans certains cas, on constate une baisse du rendement scolaire. Ces études comprennent des recherches de la Fédération Américaine des Enseignants (AFT), qui a constaté en 2003 que « *les élèves des écoles à charte ne montrent aucune différence statistique significative en lecture et en mathématiques par rapport aux élèves des écoles publiques* ». D'autres études montrent des résultats similaires : une étude du Ministère de l'éducation des Etats-Unis, de 2003, une autre publiée en août 2006 par le Centre National pour les Statistiques de l'Education (NCES), et celle faite par le Centre de Recherche sur les Performances en Education (CREDO) de l'Université de Stanford en 2009.

En outre, des travaux récents, tels que le Projet sur les Droits Civils de l'Université de Californie, en 2010, révèlent un déséquilibre racial inquiétant dans la prolifération des écoles à charte : « *Le pays continue à progresser résolument vers une plus grande ségrégation et inégalité dans l'éducation pour les étudiants noirs et latinos, dans les écoles avec des performances et des taux de réussite inférieurs.* [...] *La croissance rapide des écoles à charte est en train de développer un secteur qui manifeste encore plus de ségrégation que les écoles publiques.* » En dépit des études ci-dessus, les anciens présidents Bill Clinton et George W. Bush et l'actuel président Barack Obama sont de grands défenseurs de ces écoles.

Ces écoles ne sont pas seulement une menace pour les écoles publiques, mais également un effort conscient d'attaquer, pour les détruire, le puissant syndicat des enseignants AFT et l'Association Nationale d'Education

(NEA), les plus grands syndicats du secteur public aux Etats-Unis, avec 1,4 et 3,2 millions de membres respectivement. Premièrement, lorsque des écoles publiques sont fermées pour faire place à celles à charte, beaucoup d'entre elles restent en dehors de l'activité syndicale ou leurs enseignants ont des contrats différents de ceux des grands syndicats. Deuxièmement, les contrats des écoles à charte ont tendance à avoir une protection faible de l'emploi, des salaires plus bas et moins de bénéfices concernant les soins de santé et la retraite.

La loi No Child Left Behind

Le retour à la loi fédérale impopulaire *No Child Left Behind* (NCLB - Aucun enfant abandonné à son sort) par Obama et son ministre de l'Education, Arne Duncan, en mars 2010, est une autre promotion explicite de l'école à charte. NCLB a été proposé initialement par le président George W. Bush, peu après son entrée en fonction, comme actualisation de la *Loi fondamentale de l'éducation primaire et secondaire* (Elementary and Secondary Education Act - ESEA - de 1965) et est devenue loi en 2002, avec l'appui des deux partis bourgeois. Elle exige des Etats fédérés d'élaborer des évaluations des compétences de base pour tous les élèves, comme une condition préalable pour pouvoir recevoir des subventions fédérales pour les écoles.

En fait, la loi NCLB a les effets suivants : 1) des fonds alloués aux écoles publiques sont transférés vers celles à charte ; 2) les écoles sont forcées à se concentrer strictement sur les mathématiques et la lecture, et ne peuvent pas accorder d'attention à des cours et des types d'apprentissage qui ne peuvent être mis en valeur par les tests ; 3) elle encourage « l'enseignement pour le test » avec des stratégies pour deviner la réponse correcte dans des examens à choix multiple, sans encourager un apprentissage et une réflexion sérieux, et il encourage les « scripts d'enseignement » ; 4) elle facilite le recrutement pour le service militaire, puisqu'il exige des écoles secondaires publiques qu'elles permette l'accès des recruteurs aux installations, comme dans les institutions d'enseignement supérieur.

L'ESEA (« un avant-projet pour la réforme ») maintient le même projet que la loi NCLB, exigeant une augmentation de l'intervention dans « des écoles à faible rendement ». Elle fournit des « subventions aux écoles réformées » que les Etats ne peuvent recevoir que s'ils choisissent un des quatre modèles pour leurs écoles plus problématiques : la transformation (remplacement du directeur, extension des heures de classe, application de nouveaux critères et « flexibilité »), la réforme (remplacement du directeur et jusqu'à 50 % du personnel) ; le redémarrage (fermeture de l'école et réouverture sous la direction d'un opérateur à charte) ou la fermeture définitive.

Race to the Top

Une autre initiative d'une nouvelle « réforme » de l'éducation publique utilisée par l'administration Obama est le programme Race to the Top (RTTT, course au sommet), un effort conscient pour promouvoir les écoles à charte, qui oblige tous les districts scolaires à concourir pour avoir accès à un financement fédéral global de l'éducation de 4,35 milliards de dollars.

Selon le gouvernement, le RTTT concerne quatre domaines essentiels de réforme de l'éducation : 1) adopter des normes et des évaluations qui préparent les élèves à réussir à l'université, au travail et pour la concurrence dans l'économie mondiale ; 2) construire des systèmes de données capable de mesurer la croissance et la réussite des élèves et d'informer les enseignants et les directeurs sur la façon dont ils peuvent améliorer l'enseignement ; 3) recruter, former, récompenser et retenir des enseignants stables et des directeurs, en particulier là où ils sont le plus nécessaires ; 4) réformer les écoles à faible rendement.

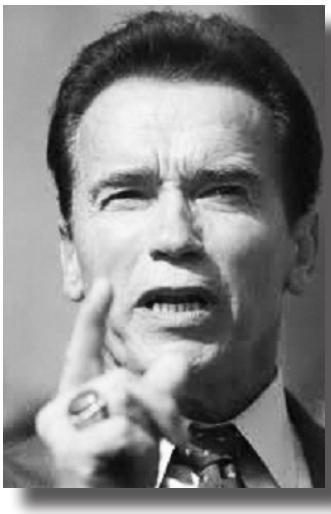
En fait, le RTTT favorise les politiques suivantes : 1) la rémunération au mérite (le rendement des élèves dans les tests pour déterminer le salaire des enseignants) ; 2) l'obligation pour les districts d'utiliser au moins 50 % du budget pour subventionner les Agences Locales d'Education, y compris les écoles à charte qui fonctionnent avec l'argent du système scolaire public ; 3) l'adoption de normes communes et des évaluations de haute qualité ; 4) comme disait Arne Duncan en juin 2009 : « *les Etats qui n'ont pas de lois pour les écoles à charte ou qui imposent des limites artificielles à la croissance de ces écoles, mettent en cause leurs demandes dans le cadre du budget RTTT* ».

Perspectives pour le budget fédéral pour l'éducation

En janvier 2010, le gouvernement Obama a annoncé un gel partiel des dépenses intérieures pour trois ans à partir du budget fédéral de 2011. Les dépenses militaires, les budgets des guerres en Afghanistan et en Irak, l'« aide » extérieure, la sécurité sociale et les dépenses de santé pour les pauvres et les retraités sont exclus de ce gel.

Par conséquent, cela conduit à la réduction des subventions pour l'enseignement public à tous les niveaux. Plus de 43 Etats ont réduit la dotation pour les facultés et les universités publiques, ce qui réduit le nombre de professeurs et le personnel, outre l'augmentation du droit d'inscription. En outre, 36 Etats ont réduit le budget de l'enseignement supérieur et plus de 27 Etats ont réduit les dépenses pour l'éducation primaire et secondaire (K12), ce qui a conduit à une augmentation des droits d'inscriptions, des licenciements et des congés sans solde, des coupes dans les programmes et l'augmentation du nombre d'élèves par classe.

En outre, début mai 2010, l'Association américaine des administrateurs d'école a annoncé qu'en 2010 et 2011, il y aurait près de 250 000 licenciements dans le pays, uniquement pour



Arnold Schwarzenegger, gouverneur de l'Etat de Californie, un laboratoire de tests des politiques néo-libérales en éducation.

les enseignants, avec des milliers de licenciements supplémentaires d'autres fonctionnaires de l'éducation.

Le cas du système scolaire public de Chicago est emblématique : le déficit budgétaire de l'enseignement de plus de 700 millions de dollars est équilibré par des licenciements de professeurs et de personnel, et jusqu'à la fin de mars 2010, environ 9 800 annonces de licenciement ont déjà été envoyées aux enseignants. Cela, ensemble avec un gel de l'embauche, a laissé 1 600 postes vacants. En outre, le nombre d'élèves par classe à été augmenté à 37 et le total de licenciements d'enseignants et de fonctionnaires de l'Etat dépassera les 20 000.

Californie : le laboratoire de tests

La phase la plus récente de l'anémie dans les budgets des Etats fédérés a durement touché la Californie, avec un déficit de 6 900 millions de dollars. Plus important encore, les coupes budgétaires ne sont que le prétexte le plus récent par lequel la Californie est devenue un laboratoire d'essai des politiques néo-libérales, étendues par la suite au reste du pays : l'élimination de la discrimination positive, les attaques contre les immigrants, les écoles à charte, la réforme fiscale et la « guerre contre la drogue ». Des politiques de privatisation de ce type sont en train d'être appliquées de façon inégale à travers le pays par les gouvernements provinciaux et municipaux. Plus récemment, la Californie a servi de laboratoire pour les politiques que les grandes entreprises et les banques cherchent à appliquer partout. Toutefois, la Californie est en même temps le centre de la résistance qui a une importance nationale.

Dans le contexte de la crise budgétaire, les administrations locales ont appliqué des réductions de salaire et des licenciements à l'Université d'Etat de Californie (CSU). Afin de réduire les déficits budgétaires, le Conseil de Recteurs de l'Université de Californie (UC) a décidé d'approuver une augmentation des droits d'inscription pour les 10 universités du système et la CSU pour les 23 universités de son système.

Les étudiants et les travailleurs réagissent

L'augmentation des droits d'inscription, des licenciements et des congés avec réduction de salaire ont mené les étudiants et les travailleurs sur les campus de l'UC à faire de grandes manifestations et des grèves le 24 septembre et les 18, 19 et 20 novembre 2009, après que le Conseil d'administration de l'UC eut approuvé une augmentation de 32 % du des droits d'inscription. Outre les grèves, les étudiants avaient bloqué l'entrée des voitures et occupé plusieurs bâtiments de l'université. Les protestations se sont poursuivies le 4 mars 2010, avec une Journée nationale d'action : Les étudiants et les travailleurs de tous les secteurs de l'éducation en Californie et dans 33 autres Etats ont organisé des manifestations de masse en unité d'action.

Pour la Journée nationale d'action du 7 octobre, il y a eu au moins 76 manifestations dans 25 Etats. Les actions comportaient des manifestations, des protestations et des marches et elles étaient ciblées sur l'enseignement supérieur. Malgré l'absence du secteur secondaire, des protestations ont eu lieu dans quelques-unes des mêmes universités qui avaient organisé l'action du 4 mars, et quelques nouveaux campus s'y sont ajoutés. Le 7 octobre exprime la réalité que les étudiants et le personnel de l'enseignement supérieur sont toujours déterminés à construire un mouvement démocratique de masse pour lutter contre le plan de privatisation du gouvernement Obama et ses alliés néo-libéraux.

La lutte continue

Dans la matinée du 7 octobre 2010, 100 jours après le délai initial, le gouvernement de l'Etat de Californie a finalement approuvé un budget avec des coupes de 4,3 milliards dans l'éducation publique, et a suspendu la Proposition 98, que les électeurs avaient approuvé afin d'assurer le financement de l'enseignement primaire et secondaire (K-12) et les collèges communautaires. Ces réductions s'ajoutent à des coupes de plus de 17 milliards au cours des deux dernières années et laisseront un déficit de 2 milliards pour les écoles primaires et secondaires (K-12) ainsi que les collèges communautaires dans le prochain exercice. Bien que le budget ait eu une petite augmentation dans le financement de l'UC et la CSU, cela ne représente qu'une fraction des réductions des années précédentes. Pour aggraver les choses, il y a des coupes dans les services sociaux comme dans la rémunération et les avantages pour les agents publics.

En outre, le budget prévoit des revenus potentiels dont certains ne vont pas se matérialiser, et le prochain gouverneur sera confronté à un déficit de plusieurs milliards de dollars à partir du moment où il assumera ses fonctions l'année prochaine. Les députés provinciaux ont aussi convenu d'augmenter l'âge de la retraite et la valeur de la cotisation à la retraite pour les fonctionnaires. Le déficit budgétaire laisse les secteurs de l'éducation publique, les fonctionnaires et ceux qui dépendent des services sociaux - la majorité dans la classe ouvrière et les communautés noires et latinos - dans une position vulnérable.

Il y a un besoin urgent de poursuivre la mobilisation, en raison d'une autre augmentation des droits d'inscription, prévue pour la prochaine réunion des recteurs de l'UC, en novembre 2010. D'autre part, le syndicat du personnel académique de l'Université de Californie (UAW - Local 2865 - représentant plus de 12 000 éducateurs de premier cycle et moniteurs dans le système de l'UC) est en train de se mobiliser pour un accord avec des augmentations de salaire et des crèches. Il y aura une Conférence provinciale de mobilisation contre la privatisation de l'éducation publique les 30 et 31 octobre et, tout comme lors des deux conférences provinciales précédentes qui ont eu lieu suite aux protestations de 2009/2010, cette conférence sera l'occasion de faire progresser la lutte à l'échelle provinciale et nationale.

Education accessible et diversifiée pour tous ! Education gratuite et de qualité pour tous ! Education démocratique et juste pour tous ! La lutte continue !

La lutte contre le démantèlement de l'éducation à Berkeley.

La lutte pour les droits des immigrés

Extrait de *La Voix des travailleurs* (Etats-Unis)

Le 23 avril dernier, le gouverneur de l'Arizona a promulgué la loi SB1070, qui intensifié la persécution des immigrants sans-papiers et les transforme en « criminels ». Les policiers peuvent détenir quelqu'un et lui demander des documents qui prouvent son statut « légal » s'il existe des « soupçons raisonnables » qu'il soit en situation irrégulière, ce qui transforme les Latinos, et n'importe qui de teint sombre, en cible potentielle d'expulsion. La situation en Arizona n'est pas une exception dans le pays : des mesures similaires sont proposées dans plus de 18 Etats.

Sans droits, les travailleurs sans papiers sont à la merci d'une série de mesures répressives visant à maintenir leur statut de « main d'œuvre bon marché » et jetable. La sinistre Agence d'immigration et de douane (ICE), responsable de la déportation de centaines de milliers de personnes chaque année, applique un régime de terreur qui oblige les gens à vivre constamment dans la peur.

Il n'y aura pas de loi sur l'immigration qui protège les droits des travailleurs migrants et leurs familles avec l'administration Obama. Il y a eu plus de 300 000 déportations, rien que dans la première année de son mandat (plus que la moyenne annuelle de Bush). Obama continue à criminaliser les immigrants et à militariser la frontière sud. Malgré les déclarations des hommes politiques démocrates contre la « mauvaise » loi de l'Arizona, ce parti a conduit à une militarisation accrue de la frontière sud, la collaboration de l'ICE avec la police locale et les raids sur les lieux de travail.

Les travailleurs sans papiers aux Etats-Unis et dans le monde sont des travailleurs qui ont été déplacés de leur pays d'origine en raison de politiques économiques « mondialisés », telles que Traité de libre échange (TCL) avec le Mexique. En période de croissance économique, les gouvernements des Etats-Unis et d'autres pays impérialistes définissent des politiques d'immigration plus accessible, mais en temps de crise, ils mettent en œuvre des politiques de persécution et de répression, qui répondent à trois objectifs :

1. Le refus de droits sociaux et du travail est utilisé pour maintenir la surexploitation des travailleurs immigrés, qui ne peuvent pas protester ou lutter contre les conditions inhumaines de travail, les bas salaires et d'autres abus commis par les patrons.

2. La xénophobie et les préjugés anti-immigrés de la classe ouvrière sont destinés à diviser celle-ci dans sa lutte contre la pauvreté et le chômage, contre les propriétaires de grandes étendues de terres agricoles, les banquiers et les propriétaires des moyens de production.

3. Les attaques contre les droits des immigrés sont un prétexte pour une vaste expansion d'un Etat policier dans le pays, qui va de la militarisation de la frontière à la création et l'expansion des organismes nationaux de sécurité. Il s'agit d'un mécanisme de contrôle sur toute la classe ouvrière.

Mobilisations

Les attaques intenses contre les travailleurs sans-papiers forcent les communautés d'immigrants à se mobiliser pour leurs droits. En mars, 200 000 ont défilé à Washington, et le Premier mai, des centaines de milliers sont descendus dans les rues du pays. Des travailleurs, des étudiants et des membres de la communauté se sont ralliés pour renverser la loi SB1070.

Le 29 juillet dernier, quelques heures avant l'entrée en vigueur de la SB1070, une juge fédérale a annulé l'article qui donnait le pouvoir à la police locale pour vérifier l'état migratoire des personnes et l'article interdisant aux travailleurs journaliers de chercher du travail dans la rue. Alors que dans l'Arizona, deux articles de la SB1070 ont été annulés, dans d'autres Etats, il y a des députés qui promeuvent des législations similaires.

Pour la construction d'un Front alternatif de lutte pour les droits des immigrants

La lutte des immigrants est pour **des papiers pour tous**. Malheureusement, la principale coalition pour les droits des immigrés, *Reform Immigration for America*, soutient le projet du député Luis Gutierrez qui a proposé la militarisation de la frontière sud, le soutien aux programmes de raids avec des moyens électroniques et la légalisation d'une partie seulement des immigrants sans-papiers.

Comme on peut le voir, on ne peut pas avoir confiance dans l'administration Obama. Seule la lutte de millions dans la rue peut obtenir le triomphe des droits des immigrants. Il est impératif que les travailleurs et leurs organisations, en particulier les syndicats, se mobilisent pour défendre leurs frères immigrés et les droits de ceux-ci. Actuellement, les directions de beaucoup de syndicats soutiennent les attaques contre les immigrants ou s'abstiennent de faire des efforts pour organiser et mobiliser, se limitant à de simples déclarations vides de soutien au mouvement des immigrants. Avec leur manque d'action dans cette lutte, les dirigeants syndicaux affaiblissent la lutte des travailleurs dans son ensemble.

Il est nécessaire d'unir tous les efforts et les initiatives qui font pression pour une légalisation ou une amnistie inconditionnelle pour tous, sans militarisation des frontières, sans mesures répressives et discriminatoires. Pour ce faire, il est nécessaire de former un front alternatif de lutte pour les droits des immigrants.

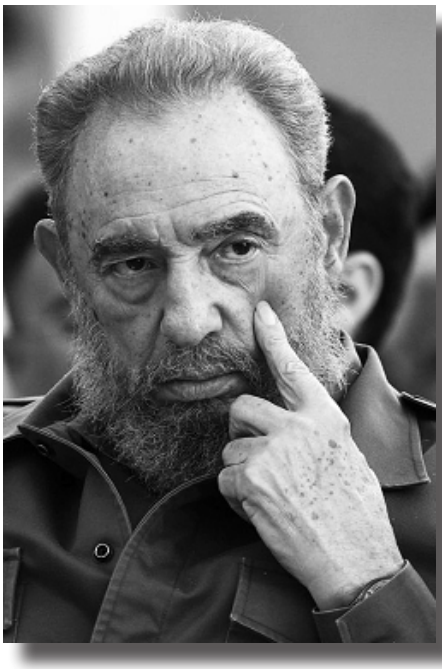
Cuba : révolution politique ou révolution sociale ?

Alicia Sagra

L'annonce récente par le gouvernement cubain du licenciement de 500 000 travailleurs est un sujet de première importance dans les discussions entre les organisations de gauche. L'une d'elles, le Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS) d'Argentine, a publié un certain nombre de textes qui mettent en question les définitions, le programme et la politique de la LIT-QI concernant Cuba.

Les divergences entre la LIT-QI et le PTS ne se situent pas à tous les niveaux. Apparemment, l'interprétation que font les camarades du PTS de la révolution cubaine n'est pas très différente de celle du regretté fondateur de la LIT-QI, Nahuel Moreno, qui a fait valoir que la combinaison de la montée des masses et la pression de l'impérialisme, dans le contexte d'une crise aiguë dans le pays, avait forcé un mouvement petit-bourgeois (le mouvement « 26 juillet » dirigé par Fidel Castro) à aller au-delà de son propre programme et à exproprier la bourgeoisie, donnant naissance à un Etat ouvrier déformé, en conformité avec la possibilité théorique évoquée par Trotsky dans le *Programme de Transition* en 1938.[1] Ils sont aussi d'accord avec nous dans la critique des définitions non-marxistes du Nouveau MAS argentin, qui désigne Cuba, comme « *un Etat bureaucratique, ni ouvrier ni bourgeois* », et le caractère « sans classe » du mouvement « 26 juillet ».[2]

Malgré ces similitudes, qui ont le mérite de nous permettre de partir de critères communs, la différence que nous avons avec le PTS est essentielle : il s'agit du caractère de classe actuel de l'Etat cubain. C'est une discussion théorique de premier ordre, avec des conséquences politiques importantes : les différentes réponses à cette question donnent lieu à des propositions contradictoires concernant le programme et la politique pour Cuba .



Comment le caractère de classe d'un Etat est-il défini ?

A la fin des années 1930, après que la contre-révolution stalinienne avait arraché le pouvoir politique aux travailleurs, un débat passionné a eu lieu à propos du caractère de classe de l'Etat soviétique. Comment définir un Etat dans lequel ni la bourgeoisie ni le prolétariat avait le contrôle politique ? La position de Trotsky était que le caractère de classe de l'Etat, en fin de compte, « *est défini par les formes de propriété et les relations de production que l'Etat protège et défend* ».[3]

Et il affirmait que l'URSS était encore un « Etat ouvrier dégénéré » : « *La nationalisation des terres, des moyens de production, des transports et du commerce, ainsi que le monopole du commerce extérieur, sont les fondements de la société soviétique. Pour nous, cet acquis de la révolution prolétarienne définit l'URSS comme un Etat prolétarien* ».[4]

Comme c'est le cas aujourd'hui, les positions théoriques divergentes donnaient lieu à des politiques opposées. Ceux qui faisaient valoir que l'URSS avait cessé d'être un Etat ouvrier refusaient de le défendre contre l'impérialisme. Trotsky, quant à lui, soutenait la défense de l'URSS parce que « *le système économique, fondé sur la propriété étatique des moyens de production, s'est conservé et est toujours un acquis colossal de l'humanité. La défaite de l'URSS dans une guerre contre l'impérialisme signifierait non seulement la liquidation de la dictature bureaucratique, mais aussi celle de l'économie étatique planifiée.* »[5]

Comment ces critères de Trotsky s'appliquent-ils à l'Etat cubain ?

A partir d'une étude objective de la réalité, nous, LIT-QI, avons observé que la restauration capitaliste, puis la dissolution de l'ancienne Union soviétique, ont eu un impact direct sur les destinées de Cuba, comme ont pouvait s'y attendre. En 1992, le Conseil central de planification a été dissout et les entreprises ont été autorisées à commercer librement avec le monde extérieur ; en 1995, la Loi sur les investissements étrangers a été approuvée, ce qui a permis aux entreprises étrangères de rapatrier jusqu'à 100 % de leurs bénéfices.

De toute évidence, il n'y avait plus de planification de l'économie ni de monopole du commerce extérieur, et les investissements privés étrangers étaient encouragés par une loi d'investissement et de taxation plus permissive que celle de beaucoup de pays d'Amérique latine. Le gouvernement cubain a abandonné la défense de l'économie planifiée et s'est mis à défendre l'économie de marché et le profit. Par conséquent, selon les critères de Trotsky, Cuba a cessé d'être un Etat ouvrier dégénéré pour devenir un Etat capitaliste, en voie de semi-colonisation, en particulier, par les impérialismes européens et l'impérialisme canadien.

Que dit le PTS ?

Selon l'article *Cuba : Révolution politique ou « révolution démocratique » ?* de Diego Dalai (16-9-2010), les arguments de la LIT-QI sont « ridicules » parce que : la bourgeoisie *gusana* de Miami n'a pas récupéré ses biens ; il n'y a pas d'investissement des Etats-Unis ; des acquis sociaux importants persistent ; et les terribles conséquences sociales causées par la

restauration de l'ex-URSS n'existent pas à Cuba.

Pour toutes ces raisons, selon le PTS, Cuba est toujours un Etat ouvrier, une opinion qui n'est pas différente de celle de la plupart des organisations de gauche. Cela n'a rien à voir avec les critères utilisés par Trotsky pour définir le caractère de classe de l'Etat. Quoi qu'il en soit, regardons chacune de ces objections.

- **La bourgeoisie *gusana* de Miami n'a pas récupéré ses biens.** Cet argument laisse de côté deux aspects. Le premier est que le capitalisme impérialiste est international et les bourgeoisies européenne, canadienne, israélienne et mexicaine sont maintenant propriétaires d'une grande partie des moyens de production cubains. Deuxièmement, dans l'ex-URSS, la bourgeoisie propriétaire actuelle ne provient pas des descendants des « Russes blancs », mais de l'ancienne bureaucratie du Parti communiste et de l'ancien Etat soviétique. De même, à Cuba, les anciens gestionnaires deviennent les nouveaux propriétaires, les partenaires secondaires ou les gestionnaires des capitaux internationaux. C'est la raison fondamentale pour laquelle la direction castriste refuse de restituer les propriétés de la bourgeoisie *gusana* de Miami.
- **La bourgeoisie étasunienne n'investit pas à Cuba.** Ce n'est pas vrai. Sous la pression de la puissante bourgeoisie cubaine à Miami, qui veut récupérer son ancienne propriété, l'impérialisme étasunien maintient un embargo commercial. Cela donne lieu à un grand mécontentement au sein d'importants secteurs de la bourgeoisie étasunienne, qui voient comment leurs concurrents s'emparent de la plupart des grandes affaires. Mais malgré ce handicap, le commerce avec Cuba se développe aux Etats-Unis, depuis les modifications apportées pour permettre une certaine forme d'activité économique.[6] D'autre part, il y a des investisseurs étasuniens à l'intérieur des entreprises européennes, canadiennes, israéliennes et mexicaines. Le PTS mentionne ces investissements européens mais ne les considère, de toute évidence, pas comme des « preuves suffisantes » de la restauration capitaliste ou d'un processus de semi-colonisation en cours. Il y a donc un problème : une partie de la gauche européenne, en particulier les organisations originaires du soi-disant Secrétariat Unifié (SU), dénoncent constamment l'impérialisme étasunien mais n'évoquent ni ne dénoncent jamais leurs propres pays et bourgeoisies comme impérialistes. Le PTS serait-il d'accord avec eux ?
- **D'importants acquis sociaux se maintiennent.** Il est vrai que des acquis se maintiennent encore, et cela a à voir avec la profondeur de la révolution. La même chose s'est produite en Russie. Mais beaucoup de ces acquis ont été perdus, en commençant par le plus important, l'économie planifiée.
- **A Cuba, on n'observe pas les terribles conséquences sociales provoquées par la restauration capitaliste dans l'ex-URSS**. Regardons si cette déclaration a quelque chose à voir avec la réalité. La révolution cubaine, en expropriant la bourgeoisie et en rompant avec l'impérialisme, a mis fin au chômage, a instauré la gratuité des soins médicaux de qualité pour tous, a fait de grands progrès dans le domaine de la médecine et de la pharmacologie, et a mis fin à l'analphabétisme et à la prostitution.

Hôpital pédiatrique à La Havane. Le gouvernement cubain a annoncé qu'il commencera à abolir la gratuité d'une partie des services de santé publique.

Un hôtel de la chaîne Meliá à Santiago de Cuba. Les capitaux espagnols sont fort présents dans le secteur du tourisme international à Cuba.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La prostitution est de retour, les *jineteras* (les prostituées) sont l'une des attractions touristiques qui remplissent les charters européens d'hommes seuls. Et ce n'est pas de la « propagande anti-cubaine » de l'impérialisme, cela a été reconnu par Fidel Castro lui-même : « *Ce phénomène criminel (la prostitution), qui affecte principalement les zones touristiques du pays, maintient une tendance à la hausse. On aperçoit un certain niveau d'organisation et des liens avec d'autres formes de criminalité graves comme la drogue, la contrebande, la corruption de mineurs et les délits contre les étrangers.* »[7]

Selon les économistes du gouvernement, le salaire a perdu plus de 75 % de son pouvoir d'achat au cours des 20 dernières années.[8] Le temps du plein emploi est terminé : selon les informations du gouvernement, il y a environ 400 000 chômeurs ou précaires et les autorités cubaines viennent d'annoncer le licenciement d'un demi-million de travailleurs (10 % de la population active). Et cela fait partie d'un plan qui prévoit que les soins de santé et l'éducation ne seront plus universellement gratuits et qu'il faudra payer pour certains de ces services. Comme ont pu le constater ceux qui ont voyagé ces

dernières années dans l'île, afin de préserver les bénéfices de l'industrie touristique, le peuple cubain n'a plus qu'un accès limité aux hôtels, ainsi qu'aux plus belles plages du pays. Sommes-nous donc, oui ou non, face à des conséquences sociales terribles semblables à celles produites par la restauration dans l'ancienne URSS ?

Pour nous, il ne fait aucun doute que tout cela est le résultat de la disparition de l'économie étatique planifiée, c'est à dire du changement du caractère de classe de l'Etat. Et cela n'est pas dû à une invasion impérialiste, mais à une politique délibérée de la bureaucratie dirigée par Fidel Castro

La bureaucratie castriste se dirigea vers la restauration... et s'en est repentie ?

Le PTS reconnaît que l'existence du monopole du commerce extérieur et de l'économie planifiée sont des éléments essentiels pour définir si un Etat est passé de capitaliste à ouvrier (voir note 1). Mais ils ne tiennent pas compte de ce facteur pour déterminer s'il y a eu un passage dans l'autre sens, d'un Etat ouvrier à bourgeois.

Même comme ça, ces changements structurels sont si évidents qu'il est difficile de les ignorer. Mais le PTS a trouvé un moyen de continuer à défendre l'existence de « l'Etat ouvrier » cubain. Ce qui s'est passé, c'est que « *ces réformes pro-capitalistes ont presque éliminé le monopole d'Etat du commerce extérieur, elles ont pratiquement libéré les entreprises mixtes (51 % de l'Etat et 49 % de capital étranger) et la planification économique par la dissolution de la Commission de planification et la libération de l'économie dans des domaines importants tels que le tourisme et les mines.* »

Mais ce que, selon le PTS, la LIT-QI ne voit pas, c'est que « *depuis 2003, plusieurs mesures ont été prises qui ont inversé partiellement les réformes de la période spéciale* », même si « l'essentiel est resté ».[9] Et ils ajoutent : « *En termes de planification, il y avait une certaine reprise d'un plan économique pour les entreprises 100 % cubaines, où interviennent le Ministère de l'Economie et de la planification et la Banque centrale* [...] » [10]

La restauration du capitalisme a mené au contrôle par des capitaux privés de la production du rhum traditionnel Havana Club.

Nous ne savons pas sur quels critères théoriques ou historiques se base le PTS pour expliquer qu'une bureaucratie - qui avait décidé consciemment d'avancer vers la restauration, et avait pris des mesures décisives dans cette direction - fait marche arrière dans son projet sans qu'il n'y ait eu une intervention révolutionnaire du mouvement de masse.

D'autre part, les données qu'il avance n'ont aucune cohérence. Il dit qu'à partir de 2003, il y avait des « changements » mais que l'« essentiel » est resté. Il ajoute que, quant à la planification économique, il y avait « *un certain rétablissement de la planification* » qui ne s'applique qu'aux entreprises 100 % cubaines.

Cela revient à dire qu'une femme est « à moitié enceinte. » Tout comme il n'y a pas d'« économie mixte », mais des économies ouvrières ou bourgeoises, il n'y a pas « un peu » de planification. La planification étatique d'une économie de transition au socialisme peut être ouvrière révolutionnaire ou bureaucratique, mais elle existe ou elle n'existe pas. Si elle existe, nous avons à faire à un Etat ouvrier (dégénéré ou déformés, si la planification est bureaucratique). Si non, nous avons un Etat capitaliste. Donc, ce à quoi doit répondre le PTS, c'est : Est-ce que la planification étatique de l'économie et le monopole du commerce extérieur existent ou non à Cuba ? Jusqu'à présent, nous n'avons pas de réponse catégorique à cette question.

Un embellissement du rôle de Fidel

Nous avons tous eu des difficultés à comprendre le processus de la restauration du capitalisme. Il y a toujours des interprétations différentes sur la façon dont elle a eu lieu et sur les conséquences qu'elle a eues. Mais dans l'ensemble, il est admis que ce processus a eu lieu en URSS et en Europe de l'Est.

Il a été plus difficile de voir le processus dans les pays qui ont continué à être dirigés par les partis communistes, comme la Chine et Cuba. Aujourd'hui, le rôle de la Chine comme « usine du monde capitaliste » est devenu tellement évident que personne ne pense à définir ce pays comme un Etat ouvrier. Mais certains continuent à le faire avec Cuba, et la figure charismatique de Fidel a beaucoup à voir avec cela.

Il y a toutefois des faits de la réalité qu'on ne peut pas passer sous silence, tels que le plan d'ajustement, avec son demi-million de licenciements. Ainsi, même les fans les plus fidèles du régime de Castro commencent à parler du « danger de la restauration capitaliste ». Elle viendrait toutefois, selon eux, de la main de Raul Castro, un admirateur du « modèle chinois », par opposition à Fidel qui continue à « défendre le socialisme ».

Le PTS utilise le même argumentaire : « *Depuis qu'il a succédé à son frère Fidel, Raul a réaffirmé l'orientation du régime cubain d'avancer progressivement vers l'introduction de mesures capitalistes.* [...] *Une combinaison de différents facteurs* [...] *peut précipiter ce processus. Il pourrait s'agir de : la disparition de Fidel Castro de la scène ; l'émergence d'une politique plus de dialogue, de la part de l'impérialisme étasunien et des gusanos de Miami* [...] *; un rôle plus clair de l'Union européenne, en particulier de l'Etat espagnol, pour faciliter cette politique de négociation ; et finalement, non sans importance, un impact plus grand de la crise économique internationale qui conduirait à une situation de chaos économique.* »[11]

Comme on peut le voir, même si Fidel lui-même fait l'effort d'apparaître publiquement en soutien à son frère, le PTS fait de son départ un des principaux facteurs « d'avancée vers le capitalisme ».

Rien n'est moins vrai, Fidel a été le leader incontesté de la bureaucratie cubaine. Et, comme disait Trotsky, la bureaucratie de l'Etat ouvrier en détruit progressivement les bases sociales et, à moins d'être expulsée par la révolution

politique de la classe ouvrière, elle finit par restaurer le capitalisme. Cette révolution politique n'a pas eu lieu à Cuba. Dans le cadre de la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et les pays de l'Europe de l'Est, Fidel a suivi la voie tracée par la bureaucratie stalinienne. Comme elle, avec un discours qui prétend défendre le socialisme, il a pris les mesures nécessaires pour changer le caractère de classe de l'Etat cubain. Lorsque cette tâche a été accomplie, quand le gouvernement cubain a mis un terme au soutien de l'économie planifiée et s'est mis à défendre l'économie de marché, alors seulement, Fidel a quitté le pouvoir et s'est occupé de sa santé. Le PTS « embellit » le rôle de Fidel dans ce processus et, en fait, capitule politiquement devant lui.

Ne faut-il pas exproprier les capitalistes de l'industrie hôtelière, du sucre, du pétrole... ?

Le PTS se demande si ce qui est à l'ordre du jour à Cuba est la « révolution politique » qu'ils défendent ou la « révolution démocratique » qu'ils supposent que nous défendons.[12] Il convient de noter que le PTS déforme les positions de la LIT-QI : notre programme pour Cuba n'est pas la révolution démocratique, mais la **révolution permanente**.

Celle-ci devra combiner les tâches démocratiques (qui pèsent lourd à Cuba car il y a une dictature) avec les tâches socialistes. Autrement dit, la tâche à accomplir à Cuba ne se limite pas à un changement de régime : il ne s'agit pas uniquement de mettre fin à la dictature de la bureaucratie, comme propose le PTS. La nouvelle révolution cubaine devra, en outre, exproprier les nouveaux propriétaires (impérialistes pour la plupart) des moyens de production, afin d'imposer de nouveau l'économie planifiée. Et nous espérons que, cette fois, nous pourrons compter avec une direction révolutionnaire qui permettra que ce soient les organisations démocratiques de la classe ouvrière qui prennent le pouvoir.

Mais on ne pourra pas construire cette direction révolutionnaire sans répondre aux problèmes réels soulevés par la classe ouvrière et le peuple de Cuba : la nécessité de faire face au plan d'ajustement de la dictature castriste et la lutte pour les plus amples libertés démocratiques pour l'ensemble de la population.

Ce n'est pas par hasard que le PTS nous pose la question sur la révolution démocratique. La fait est que, depuis des années, ce parti insiste pour inculquer à ses militants un « antimorénisme », faussant la pensée de Nahuel Moreno, l'accusant d'étapiste parce qu'il défendrait la « révolution démocratique ».

Moreno n'a jamais eu une **politique** de « révolution démocratique », mais il a utilisé celle-ci en tant que catégorie d'analyse. Ce qu'il a dit, c'est que le capitalisme, en produisant des dictatures et des régimes bonapartistes réactionnaires, a donné lieu à un nouveau type de révolution politique ou démocratique anticapitaliste, et non contre la féodalité, comme par le passé. Cette révolution démocratique anticapitaliste se combine avec la révolution socialiste dans la révolution permanente. Et Moreno y ajoutait, dans le cadre de l'analyse de la réalité, que les processus révolutionnaires restent gelés dans cette phase démocratique à cause de la crise de la direction révolutionnaire.[13]

Il n'y a aucun « étapisme » chez Moreno ni de la part de la LIT-QI. Mais là où nous voyons un étapisme, en revanche, c'est dans le programme du PTS pour Cuba. Défendre la « révolution politique » dans un Etat capitaliste (et ils n'ont pas été en mesure de démontrer scientifiquement que Cuba est autre chose), c'est défendre une révolution qui se limite à un changement de régime, c'est-à-dire une révolution par étapes.

Ces camarades, faute d'appliquer une méthode scientifique, marxiste, pour définir le caractère de classe de l'Etat cubain, finissent par embellir la figure de Fidel et proposer une politique qui est une double capitulation à l'impérialisme : laisser entre ses mains le drapeau de la démocratie et ne pas défendre le programme de la révolution socialiste à Cuba. La définition de Lénine se confirme : sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de politique révolutionnaire.

[1] « *En effet, le programme petit bourgeois nationaliste radical du Mouvement 26-juillet s'est avéré tout à fait utopique et ce Mouvement a été contraint rapidement, sous la pression impérialiste et celle d'un mouvement de masse encouragé par la victoire obtenue, d'exproprier le capital étasunien, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie locale et d'établir le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire d'établir une économie de transition, quoique bureaucratiquement planifiée.* » (*Le collectivisme bureaucratique, le capitalisme d'Etat et la théorie de l'Etat 'ni ouvrier ni bourgeois'*, Supplément sur Cuba, du PTS).

[2] Voir la controverse de Martin Hernández avec Roberto Ramírez, *Le Marxisme Vivant* n 22.

[3] Léon Trotsky, *En défense du marxisme.*

[4] Léon Trotsky, *La Révolution trahie.*

[5] Léon Trotsky, *D'une égratignure au danger de gangrène.*

[6] Considérons l'information suivante : « L'Office de contrôle des biens étrangers (Office of Foreign Assets Control - OFAC) du Département du Trésor a annoncé aujourd'hui (13/04/2009) la norme finale modifiant le règlement de contrôle des avoirs cubains (CACR). Les modifications apportées au CACR changent les règles en ce qui concerne trois aspects principaux : (1) visites de membres de la famille, (2) envois de fonds aux membres de la famille, (3) télécommunications. **Nouvelle licence générale pour les transactions** : Cette nouvelle licence générale autorise, sous certaines conditions, les transactions liées à des voyages qui résultent directement de la commercialisation, la négociation commerciale, les livraisons accompagnées ou les services à Cuba de produits agricoles, médicaments ou dispositifs médicaux [...] » (voir CubanosUSA.com).

[7] Fidel Castro Ruz, Allocution à la cérémonie marquant le 40e anniversaire de la création de la Police nationale révolutionnaire, le 5/01/1999.

[8] Les études de l'économiste cubain Omar Everleny Pérez Villanueva.

[9] *Controverse avec le PSTU-LIT : Cuba : révolution politique ou « révolution démocratique ».*

[10] *Jusqu'où a avancé la bureaucratie avec son programme de restauration progressive ?* (Supplément du PTS, 2/10/2010).

[11] Ibidem.

[12] *Controverse avec le PSTU-LIT : Cuba : révolution politique ou « révolution démocratique ».*

[13] Un exemple fut la révolution sandiniste de 1979. Pour Moreno, il s'agissait du triomphe de la révolution démocratique ou politique, comme partie de la révolution permanente, qui a été gelée dans la phase démocratique et qui allait inévitablement revenir en arrière si elle n'avançait pas vers le triomphe de la révolution prolétarienne. Pour le PTS, il n'ya pas eu de victoire révolutionnaire, mais une défaite de la révolution ouvrière.

Zone de vendeurs indépendants. Une autre conséquence de la restauration capitaliste a été l'émergence de beaucoup de travailleurs indépendants.

Mexique, cent ans plus tard :
La Révolution n'est pas morte.

Gabriel Massa

Cette année marque le centenaire de la grande Révolution mexicaine dirigée par Pancho Villa et Emiliano Zapata. Nous présentons ici la première partie d'un article consacré à elle. La suite sera publiée dans le prochain numéro.

De temps en temps, une nouvelle flambée populaire, comme celle des paysans du Chiapas ou, plus récemment, le soulèvement d'Oaxaca dirigé par les enseignants, fait frémir la classe dirigeante mexicaine et l'impérialisme lui-même. En effet, chacun de ces sursauts fait revenir le spectre de la grande révolution, commencé en 1910, qui a menacé de liquider leurs privilèges et leur domination. Et ils redécouvrent que les contradictions fondamentales qui ont conduit à la révolution sont toujours présentes.

Ce n'est pas par hasard qu'avec chaque nouvelle rébellion, les masses mexicaines ont recours à l'image la plus terrifiante pour les exploiteurs : celle des grands leaders comme Emiliano Zapata et Pancho Villa, dont l'assassinat par des agents de la bourgeoisie, loin de les faire disparaître de la mémoire, les a transformés en martyrs et en drapeau de la révolte populaire. Comme un hommage à la grande révolution qui a commencé en 1910, voici un aperçu historique et des jalons essentiels de celle-ci.

Commençons par rappeler qu'entre 1810 et 1821, après trois siècles de domination espagnole et au milieu d'un grand déclin de l'économie coloniale (basée sur l'oppression et l'exploitation brutales des populations autochtones, dans les mines d'or et d'argent destinées à l'exportation et dans les exploitations agricoles) a eu lieu au Mexique, comme dans le reste de l'Amérique latine, la lutte pour l'indépendance de la couronne espagnole.

Château de Chapultepec, où l'armée étasunienne a hissé son drapeau en 1847.

Le triomphe de cette lutte a ouvert une longue période d'instabilité, où l'unité nationale tardait à se concrétiser et, surtout, où les problèmes des grandes masses paysannes indigènes et métisses et du prolétariat naissant ne trouvaient pas de solution.

Dans le cadre de cette situation d'instabilité prolongée, les Etats-Unis se sont emparés en 1841 du territoire du Texas. En 1846, ils ont réclamé en outre la bande entre le Rio Bravo et le Rio de las Nueces, ce pourquoi ils ont occupé le Mexique entre 1846 et 1848. Le 14 septembre 1847, ils ont hissé leur drapeau sur le château de Chapultepec. La guerre prit fin avec le traité de Guadalupe-Hidalgo (1848), par lequel le gouvernement mexicain reconnut comme frontière le Rio Bravo. Les Etats-Unis se sont ainsi emparés d'environ 2 000 000 km de territoire mexicain, qui inclut désormais les Etats de Californie, du Nouveau-Mexique, d'Arizona, de Nevada, d'Utah, la plupart de l'Etat de Colorado, le sud-ouest de Wyoming et Kansas, et l'ouest d'Oklahoma.

Par la suite, les conservateurs, soutenus par les grands propriétaires terriens et les puissances européennes, et les libéraux, soutenus par les sections de la moyenne bourgeoisie, se sont disputés le pouvoir pendant trois décennies, incapables de pacifier et d'unifier le pays.

Le règne de Porfirio Diaz

Dans la seconde moitié du 19ème siècle, les bases de l'impérialisme moderne ont commencé à se faire valoir dans le monde. Les Etats-Unis, qui présentaient toujours une menace pour le Mexique, ont émergé comme puissance mondiale. L'Amérique latine devenait globalement le théâtre de grandes transformations, à partir des grands projets d'infrastructure, entrepris par les faibles Etats locaux en collaboration avec de grandes sociétés européennes et étasuniennes.

En 1876, le général Porfirio Diaz, qui faisait étalage de son racisme contre les Indiens et les Métis (la grande majorité de la population), a renversé le gouvernement libéral de Sebastián Lerdo de Tejada par un coup d'Etat et a imposé une dictature qui allait durer plus de trois décennies, avec comme mission de soumettre le Mexique au pillage des grands monopoles des Etats-Unis et de l'Europe.

L'historien et professeur étasunien John H. Coatsworth analyse ainsi les conséquences de cette dictature :

Le succès initial a été le flux de capitaux étrangers pour les chemins de fer. [...] *La construction des chemins de fer a eu quatre effets principaux. Tout d'abord, elle a induit un processus de « commercialisation dans l'agriculture », avec un impact profond et soutenu sur la vie politique. Deuxièmement, le transport à bas prix et le succès de ces premières entreprises étrangères dans un pays traditionnellement à risque ont favorisé par la suite des investissements étrangers à grande échelle, directement dans des activités productives dans tout le pays (en particulier l'exploitation minière dans les Etats du Nord). Troisièmement, les chemins de fer ont renforcé, à court terme, les capacités militaires du régime central. Enfin, la sécurité des communications entre les diverses parties du pays s'est améliorée, ce qui a joué un rôle important dans le développement d'une élite économique et politique nationale plus cohérente.* [1]

Le bond en avant dans la domination impérialiste du pays avec Porfirio Diaz peut être mesuré avec les données fournies par l'historien trotskyste Adolfo Gilly[2] :

Le capital international a joué un rôle important dans la croissance économique du pays. Il s'élève à 77,76 % du total et son poids selon les branches

est le suivant : chemins de fer 61,8 % (Grande Bretagne 18,4 %, Etats-Unis 9 % + 34,4 %) ; banques 76,7 % (France 45,7 %, Grande Bretagne 11,4 %, Etats-Unis18,3 %, Allemagne 1,3 %) ; pétrole (Grande Bretagne 60,8 %, Etats-Unis 39,2 %) ;. industrie 85 % (France 53,2 %, Grande Bretagne 12,8, Etats-Unis 15,3 %, Allemagne 3,7 %) ; électricité 87,2 % (Grande Bretagne 78,3 %, Etats-Unis 8 %, France 1 %).

Le conflit agraire est de retour

Une des principales conséquences est qu'avec l'unification du pays sous la dictature, les conditions pour une exploitation rentable des entreprises agricoles revenaient. La grande bourgeoisie latifundiaire mexicaine, qui avait été en situation de crise et de déclin depuis la fin de la vice-royauté, est retournée à l'offensive avec l'expropriation de terres aux communautés indigènes et aux paysans pauvres.

Cette situation a conduit à un nouveau mouvement ample de rébellion agraire. L'Etat de Morelos, au Sud du Mexique, a été l'un des principaux centres de cette rébellion. Dans cet Etat, les entreprises agricoles et les usines à sucre avaient été le principal moteur économique depuis le début de la colonisation espagnole. Elles coexistaient avec un nombre important de peuples libres qui n'avaient pas été absorbés par les entreprises agricoles et qui défendaient leurs terres ou essayaient de les récupérer. La rébellion des agriculteurs indépendants s'unifiait avec celle du prolétariat agricole, important et fortement exploité, des usines à sucre. L'un des principaux leaders de la rébellion, dans la première décennie du 20ème siècle, a été Emiliano Zapata.

Dans le Nord, dans les Etats de Durango et de Chihuahua, où allait apparaître un autre grand dirigeant de la révolution paysanne, Pancho Villa, il y a eu un phénomène différent. Les paysans étaient les descendants des colons militaires qui avaient reçu des terres et des aides financières à l'époque coloniale et après l'indépendance. Ils continuaient à recevoir l'appui du nouveau gouvernement et des propriétaires terriens plus riches, en échange de la lutte contre les tribus nomades, en particulier contre les Apaches. Après la défaite apache (1885), les propriétaires terriens ont cherché à s'emparer

Emiliano Zapata, un des dirigeants de la Révolution de 1910.

des terres des colons, ce qu'ils ont pu matérialiser sous Porfirio Diaz.

A la révolte de ces colons dépossédés se joindront deux autres secteurs : les petits éleveurs qui avaient conservé leurs terres, et les travailleurs semi-agraires et semi-industriels qui travaillaient une partie de l'année dans les fermes du Mexique et le reste de l'année aux Etats-Unis, comme mineurs, bûcherons ou travailleurs agricoles.

Le mouvement ouvrier

L'exploitation minière des Espagnols est à l'origine du prolétariat mexicain. On parle de conflits déjà en 1766, dans les mines de Pachuca et de Real del Monte. En 1803, la mine Valenciana occupait jusqu'à 5000 travailleurs, la de Quebradilla de Zacatecas 2 500 et la de Sombrete 3 000. Il s'agissait d'une combinaison de travailleurs « libres » et de travail forcé.

Selon l'important travail de l'historien Enrique Canudas[3], déjà en 1850, la *Compañía Minera de Real del Monte y Pachuca* a demandé au gouvernement de construire une prison afin d'utiliser cette main d'œuvre de travail forcé dans ses mines.

Pendant ce temps, une structure sociale capitaliste s'est développée à la campagne : « *Les propriétaires fonciers, les éleveurs et les ouvriers résidents ou temporaires, aussi appelés des journaliers, étaient les principaux personnages de la production agricole et d'élevage dans les régions rurales du Mexique au 19ème siècle.* [...] *En 1910, la société mexicaine était encore une société à prédominance rurale. Dans ce 60 % de la population économiquement active en milieu rural, environ 88 % étaient des ouvriers, 1 % des propriétaires fonciers et 11 % des éleveurs.* »[4]

En même temps a commencé à se développer une industrie manufacturière. Selon Canudas : « *Aux environs de 1860, dans de nombreuses usines survivaient les traditions de l'ancien régime et le fonctionnement des magasins d'entreprise, l'exploitation du travail des femmes et des enfants et l'utilisation de la dette pour assurer la permanence du travailleur dans l'usine.* »

Concernant les magasins de l'entreprise, l'auteur explique qu'ils « *faisaient partie des anciennes coutumes mexicaines pour escroquer la force de travail, des coutumes que les nouvelles industries ont accueillies et adoptées avec satisfaction, en voyant qu'elles augmentaient leurs bénéfices. Le payement en bons hebdomadaires (héritage des tlacos et pilones de l'époque coloniale) ayant cours uniquement dans les magasins agréés, obligeait les travailleurs à les échanger avec une perte de 10 à 15 % de leur valeur nominale. Et l'usine les facturait éventuellement aussi le loyer de la maison et toutes les pannes de machine. Les jours de repos, comme le dimanche, n'étaient pas payés non plus, et encore moins les absences répétées pour les fêtes religieuses du Saint Patron.* »

On estime qu'en 1880, il y avait 11 000 travailleurs dans l'industrie textile. En 1903, ils étaient 26 709, en 1907, 36 000, et en 1910, il n'y en avait plus que 30 000, en raison de la crise économique.

Suite de la promulgation de la Constitution libérale de 1857, les grèves étaient interdites, la journée de travail était de 16 heures et les horaires étaient imposés librement par les patrons. Les travailleurs n'avaient pas de maison et vivaient dans des logements loués par les propriétaires des usines où ils travaillaient ; ils mangeaient ce qu'ils achetaient dans les magasins de l'entreprise et ils étaient soumis à maints abus.

La création du Grand Cercle des Ouvriers du Mexique, en 1872, qui réunissait plus de huit mille travailleurs, avait comme origine, entre

autres, « *les bas salaires, les journées épuisantes de douze et même de quatorze heures, l'absence des services les plus essentiels, l'utilisation de mesures de répression et l'exploitation qui augmentait au fur et à mesure qu'augmentait la productivité.* »[5] Dans cette organisation, il y avait des tendances anarchistes et socialistes. Elle a poursuivi ses activités sous Porfirio Díaz, même si, après 1884, « *le mouvement syndical et de l'artisanat s'inscrit dans une longue période de recul* ».

Cananea et Rio Blanco

La lutte a repris dans la première décennie du 20ème siècle, influencée surtout par la fondation, en 1906, du Parti Libéral Mexicain (PLM), dont les principaux dirigeants, comme les frères Enrique et Ricardo Flores Magón, se sont radicalisés jusqu'à devenir anarchiste. Il y avait des militants de ce parti parmi les principaux promoteurs du Grand Cercle des Travailleurs Libres, fondé la même année que le PLM, avec son porte-parole, le journal *Régénération*.

Les luttes de Rio Blanco et Cananea sont considérées comme deux antécédents essentiels de la Révolution de 1910. La grève de Cananea a débuté le 1er juin 1906, contre l'entreprise minière de cuivre *Cananea Consolidated Copper Company* (CCCC), de propriété du colonel étasunien William C. Greene. Deux mille travailleurs d'origine mexicaine exigeaient un salaire égal à celui des mineurs étasuniens employés par l'entreprise.

Les travailleurs mexicains présentaient une liste de demandes qui comprenait des revendications fondamentales : « *Le salaire minimum des travailleurs sera de cinq dollars, avec huit heures de travail.* [...] *La Cananea Consolidated Copper Company emploiera dans tout ses lieux de travail 75 % de Mexicains et 25 % d'étrangers, les premiers ayant les mêmes compétences que les seconds.* »

Les travailleurs étasuniens de la mine, armés par la société, ont commencé à tirer sur les grévistes. Les mineurs mexicains ont répondu avec des bâtons et des pierres et ont pourtant tué plusieurs Etasuniens. Ensuite, les Mexicains ont brûlé les dépôts de bois, de semences et de fourrage, ainsi que la construction en bois où ils travaillaient. Le colonel Green a fait appel au consul des Etats-Unis qui y a envoyé un groupe de rangers de l'Etat voisin de l'Arizona. Le 2 juin, ceux-ci sont entrés en territoire mexicain pour garder les magasins de ravitaillement et les installations de la compagnie minière et ils ont attaqué les grévistes, de concert avec la police rurale de Porfirio Diaz. Mais les travailleurs ont réussi à repousser la répression et les rangers ont dû se replier. Le 3 juin, le gouvernement de Porfirio Díaz a décrété la loi martiale dans Cananea et a emprisonné les principaux dirigeants de la lutte. Le solde était de 23 morts, 22 blessés, plus de 50 personnes arrêtées et des centaines qui ont fui.

« Unité ouvrière - Egalité »
Gravure montrant une scène de la grève des mineurs de Cananea.

En décembre de cette année, les travailleurs du textile à Tlaxcala et Puebla, y compris l'usine de Rio Blanco, se sont mis en grève pour réclamer de meilleures conditions de travail. Pour répondre à l'action et l'organisation ouvrière en augmentation, les fabricants ont réalisé un lock-out, le 24 décembre, dans toute la région. Les travailleurs ont demandé l'intervention de Porfirio Diaz, qui a soutenu les patrons et a ordonné la reprise du travail dans les usines.

Les ouvriers de l'usine de Rio Blanco ont rejeté cette décision et environ 2.000 salariés, regroupés dans le Cercle des Travailleurs Libres, ont déclenché une émeute à l'entrée de l'usine, ont jeté des pierres et tenté de la brûler, et ont pillé et incendié le magasin de la compagnie. Puis ils sont allés à la prison et ont libéré les prisonniers.

La foule, réprimée par le 13ème bataillon, a fui vers les villes voisines de Nogales et Santa Rosa, où elle a aussi pillé le magasin de la compagnie, coupé les câbles d'électricité et pillé les maisons des riches. Les rebelles ont été interceptés par les forces fédérales lorsqu'ils essayaient de revenir à Rio Blanco. On estime que la répression a tué entre 400 et 800 travailleurs. D'autres chiffres attestent que des 7.083 travailleurs de la région, 1571 ont disparus (tués, blessés ou déplacés). Et 223 travailleurs et 12 travailleuses ont été emprisonnés. Après avoir « rétabli l'ordre », le gouvernement de Porfirio Diaz a offert un grand banquet pour les patrons étrangers des usines.

Malgré la défaite de ces grèves, la lutte ouvrière commençait à rejoindre la révolte agraire qui a marqué le début de la fin de la dictature de Porfirio Diaz dans la grande Révolution de 1910.

---

[1] John H. Coatsworth, L'origine de l'autoritarisme au Mexique, 1975.
[2] Adolfo Gilly, La révolution interrompue : le Mexique, 1910-1920, une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir, 1986.
[3] Enrique Canudas, Les filons d'argent dans l'histoire du Mexique, p. 1629.
[4] Enrique Canudas, op. cit., p. 1642.
[5] Tirso Ramón Falcón, Les travailleurs au Mexique, 1875-1925, monographie.

Elections au Brésil
Victoire du gouvernement... et de la bourgeoisie

Eduardo Almeida Neto (PSTU)

Le gouvernement Lula a obtenu une victoire importante aux élections. La coalition au pouvoir a remporté une confortable majorité au Congrès et, le plus important, Dilma Rousseff a été élue comme successeur du Président sortant.

Le gouvernement Lula a été le grand vainqueur des élections présidentielles au Brésil. La coalition au pouvoir a remporté une confortable majorité au Congrès, qui dépasse celle dont Lula disposait durant ses deux mandats. Sa majorité à la Chambre est désormais de 402 membres sur 513. Et avec 59 sénateurs sur 81, elle a remporté la majorité au Sénat, théâtre d'importantes défaites pour le dernier gouvernement Lula. Elle a aussi la majorité (15) des gouverneurs des Etats fédérés, y compris des Etats de poids comme Rio Grande do Sul et Brasilia, qui étaient en mains de l'opposition de droite. Enfin, et surtout, Lula a fait élire sa successeur, Dilma Rousseff. Cette dernière n'avait jamais remporté aucune élection, même pas en tant que conseillère municipale, et elle occupe aujourd'hui la plus haute fonction dans la République.

L'opposition de droite, qui devra attendre quatre ans pour prétendre à la présidence, a subi un cuisant échec. Elle garde un poids, avec le gouvernement dans 10 Etats très importants où se concentre le gros du PIB du pays, comme São Paulo, Minas Gerais et Paraná, mais elle a été durablement vaincue. Et l'avenir n'est pas de bon augure pour elle : elle pourrait rester 16 ans en dehors du pouvoir, puisqu'en 2014, elle devra se mesurer à Lula (qui laisse la présidence avec un taux de popularité de plus de 80 %).

Les raisons de la victoire de Dilma

L'explication de la victoire du gouvernement sortant est à chercher dans la combinaison de la croissance économique avec le rôle de Lula et du PT au sein du gouvernement. La croissance économique est la plus élevée de ces dernières années, y compris lors de la reprise après la crise de 2008. Les prévisions pour la croissance du PIB sont de 7 % en 2010. Cela a réellement facilité la mise en œuvre d'une alliance de collaboration de classes, pour Lula et le PT.

La croissance a permis d'énormes profits pour les grandes entreprises (quatre fois plus élevés que sous la présidence FHC[1]). Lula a fait de petites concessions aux travailleurs (ajustements du salaire minimum et plan *Bolsa Familia*[2]), qui lui ont valu un soutien politique très fort. Il a ainsi acquis l'appui de la haute bourgeoisie et de la majorité des travailleurs.

Avec ses alliés (CUT, Força Sindical, UNE, etc.)[3], Lula est parvenu à contrôler le mouvement de masse au cours de son gouvernement. Lors d'un événement récent de la bourgeoisie, avec la présence d'une partie importante des grandes entreprises du pays, Lula a comparé la situation brésilienne avec les grèves qui secouent l'Europe et a déclaré : « Quelle grève importante y a-t-il eu ici ces dernières années ? »

La conjoncture politique dans laquelle les élections ont eu lieu, a été marquée par un recul majeur dans la lutte et la conscience des masses. Le résultat de huit années de gouvernement de Front populaire, avec croissance économique, a été de répandre l'idéologie de la collaboration de classes : pour gouverner, l'accord avec les différents secteurs de la bourgeoisie est possible et nécessaire. Il s'agit d'un recul profond, par rapport à la conscience de classe caractéristique du PT à la naissance.

L'autre recul est le renforcement du régime démocratique-bourgeois. Lula a un taux de popularité de plus de 80 %. Parmi les travailleurs, il y a la perception que la situation est meilleure que sous les gouvernements de la droite. Et cette « amélioration » n'est pas vue comme le résultat des luttes, mais comme celui de la performance du gouvernement. La démocratie bourgeoise se renforce avec le renforcement de la principale institution politique du régime. L'élection s'est déroulée dans un contexte de stabilité, où la continuité a pesé.

Le plan « Bolsa Família » (Panier ménage) a été très important pour obtenir l'appui des secteurs les plus pauvres de la population à la candidature de Dilma Rousseff.

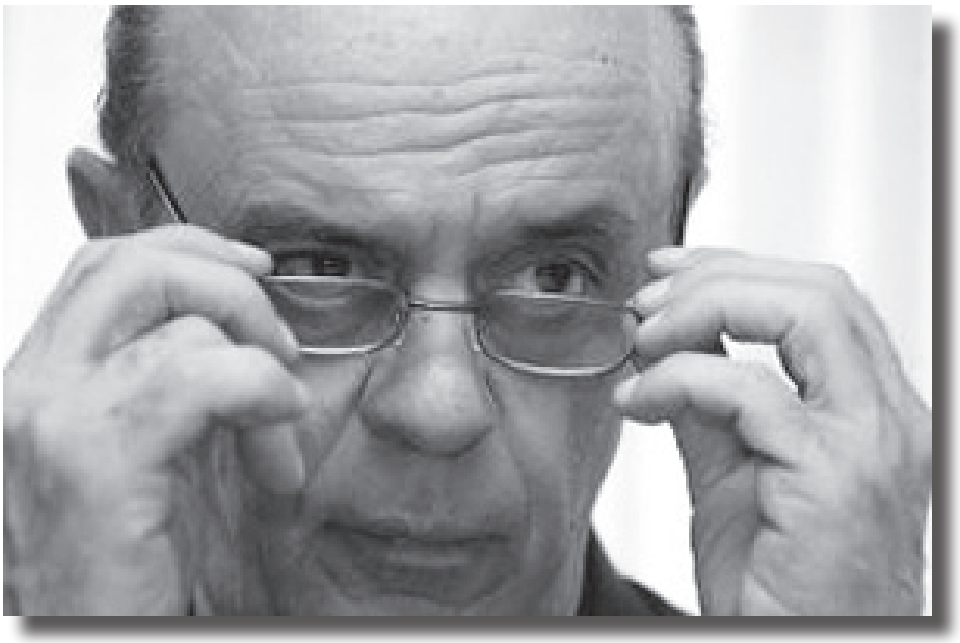
Qui a gagné finalement ?

Les travailleurs pensent qu'ils ont eu une victoire. Dans leurs têtes, Dilma représente leur lutte contre la droite et la grande bourgeoisie. En réalité, la grande bourgeoisie a été divisée dans les élections. Serra était le candidat de la droite traditionnelle, avec une partie de la bourgeoisie industrielle et financière de l'Etat de São Paulo, les grandes entreprises de communication (télévision et journaux), et un secteur de l'agro-business.

Dilma était la candidate d'une grande partie de la bourgeoisie qui a grandi sous le gouvernement Lula et a appris à faire des affaires avec le PT. Il s'agit des banques favorisées par la hausse des taux d'intérêt mondiaux, du secteur de la construction bénéficiaire des travaux du PAC (Plan d'accélération de la croissance) et du plan « Ma maison, ma vie », et des grandes entreprises qui reçoivent un financement de la BNDES (Banque pour le développement). Cela comprend une partie importante des banques (Itaú et la famille Safra, par exemple), les grandes entreprises de construction et de l'exploitation minière (Eike Batista, l'homme le plus riche du pays ; Vale do Rio Doce, la plus grande entreprise privée), le commerce (Abilio Diniz, des supermarchés Pão de Açucar), la sidérurgie (Benjamin Steinbruch, propriétaire de la Companhia Siderúrgica Nacional) et de nombreux autres secteurs. En outre, il convient de noter qu'une partie de la direction du PT est en train de se convertir directement en grande bourgeoisie, comme José Dirceu et Luis Gushiken, agents directs de la haute finance dans le pays et à l'étranger.

L'impérialisme est resté discret pendant ces élections, les deux options lui convenant. Il est clair que les gouvernements impérialistes ont d'excellentes relations avec Lula, lui donnent beaucoup d'espace dans les réunions internationales et ont permis l'organisation de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques au Brésil. Pas étonnant : Lula leur assurait de gros profits et de la stabilité, et un rôle d'allié dans la crise latino-américaine. Il maintient d'ailleurs l'occupation militaire d'Haïti au service du gouvernement des E tats-Unis.

Le *Financial Times*, un des principaux médias du capital financier international, a soutenu la candidature de Serra avant les élections. Mais les mots qu'il a utilisé pour exprimer son soutien sont très significatifs : « *Les deux sont remarquablement similaires. Il s'agit de sociaux-démocrates qui croient dans les politiques pour le marché avec une composante sociale forte*. » A la fin, le journal ajoute : si Dilma gagne, Lula va continuer comme « président parallèle » et devrait revenir en 2014. Et il conclut : « *Serra est la meilleure option pour le Brésil, au moins pour interrompre cette relation avec le pouvoir*. » En essence, les banques étrangères disent que Dilma et Serra sont fiables, mais qu'il serait mieux que Serra soit élu, pour éviter que le PT et Lula restent au pouvoir pendant 16 ans.



La candidature de José Serra a échoué.
L'opposition de droite sera loin du pouvoir central pour quatre ans.

Il y a une énorme différence avec le président Lula élu en 2002, quand il maintenait déjà une alliance avec une petite partie de la bourgeoisie, mais engendrait toujours des craintes parmi les secteurs majoritaires du capital. Il suffit de regarder l'instabilité financière de l'époque (quand un dollar valait plus de quatre reais) et la stabilité actuelle. Aujourd'hui, l'ensemble de la bourgeoisie a envisagé les élections avec tranquillité (y compris les secteurs qui soutenait l'opposition de droite), et une partie importante a soutenu Dilma.

Les plus optimistes pourraient dire qu'avec l'élection de Dilma, tant les travailleurs que la grande bourgeoisie peuvent être triomphants en même temps. Ce serait bien selon l'idéologie dominante de collaboration de classes. Mais ce n'est pas ce qui se passe dans la vie réelle. Dans une société divisée en classes, en règle générale, si une classe triomphe, l'autre perd.

On peut s'en rendre compte, même avec la croissance économique actuelle. En termes relatifs, les travailleurs sont plus exploités aujourd'hui que sous le gouvernement FHC. Ils produisent plus, génèrent des profits importants et doivent se contenter d'une portion bien moindre qu'avant.

Alors, quelle est la classe triomphante dans ces élections ? La grande bourgeoisie, cela ne fait aucun doute. Elle a atteint au moins trois grandes victoires. La première consistait à avoir choisi une candidate qui, en plus d'avoir l'appui de la haute bourgeoisie et la majorité du Congrès, a également le soutien de la majorité des travailleurs et de ses principales organisations de masse, comme la CUT, Força Sindical, UNE, etc. Cela lui facilite beaucoup la reprise en mains des projets de réforme, comme celle des pensions, qui est actuellement à l'étude.

La deuxième victoire a été la situation de stabilité économique et politique relative dans le pays où les élections ont eu lieu. Dans le débat entre les deux candidats, le plan économique néo-libéral mis en œuvre dans le pays n'a jamais été remis en

question La discussion a été de savoir qui serait le meilleur gestionnaire de ce plan. La troisième victoire de la bourgeoisie est de disposer maintenant de Lula comme sauvegarde du régime. Cela peut être utile en temps de crise politique, comme d'ailleurs éventuellement le retour au pouvoir de Lula en 2014, avec dans la mémoire des masses la croissance économique pendant son gouvernement.

La croissance économique a été élevée au cours des dernières années, y compris la récupération après la crise de 2008.

La réduction de l'espace de l'opposition de gauche

Lors des élections de 2006, Heloisa Helena avait obtenu 6,2 % des voix, comme une alternative de gauche contre Lula et contre l'opposition de droite. Cette fois, la conjoncture économique et politique a mené à une réduction de l'espace de l'opposition de gauche.

Pour s'adapter à cette situation, le candidat du PSOL, Plinio Arruda Sampaio, a évité toute critique directe de Lula et n'a pas présenté un programme socialiste. Même comme ça, en ayant eu accès aux débats télévisés (ce qui a été refusé aux autres partis de gauche), il n'a obtenu que 0,87 % des voix. Le PSOL a obtenu une victoire électorale : trois députés et deux sénateurs. Toutefois, ni Heloisa Helena, la principale figure publique, ni Luciana Genro, une de ses députés actuels, n'ont été élus.

Le candidat du PSTU, Ze Maria, a présenté un programme socialiste et a fait clairement le bilan du gouvernement Lula. Nous n'avons pas eu accès aux débats télévisés ni aux journaux. Ze Maria a eu 84 000 voix, presque un cinquième des voix obtenues en 2002. Mais la candidature a servi à renforcer et construire le parti dans la base, ce qui était son objectif.

---

[1] FHC : Fernando Henrique Cardoso était le président du Brésil de 1995 à 2002, avant les deux mandats successifs de Lula (2003-2010).

[2] Ce plan fournit une aide de 60 dollars par mois aux familles de moindre revenu.

[3] La Centrale Unique des Travailleurs, liée au PT, est l'organisation syndicale largement majoritaire. Força Sindical est une organisation syndicale née en 1991. L'Union National des Etudiants (universitaires), est une organisation née en 1937, actuellement aussi liée au PT.

Quelles sont les perspectives ?

Les travailleurs ont élu Dilma sans grand enthousiasme. Ils n'attendent pas de grands changements, ils cherchent seulement à défendre les petits acquis tels que l'emploi (même s'il est précaire), le plan *Bolsa Familia* et les ajustements du salaire minimum. Cependant, même cela sera mis en question si la crise économique, qui touche l'Europe, se généralise et touche le Brésil. Si les gouvernements européens attaquent durement les travailleurs dans leur pays, on peut s'imaginer ce qui se passera au Brésil.

Actuellement, le pays subit déjà les conséquences de la crise, avec davantage de difficultés pour ses exportations et un solde négatif de la balance des paiements (qui mesure les relations économiques avec l'étranger dans leur ensemble.) Pendant la période de croissance précédente, il y avait un solde excédentaire. L'année dernière, il y a eu un déficit, et pour 2010, un écart de plus de 50 milliards de dollars est annoncé.

Comme une façon de prévenir la crise, l'équipe du gouvernement Dilma Rousseff prévoit déjà une réforme des retraites au début de son mandat. Profitant de l'appui initial garanti, le nouveau gouvernement serait déjà en train de planifier une réforme qui augmenterait l'âge de la retraite, selon la presse.

Malheureusement, les travailleurs devront faire leur propre expérience du fait que ce n'est pas un de leurs alliés qui a remporté les élections. Nous voulons lancer cet avertissement : le nouveau gouvernement Dilma va attaquer les droits des travailleurs au-delà de tout ce que l'on peut imaginer. Il faut commencer à préparer la résistance contre la probable réforme des retraites du gouvernement Dilma.

Argentine
Des voyous du syndicat assassinent des militants trotskystes

Gabriel Massa (Argentine)

Manifestation ouvrière et populaire de protestation et pour que justice soit faite, après l'assassinat du militant trotskyste, Mariano Ferreyra.

Le 20 octobre dernier, un groupe d'ouvriers licenciés d'entreprises sous-traitantes qui travaillaient pour UGOFE, l'entreprise de chemins de fer du Sud du Grand Buenos Aires, appuyés par des militants du Parti Ouvrier (PO - trotskyste) et d'autres courants de gauche, se rendaient à une protestation pour exiger leur réintégration, à Avellaneda, au Sud de Buenos Aires.

Un groupe de voyous de l'Union des chemins de fer (UF), le syndicat majoritaire de la branche, contrôlé depuis 1985 par la bureaucratie dirigée par José Ángel Pedraza, l'en empêchait avec des coups de pierres et de bâtons. Quand les militants se sont dispersés, ils ont été pris en embuscade, quelques rues plus loin, par la même bande, avec le consentement de la police fédérale. Les assaillants ont tiré avec des fusils et Mariano Ferreyra, un membre de PO, 23 ans, a reçu une balle dans le foie et est décédé peu après à l'hôpital. Une autre membre de PO, Elsa Rodriguez, 58 ans, est arrivée à l'hôpital avec une balle dans la tête et survit dans le coma, et un autre militant a été blessé plus légèrement.

Le syndicalisme d'affaires

Pourquoi tant de rage ? De nombreux dirigeants syndicaux argentins, complices des plans de privatisation mis en œuvre par le gouvernement péroniste de Carlos Menem, dans les années 90, sont devenus propriétaires directs ou partenaires de beaucoup d'entreprises concessionnaires et sous-traitantes de services publics étatiques et privés (eau, transport, énergie, etc.). La bureaucratie de Pedraza a un homme clef dans le management d'UGOFE et des intérêts dans plusieurs entreprises de sous-traitance qui avaient licencié les militants cheminots.

Les hommes de l'UF et d'autres syndicats de la CGT contrôlent également des postes clef au sein du Ministère du Développement et de la Planification du gouvernement de Kirchner, en particulier au sein de son Secrétariat des Transports. Ils sont chargés, à partir de là, de distribuer des subsides pour des milliards de dollars par an, aux entreprises où les conductions qu'ils intègrent ont des intérêts.

Cette collusion a été mise à nu par plusieurs faits. Un fils d'Antonio Luna, sous-secrétaire au Transport Ferroviaire du gouvernement de Kirchner et dirigeant du syndicat des conducteurs de locomotives, La Fraternité, agissait dans la bande meurtrière, ensemble avec un leader syndical, Pablo Diaz, et un hooligan, Cristian Favale - les deux en prison.

Lorsque Pablo Diaz a été arrêté par la police en tant que co-responsable du crime, l'UGOFE a déclaré, quelques jours plus tard, un lock-out patronal, que l'UF a essayé de présenter comme une « grève du personnel » pour demander la libération de leur chef.

Répudiation de masses, mobilisation de multitudes

Le soir même du crime, il y a eu des protestations de la gauche et des grèves et des protestations sur les lignes de chemin de fer et au Métro de Buenos Aires[1]. La CTA[2] a déclaré une grève nationale des enseignants et des fonctionnaires, qui relie la réclamation de salaire à la protestation contre l'attaque. PO, ensemble avec toute la gauche, plusieurs directions syndicales anti-bureaucratiques et des organisations de chômeurs ont appelé à une marche à la *Plaza de Mayo* pour le lendemain.

Dans cette marche, il y avait entre 30 000 et 60 000 personnes, selon diverses estimations. Y ont participé : la CTA et des représentations de dizaines d'usines et de structures avec des directions indépendantes de la bureaucratie des cheminots ; le Métro ; l'usine de pneus FATE ; l'entreprise alimentaire Kraft ; des employés municipaux et de l'hôpital Larcade de San Miguel, etc. Des forces pro-gouvernementales, comme FTV[3], y ont participé avec les courants de gauche. Il y avait aussi des manifestations de plusieurs milliers à Rosario, Cordoba, Mendoza, Mar del Plata et dans d'autres capitales et villes en province.

Le poids historique de la révolution démocratique

L'ampleur de l'action des travailleurs a rappelé à la mémoire la mobilisation populaire en réponse à l'assassinat des militants Kosteki et Santillan en 2002, mobilisation qui a forcé le gouvernement du président intérimaire d'alors, Eduardo Duhalde, à convoquer à la hâte à des élections. Ou encore la mobilisation nationale pour protester contre l'assassinat de l'enseignant Carlos Fuentealba, dans la province méridionale de Neuquen, en 2007.

Ces faits correspondent à des tendances profondes de la vie politique et sociale des masses argentines, qui se manifestent à partir de la guerre des Malouines et la révolution démocratique de 1982 qui a mis fin à la

dictature militaire. Un autre fait remarquable est l'explosion révolutionnaire de décembre 2001 contre le régime et le gouvernement dirigé par Fernando De la Rua. A partir de ces faits, le rejet de la répression et du pillage du pays par les multinationales et les banques vautours s'est profondément enraciné dans les masses

A cela s'ajoute une autre tendance importante : la rébellion contre la bureaucratie syndicale dans les lieux de travail et les syndicats. Le slogan « C'est la fin de la bureaucratie syndicale » est le patrimoine de secteurs de travailleurs de base depuis des décennies. Et ces dernières années, un processus d'émergence de militants et de nouveaux délégués de base et de dirigeants s'accélère. Tout cela a contribué à la réaction populaire massive contre le crime des « voyous syndicaux ».

Poursuivre la lutte

Du point de vue des intérêts des travailleurs et du peuple, la crise déclarée représente, en plus du deuil pour la perte de la vie d'un fils de la classe ouvrière, une excellente occasion pour progresser dans le même sens que celui de sa lutte.

Cette lutte doit se concentrer sur la réalisation de l'unité la plus large possible de l'action démocratique pour que les auteurs matériels du crime, ensemble avec Jose Pedraza et la totalité du sommet de l'UF, soient mis en prison.

D'autre part, les nouvelles directions et l'ensemble des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière, souvent ignorés par les directions des grands syndicats, ont la possibilité de mettre la lutte contre la sous-traitance et la précarisation au centre de la lutte syndicale.

Et cela doit servir aussi à avancer dans la construction de la nouvelle direction politique et syndicale dont les travailleurs argentins ont besoin, pour que leurs luttes puissent mettre un terme au pillage, à l'exploitation, à la corruption et aux crimes du système capitaliste.

[1] Le syndicat du Métro est dirigé par un nouveau syndicat, issue d'une rupture avec le syndicat bureaucratique de l'Unión Tranviarios Automotor (UTA).

[2] Centrale des Travailleurs Argentins .

[3] Fédération Terre et Logement, dirigée par Luis D'Elía.

Le gouvernement des Kirchner*

Cristina Kirchner avec les syndicalistes Hugo Moyano (CGT) et José Pedraza (UF)

Au début des années 2000, l'Argentine a connu une crise très profonde qui a conduit à l'explosion populaire de 2001. Le kirchnerisme - une aile du péronisme - est arrivé au pouvoir en 2003 comme une tentative de raccommoder les institutions de l'Etat bourgeois et de l'économie. Il pourra profiter d'une forte croissance économique qui se prolonge (2003-2008), résultat principalement de la hausse des prix des produits agricoles exportés par l'Argentine, et à peine brièvement interrompue par la crise mondiale en 2009.

La politique kirchneriste combine le payement de dizaines de milliards de dollars de dettes frauduleuses, l'encouragement au pillage des ressources naturelles par les multinationales et d'importantes subventions à des entreprises industrielles et de services, avec des concessions économiques et démocratiques aux travailleurs et aux masses et la cooptation de militants et dirigeants pour freiner et détourner les luttes de ceux-ci. Un exemple de cette politique est que, après l'agression par les voyous, le gouvernement kirchneriste est intervenu pour imposer la réintégration des militants cheminots licenciés.

Un autre élément clé du gouvernement kirchneriste est que, craignant une réaction populaire, il a essayé d'éviter la répression pour contrôler les revendications des travailleurs et du peuple, et il cherche à se déguiser sous le manteau de « la défense des droits humains ». Il s'est donc empressé de condamner l'attaque des voyous.

La précarité de l'emploi

Avec la reprise économique, à partir de 2004, les bénéfices des sociétés ont augmenté considérablement. Avec la croissance et l'augmentation des bénéfices, les patrons ont commencé à embaucher du personnel, tout en conservant des caractéristiques essentielles des années 90 : exploitation extrême, des salaires très bas et précarité de l'emploi.

Les entreprises de sous-traitance des chemins de fer payent des salaires qui sont la moitié de ceux des travailleurs fixes des chemins de fer. Il s'agit d'un mécanisme généralisé pour réduire les coûts du travail et maintenir la classe ouvrière dans la précarité et la fragmentation, une classe ouvrière divisée entre les travailleurs « propres de l'entreprise » et ceux des sous-traitants, à quoi il faut ajouter encore 37 % de la population active qui travaille « en noir » (non enregistré légalement).

L'alliance avec la bureaucratie

Pour soutenir ce système, le kirchnerisme a eu la politique d'incorporer le sommet de la CGT, dirigée par Hugo Moyano, dans des postes du gouvernement et dans les entreprises d'Etat et la direction du parti péroniste. Ainsi, à côté de la CTA, cette direction est devenue un pilier non seulement du gouvernement mais aussi du régime bourgeois lui-même, en lui donnant des éléments caractéristiques d'un Front populaire.

Le 15 octobre, comme expression du partenariat clef de la bureaucratie avec le gouvernement, le dirigeant de la CGT, Hugo Moyano, avait appelé à un rassemblement à l'appui du kirchnerisme, avec des dizaines de milliers de travailleurs dans le principal stade de football du pays.

Cinq jours plus tard, le crime du gang ferroviaire et la réaction de masse à ce fait a remplacé l'image de pouvoir que ce rassemblement avait laissé, par une autre image, hideuse et répugnante : celle des intérêts économiques corrompus et criminels qui sont la base fondamentale de l'alliance du kirchnerisme avec le syndicalisme d'affaires.

* Nestor Kirchner et sa femme, Cristina, qui lui a succédé en 2007, Nestor étant empêché par la Constitution de se présenter pour un nouveau mandat. Nestor Kirchner est décédé récemment.

Amérique centrale

Entre les attaques de la bourgeoisie et de l'impérialisme, et la résistance des masses

Bernardo Cerdeira

Tout au long de la seconde moitié de 2009, l'Amérique centrale a fait les gros titres des médias du monde entier, en raison du coup d'Etat militaire en Honduras et de la résistance populaire héroïque.

Ces faits ont été accompagnés d'un rejet international du gouvernement putschiste et se sont répercutés non seulement dans toute l'Amérique latine, mais aussi à travers le monde entier.

En dépit de cette lutte, la résistance des masses n'est pas parvenue à renverser le gouvernement de Roberto Michelletti et n'a pas pu empêcher la tenue d'un simulacre d'élection qui a mené le président actuel, Porfirio Lobo, au pouvoir. Cette défaite a été le produit de l'attitude conciliante de l'ancien président Zelaya Mel, principal dirigeant de la Résistance et du mouvement de masse. Ce dernier s'est prêté au jeu des accords de San José et de Guaymuras, mis en scène par l'impérialisme et l'ancien président du Costa Rica, Oscar Arias, ce qui a semé la confusion dans les actions de masse et a affaibli les mobilisations contre le gouvernement et la farce électorale.

Cependant, sous le nouveau gouvernement, la résistance des masses honduriennes se poursuit et se développe. L'année 2010 a été marquée par des manifestations de masses contre le régime et le gouvernement de Pepe Lobo, des grèves et des actions de « désobéissance civile ». Et maintenant, au moment de la mise sous presse de cette édition, les centrales syndicales, les syndicats des enseignants et le Front national de résistance populaire (FNRP) ont appelé à une journée de grève nationale, le 11 novembre, pour se battre autour de quatre revendications : l'augmentation du salaire minimum, l'abrogation d'une loi sur le travail temporaire, le maintien de l'indexation du salaire minimum pour les enseignants dans le Statut des Enseignants, et l'augmentation des salaires pour les salariés du secteur public.

En outre, la lutte des masses en Honduras n'est pas la seule dans la région. A titre d'exemple, au cours de cette année, les travailleurs et le peuple panaméen ont été les protagonistes de journées de lutte nationale et d'une semi-insurrection, celle de la ville de Bocas del Toro, contre le projet de Loi 30, qui supprimait plusieurs droits des travailleurs.

Que se passe-t-il en Amérique centrale ?

En ce qui concerne la lutte et l'organisation populaire en cette première décennie du siècle, l'Amérique centrale était une région avec un certain retard par rapport à l'Amérique du Sud. Alors que dans le sud du continent il y avait les processus révolutionnaires en Equateur, en Bolivie, en Argentine et au Venezuela, les travailleurs et les secteurs populaires d'Amérique centrale commençaient à peine à faire leurs premiers pas dans cette direction, avec la lutte contre la privatisation de l'Institut costaricien d'électricité (CIE) en 2000.

Ce décalage par rapport à l'Amérique du Sud était le résultat des défaites des années 90, une décennie de reculs marquée par la défaite électorale du FSLN face à Violeta Chamorro au Nicaragua en 1990 et par les accords de « paix » au Salvador en 1992 et au Guatemala en 1996. Toutes ces défaites avaient été rendues possibles du fait de la politique de conciliation de ces organisations.

Toutefois, depuis la seconde moitié des années 2000, la région est entrée dans la même dynamique que l'Amérique du Sud. Le meilleur exemple est la lutte contre le Traité de libre échange (TLC) au Costa Rica, tout au long des années 2005 à 2007. Et le mécontentement des masses vis-à-vis de leur situation économique et sociale s'est manifestée, de façon déformée, avec l'élection de gouvernements soi-disant « progressistes » ou « populaires », comme ceux de Mauricio Funes au Salvador, de Daniel Ortega au Nicaragua et de Manuel Zelaya en Honduras, suscitant de grands espoirs populaires, surtout en ce qui concerne le premier.

La situation actuelle est marquée par trois phénomènes majeurs : la soumission complète des Etats bourgeois des pays de la région à l'impérialisme étasunien, la résistance des masses que ces mêmes Etats tentent de contrôler, et l'apparition de gouvernements « progressistes » ou « populaires de gauche ».

La « chasse gardée » de l'impérialisme étasunien

L'Amérique centrale et les Caraïbes ont toujours été considérées par les Etats-Unis comme leur « chasse gardée ». Ce n'est pas un hasard si les relations de domination dans la région sont aussi extrêmes. Dans certains pays, comme le Panama et le Salvador, la monnaie utilisée est le dollar étasunien. Ces pays ne peuvent ni avoir leur propre monnaie, ni leur propre politique monétaire ou fiscale. Dans toute la région, l'industrie est basée sur des « zones franches » et des « maquilas », des usines qui importent des composants et des matières premières sans avoir à payer les impôts et qui produisent pour l'exportation. Dans ces zones, les droits du travail ou les droits de grève ou d'organisation n'existent pas pour les travailleurs.

Toute la région est « fournisseur » de main-d'œuvre bon marché pour les Etats-Unis. Dans certains pays comme El Salvador, 30 % de la population a émigré vers les Etats-Unis (actuellement, 6,5 millions de Salvadoriens vivent dans le pays et 2,8 aux Etats-Unis). Cette situation provoque non seulement l'éclatement des familles et l'augmentation de la criminalité. Cette situation a aussi comme conséquence que l'économie est devenue totalement dépendante des transferts de fonds des travailleurs migrants.

Le traité de libre échange (TLC) en Amérique centrale et en République dominicaine est l'aboutissement de ces rapports de domination . La mise en place de ce traité a pour objectif de créer une zone de libre-échange, c'est à dire sans restrictions douanières et avec des « droits de commerce et d'investissement pour tous les partenaires » : six petits pays de la région - sans le Panama, qui a un traité spécifique - et les Etats-Unis, l'impérialisme le plus puissant de la planète. Inutile de dire qui domine.

Les conséquences de ces rapports de domination sont l'exploitation, les bas salaires, la perte d'acquis, la hausse du coût de la vie, l'appauvrissement général de la population et la subordination politique et militaire à l'impérialisme.

Les bourgeoisies des différents pays ont essayé deux types d'issue pour contrôler le mécontentement croissant et la réaction des masses. Une des solutions est de type préventif, avec l'élection des gouvernements déjà mentionnés, dits « progressistes » ou populistes et soutenus par les partis de la « gauche » opportuniste. L'autre est la criminalisation des mouvements sociaux et la répression directe, dont le meilleur exemple a été le putsch militaire en Honduras.

La répression et les attaques contre l'organisation des travailleurs

Actuellement, tous ces gouvernements essaient par différents moyens de criminaliser les mobilisations et les manifestations des mouvements sociaux, d'attaquer et de restreindre les droits des travailleurs à s'organiser et de réprimer son avant-garde. Les exemples sont nombreux et existent dans tous les pays. En voici quelques-uns :

Au **Panama**, en juin de cette année, le gouvernement réactionnaire de Martinelli a essayé de faire voter au Parlement la Loi 30 qui introduit, de manière dissimulée au milieu d'un projet de loi sur l'aviation civile, une série d'articles qui restreignent le droit de grève et le droit de syndicalisation, et qui accordent l'impunité totale aux forces de répression et la liberté totale pour les entreprises d'exploiter les ressources naturelles sans l'obligation de mener des études sur l'impact environnemental.

Au **Salvador**, le ministère de la Santé du gouvernement « progressiste » de Mauricio Funes et du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a promulgué un règlement intérieur pour les travailleurs de la santé. Parmi les nombreuses attaques, le règlement interdit les grèves et les arrêts de travail partiels, menace les travailleurs par des sanctions et prétend restreindre le droit d'organisation syndicale et l'action des dirigeants syndicaux.

Au **Costa Rica**, après l'approbation du TLC par le référendum tenu en 2007, le gouvernement d'Oscar Arias et, ensuite, celui de Laura Chinchilla ont lancé une offensive contre le mouvement syndical et populaire, d'abord avec le licenciement de dirigeants syndicaux - dont le cas le plus marquant a été celui de Luis Salas, secrétaire de la CGT à l'époque - et plus récemment avec l'intervention étatique au sein du SINTRAJAP, le Syndicat des travailleurs du port de Limón sur la côte atlantique. Toutefois, la mesure la plus importante a été la permission du gouvernement Chincilla pour que les troupes et les navires des Etats-Unis puissent utiliser les ports et se déplacer librement dans tout le pays.

Au **Guatemala**, la menace permanente contre les organisations du mouvement syndical et populaire, notamment contre les organisations paysannes et indigènes, est également bien connue. L'invasion et les menaces d'un groupe fortement armé contre le siège de CODECA (Comités de développement paysan), juste avant une mobilisation promue, entre autres, par cette organisation, en sont un exemple récent.

Enfin, en **Honduras**, la situation créée après le coup d'Etat a déjà entraîné l'assassinat de plus de 170

dirigeants et militants de la résistance, dont la plupart étaient des dirigeants syndicaux et populaires. La répression quotidienne du mouvement de masse saute aussi aux yeux, comme lors de la grève récente des enseignants et la répression générés par le putsch militaire dans le pays (voir l'article plus loin).

Cette politique gouvernementale vise clairement à préparer des attaques contre les conditions économiques et sociales des travailleurs et des secteurs populaires. Ce n'est pas non plus par hasard si les attaques ont lieu dans tous les pays de la région.

La résistance des masses a fait face à cet assaut

Cette politique des gouvernements a provoqué des réactions chez les travailleurs et les secteurs populaires dans toute la région. Les plus importantes ont eu lieu au Panama et en Honduras.

Au **Panama**, il y a eu une réaction vigoureuse du mouvement de masses contre la Loi 30. L'expression ultime de la mobilisation populaire a été la révolte de Bocas del Toro, qui a commencé avec la grève des travailleurs des entreprises bananières de la région et a continué avec l'occupation des rues et l'arrêt de toutes les activités de la ville. Le gouvernement a riposté par une violente répression, tuant au moins 10 personnes et mettant en prison et blessant grièvement par balles des centaines de travailleurs.

Dans tout le pays, il y a eu des mobilisations de plusieurs dizaines de milliers de personnes, ainsi que des jours de grève nationale suivis par des marches et des piquets qui ont duré jusqu'au mois d'octobre.

Cette mobilisation a fait reculer le gouvernement Martinelli, qui a dû retirer certains des points les plus polémiques de la Loi 30, comme , par exemple,les attaques contre le droit de grève, le droit d'organisation syndicale et les conventions collectives. Cependant, à travers le piège de la

négociation, il a réussi à maintenir les points importants de sa politique comme celui de ne pas punir les agents de la répression.

Mais c'est en **Honduras** que la résistance des masses a été qualitativement supérieure. Dans ce pays, le mouvement de masse s'est opposé, par des grèves et des manifestations de masse, aux mesures gouvernementales de Pepe Lobo et au régime lui-même issu du coup d'Etat (voir l'article ci-dessous).

La question décisive : l'indépendance de classe des organisations de masse

Les mobilisations de masse déstabilisent les régimes et les gouvernements, comme c'est le cas en Honduras et au Panama, mais pour que cette résistance donne lieu à des victoires durables, il est essentiel que les mobilisations de masse soient de plus en plus accompagnées par le renforcement de l'indépendance des organisations de masse face aux partis et aux dirigeants bourgeois.

Le problème est que les dirigeants politiques des masses, comme c'est le cas pour le FMLN ou la direction du FNRP, ont comme politique permanente d'appeler les masses à avoir confiance en des dirigeants bourgeois comme Mauricio Funes et Mel Zelaya. Ce sont ces directions qui, étant au gouvernement, ne rompent pas avec l'impérialisme et appliquent les mêmes mesures néo-libérales. Funes, par exemple, ne songe pas du tout à rompre avec le TLC d'Amérique centrale ou à mettre fin à la dollarisation du Salvador.

Parce que ces dirigeants n'ont pas de politique de rupture avec le capitalisme, il ne leur reste que l'option de négocier et de conclure des accords avec d'autres secteurs bourgeois et avec l'impérialisme. Et ils essayent toujours d'entraîner les masses dans cette tentative de conciliation, pour essayer de se renforcer. Même quand ils doivent appeler à des mobilisations ou se mettre à la tête de celles-ci, c'est encore pour les orienter par la suite vers la négociation.

Les organisations syndicales et populaires ont fait des accords, sans sectarisme, pour lutter pour des revendications communes, comme c'était le cas dans la lutte contre le putsch militaire en Honduras. Ce fut un succès. Mais le fait de subordonner les intérêts de la classe ouvrière à des dirigeants bourgeois est une chose très différente.

Le grand défi pour des milliers de militants du mouvement syndical, populaire et estudiantin qui est apparu en Amérique centrale dans les manifestations récentes est donc de construire un programme et des organisations de la classe ouvrière et de ses alliés, qui prennent leurs distances avec les directions bourgeoises, aussi « progressistes » que celles-ci puissent sembler être. Et parmi ces tâches, la plus décisive est la construction de partis révolutionnaires dans tous les pays de la région, qui puissent être une alternative de direction politique pour le mouvement ouvrier et populaire.

Honduras : la clé de la situation en Amérique centrale

Les événements décisifs de la lutte des classes en Amérique centrale sont concentrés, en grande partie, en Honduras. La lutte héroïque du mouvement de masse en 2009 contre le coup d'Etat n'a pas pu renverser le gouvernement de facto, ni restituer Mel Zelaya. Cependant, cela n'est pas dû à une défaite au profit d'une dictature comme celles du Chili ou de l'Argentine, mais à la capitulkation de Zelaya lui-même, qui a accepté la négociation avec le gouvernement putschiste et a arrêté les mobilisations.

Et bien que le régime ait obtenu un triomphe avec la réalisation, à la fin de l'année dernière, d'un simulacre d'élection qui a donné la victoire à Pepe Lobo, du Parti national, ce qui constitue une continuation en bonne et due forme du gouvernement putschiste, le nouveau gouvernement n'a pas obtenu la stabilité politique, ni d'un point de vue national ni d'un point de vue international. D'autre part, il n'est pas parvenu non plus à vaincre stratégiquement la résistance des masses, dirigée par le Front National de Résistance Populaire (FNRP). En d'autres termes, si le mouvement a subi un revers, il est loin d'être écrasé. Au contraire, cette année, il a repris ses mobilisations avec force.

A l'heure actuelle, l'impérialisme étasunien et les gouvernements petit-bourgeois laquais des pays de l'Amérique latine ont mis en oeuvre une politique de reconnaissance du gouvernement de Porfirio Lobo, cherchant ainsi à inverser sa situation actuelle d'isolement dans les instances internationales.

Une illustration de cette politique est la décision prise par le SICA (Système d'intégration d'Amérique centrale, qui comprend les six pays de la région), dont le Honduras avait été expulsé après le putsch. Lors de sa réunion de juillet, les pays qui composent cet organisme ont décidé de « soutenir formellement et pleinement » la réincorporation du Honduras dans cette instance régionale. La décision a été annoncée par le Président du Salvador, Mauricio Funes, lors de la réunion de la « Relance de l'intégration régionale » qui s'est tenue dans la ville de San Salvador.

Les gouvernements d'Amérique centrale, de la République dominicaine et du Belize ont reconnu « *l'engagement pris par le président Porfirio Lobo, d'assurer le respect des institutions démocratiques et des droits de l'homme en Honduras* », ainsi que les progrès accomplis « *vers l'établissement de l'ordre constitutionnel* ». Le document a également demandé à l'OEA de réincorporer le Honduras dans cet organisme.

Seul le Nicaragua n'a pas assisté à la réunion et n'a pas signé le document. Le gouvernement de Mauricio Funes et du FMLN au Salvador, qui est considéré comme « progressiste » a été le principal promoteur de la reconnaissance du gouvernement illégitime.

Un gouvernement affaibli

Moins d'un an après son élection, le gouvernement de Porfirio Lobo est confronté à une situation difficile et est affaibli. Le pays est confronté à une crise économique marquée par la hausse de la dette interne et du déficit budgétaire, et par ce qui se cache derrière cela, c'est-à-dire la baisse de la production et du PIB. L'isolement international en vigueur depuis le putsch fait que le gouvernement n'est pas reconnu par différents pays, par des organisations internationales et par de nombreuses banques. Cela lui empêche de contracter certains prêts et cause un dommage à l'économie du pays et aux exportations. Le budget de l'Etat a été la plus touché. La dette interne est passée à environ 20 milliards de lempiras (1 milliard US$), et ce malgré le fait que le FMI a injecté des millions de dollars dans les finances de l'Etat.

Le gouvernement de Porfirio Lobo a lancé une offensive pour faire porter le poids de la crise du pays par les travailleurs. Il a utilisé des fonds de la sécurité sociale et il a essayé de généraliser la sous-traitance et le travail précaire à travers le soi-disant « Plan anti-crise solidaire de l'emploi », promu par le Congrès National et qui, selon José Luis Baquedano, secrétaire général adjoint de la Confédération unitaire des travailleurs du Honduras (CUTH) et membre du Comité exécutif du FNRP, « *vise à favoriser une plus grande flexibilité et précarité de l'emploi, par le biais de contrats de travail par heure et par demi-journée* ». Selon le syndicaliste, « il s'agit d'emplois temporaires, sans avantages sociaux », qui ne résoudront pas le grave problème du chômage.

Les travailleurs répondent aux attaques...

Face à ces attaques du gouvernement et à la pression de la base des syndicats, même les directions bureaucratiques des centrales syndicales se sont réunies pour discuter d'une réponse commune. En août et septembre, les enseignants du Honduras ont effectué une mobilisation héroïque qui a duré 46 jours, notamment en menant une grève de 15 jours suivie par 50 000 enseignants. Leurs principale revendication était que le gouvernement cesse d'utiliser les fonds de la Sécurité sociale pour les dépenses courantes de l'Etat. Au cours de la lutte, il y a eu des manifestations de milliers de personnes qui ont fait face à la répression de la police (cette dernière a arrêté plus de 60 personnes, tiré plus de 100 bombes de gaz lacrymogène et frappé des dizaines de personnes lors d'une manifestation) et à la menace de non-payement des jours de grève et de licenciement de grévistes. Mais la force de la lutte a obligé le gouvernement à négocier et à accepter la plupart des revendications des grévistes.

Ces derniers jours, face à l'augmentation ridicule de 3 % du salaire minimum décrété par le gouvernement, les centrales syndicales, les syndicats de travailleurs et le Front National de Résistance Populaire ont décidé d'appeler à une Journée de paralysation nationale le 11 Novembre.

...et le peuple continue à combattre le gouvernement illégitime

Les mobilisations des travailleurs sont combinées avec les mobilisations populaires de masse, dirigées par le FNRP, contre le régime dictatorial installé depuis le coup d'Etat.

Le 1er mai de cette année, des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue lors d'une des plus grandes manifestations de l'histoire du pays. C'était un acte unitaire des syndicats, des trois centrales syndicales et des organisations de paysans, d'étudiants, de femmes et des quartiers, sous la direction du Front National de Résistance Populaire.

Le 28 juin, à l'occasion du premier anniversaire du coup d'Etat, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Tegucigalpa et dans les grandes villes.

Le 15 septembre, lors de la commémoration de l'indépendance des pays d'Amérique centrale de la métropole espagnole, des centaines de milliers d'Honduriens, à l'appel du FNRP, ont manifesté à Tegucigalpa, exigeant une nouvelle constitution pour la Refondation du Honduras. A San Pedro Sula et dans d'autres villes, les masses ont été attaquées par les forces de répression, ce qui s'est traduit par des dizaines de prisonniers et d'hospitalisations.

Deux jours plus tard, le FNRP a annoncé avoir récolté 1 346 876 de signatures, demandant la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante. Ce chiffre est, sans aucun doute, remarquable dans un pays de 8 millions d'habitants.

Mais si le gouvernement est affaibli et si les manifestations sont très importantes, pourquoi les masses n'arrivent-elles pas à renverser ce gouvernement et à instaurer une Assemblée Constituante ? L'explication est à chercher dans la politique même des directions des masses. Le dirigeant principal est l'ancien président Mel Zelaya. Alors qu'il a été victime du coup d'Etat et que les masses se battaient à juste titre pour sa réintégration, Zelaya a adopté une politique de conciliation, cherchant une issue négociée avec le régime et non son renversement.

Pour que les masses mettent en échec le gouvernement de Pepe Lobo et imposent une Assemblée Constituante, il faudrait que les directions indiquent clairement le chemin à suivre : le renversement de la dictature à travers la mobilisation des travailleurs et du peuple. Mais cette stratégie n'est pas celle avancée par la direction du FNRP, qui se limite à lutter pour le retour de Mel Zelaya et pour une Assemblée Nationale Constituante. Les deux revendications sont légitimes, mais ne mettent pas en avant le principal problème : aucune de ces deux revendications ne peut être satisfaite sans le renversement du régime imposé par le putsch de juin 2009, dont le gouvernement de Pepe Lobo est l'expression légitime.

Par conséquent, la question fondamentale en jeu en Honduras est l'indépendance politique des organisations de masse par rapport à tout parti ou dirigeant bourgeois, afin qu'elles puissent décider librement des mesures à prendre contre le régime dictatorial. Le FNRP a élu Mel Zelaya comme étant son « coordinateur inamovible » et envisage de devenir un parti politique, qui aurait naturellement comme dirigeant suprême Zelaya lui-même. Ce serait une grave erreur car cela reviendrait à subordonner la résistance à la direction de Zelaya. C'est le sens opposé à celui de l'indépendance des organisations de masse qui composent le Front, qui a été sa grande force dans le processus de résistance au putsch.

Venezuela

Après les élections

Leonardo Arantes et Manuel Olmos

Les dernières élections législatives ont été un événement politique dont ressortent de nombreux éléments d'analyse qui nous aident à comprendre l'état de la lutte des classes dans le pays. Elles en sont un « reflet déformé ».

La « victoire confortable » du chavisme

Après l'annonce des résultats des élections du 26 septembre, les personnages proches du gouvernement et Chavez lui-même se sont manifestés dans tous les médias pour y annoncer une « victoire confortable » face à l'opposition : « *Bien qu'il n'y ait pas de majorité qualifiée des deux tiers, le processus a laissé certainement le PSUV et le gouvernement avec plus de force*. »

Nous, de l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST), nous considérons, au contraire, que les résultats expriment clairement l'usure du gouvernement dans sa relation avec les masses, et donc une croissance notable de l'opposition de droite, organisée dans l'alliance électorale appelée Bureau de l'unité démocratique (MUD).

Malgré la différence en nombre de sièges, 36 en faveur de Chavez, et le fait que le PSUV aie remporté la votation au Parlement latino-américain, la différence de voix entre le PSUV et l'« opposition » n'est que d'à peu près 100 000 voix. Par rapport au total des voix dans les élections présidentielles de 2006 (7 309 080), le nombre de voix obtenu (à peine plus de 5 400 000) marque un recul de près de deux millions de voix. En pourcentage, les 62,84 % des voix valides en faveur du parti au pouvoir lors des élections de 2006 se sont réduites à seulement 50,4 % des voix valides actuellement, soit une baisse de près de douze pour cent. Nous observons la même tendance, quoique dans une moindre mesure, si nous comparons le résultat avec celui obtenu lors du référendum révocatoire de 2004 (55 %) ou lors des élections régionales en 2008 (52 %).

Cette différence par rapport à l'opposition est très faible, étant donné que le PSUV a utilisé tout l'appareil de l'Etat pour la campagne, ainsi que la figure de Chavez pour « promouvoir » les candidats (« ceux de Chavez à l'Assemblée »), et qu'il a enrôlé des gens «de force » pour faire campagne, en particulier les travailleurs de l'Etat et des « entreprises socialistes », parfois avec des menaces de retirer des avantages pour ceux qui reçoivent l'aide des plans d'assistance (les *missions sociales*).

Un vote de « punition » et la croissance de l'opposition.

L'opposition de droite réactionnaire au Venezuela, antidémocratique, anti-ouvrière et pro-patronale, est parvenue à récupérer de l'espace électoral. Cela est évident lorsque l'on compare le pourcentage de seulement 36,9 % des voix valides, obtenues lors de l'élection présidentielle de 2006, avec la dynamique dans les élections ultérieures : 48 % dans les élections régionales de 2008 et environ 47 % le 26 septembre dernier.

Au niveau régional, nous retrouvons les expressions flagrantes de ce que nous avons qualifié de « vote sanction » contre la corruption et la mauvaise gouvernance dans les Etats fédérés d'Anzoátegui et de Sucre, où dans certains districts les candidats nommés directement par les structures régionales du PSUV ont atteint moins de 15 % des voix. En Anzoátegui, la défaite des forces pro-gouvernementales avait des caractéristiques de catastrophe : dans ce qui est considéré comme un de leurs « bastions », le PSUV n'a remporté qu'un délégué sur sept.

Les raisons de l'usure

Nous considérons que l'espace gagné par la droite s'explique essentiellement par la politique elle-même et le programme soutenus par le chavisme au cours des dernières années. La crise économique et ses effets ont fini par mettre à nu le caractère bourgeois et anti-ouvrier du gouvernement qui, face à la crise, a pris des mesures impopulaires comme la création des fonds d'aide aux entreprises, la réduction de la liquidité, les coupes dans les dépenses publiques et sociales, la dévaluation de la monnaie, la hausse de la dette, l'augmentation des taxes comme la TVA. Voilà les mesures prises par le gouvernement qui, avec d'autres, expliquent l'usure de Chavez dans sa relation avec les masses et

Chavez a gagné les élections parlementaires, mais avec une marge de différence sur l'opposition beaucoup moins grande que prévu.

dont nous traitons plus en détail dans ce qui suit. D'autres éléments comme le chômage, les atteintes aux libertés démocratiques et la corruption sont également des raisons de cette usure.

L'inflation continue à détériorer les salaires et le niveau de vie de la majorité des Vénézuéliens. Au moment de l'élection, elle était de 20,1 % par an (1,6 % pour le seul mois d'août). Aujourd'hui, elle atteint 21,2 % sur base annuelle, après que le mois de septembre ait clôturé avec 1,1 %.

A partir de ces chiffres, le gouvernement dit que l'inflation est en train de diminuer, mais il ne dit pas que cette légère baisse ne vient pas d'une production accrue et donc d'une augmentation de l'offre de biens et services, mais d'une baisse significative du niveau de consommation. Ceci est le résultat de la politique gouvernementale de réduction de la liquidité moyennant le gel des salaires ou les augmentations réservées uniquement au salaire minimum, du retard et de la stagnation de la discussion des conventions collectives dans le secteur public, du décret présidentiel interdisant les augmentations des salaires et des primes contractuelles pour les travailleurs dans le secteur, de la collaboration du Ministère du travail avec les entreprises pour retarder la discussion des conventions collectives dans le secteur privé, et des coupes dans les dépenses sociales, principalement l'assistance sociale qui fournit des prestations en espèces aux bénéficiaires (les *missions sociales*).

L'augmentation des taxes comme la TVA (qui est passée de 9 à 12 % en 2009) contribue également à aggraver le problème, par la détérioration du pouvoir d'achat et du niveau de vie des masses vénézuéliennes. Citons comme exemple le rapport entre le salaire minimum (1223,89 Bs) et le panier alimentaire : 1330 Bs officiellement (selon l'Institut national de la statistique) et 2216,97 Bs selon CENDAS (l'organisme de calcul de la Fédération des enseignants du Venezuela). Un autre exemple, catégorique, est donné par la comparaison du coût des produits de base (5678,82 Bs, selon CENDAS) avec le salaire moyen d'un travailleur qualifié, qui rarement atteint 3000 Bs.

Augmentation de la dette et coupes dans les dépenses publiques

La politique d'émission d'obligations du gouvernement en vue d'obtenir des recettes a mené à une augmentation substantielle de la dette intérieure (transformant la dette extérieure en dette intérieure). Et la dette extérieure elle-même fait l'objet d'obligations en monnaie étrangère, ces obligations étant souvent achetées par des banques internationales. La politique de nationalisation des entreprises, avec l'engagement d'honorer une rémunération très élevée, est un autre facteur qui a contribué à l'augmentation de la dette en général.

La dette intérieure a augmenté au cours des 11 dernières années de gouvernement de Chavez de 2392 % et s'élève actuellement à 97,6 milliards de Bs (45,4 milliards US$), la somme de 62,3 milliards de Bs accumulés jusqu'en 2009 et de 35,3 milliards de Bs de 2010. La dette extérieure, d'autre part s'élève à 61,6 milliards de dollars, malgré les paiements dans les délais, par le gouvernement, du service de la

dette aux organisations multilatérales et à la banque privée internationale. A cet égard, il convient de noter que le Venezuela réserve une partie du budget de 2010 (dont les dépenses totales sont de 74,1 milliards de dollars) équivalent à 9 % du PIB au payement du service de la dette.

Pendant ce temps, on voit clairement la réduction des dépenses sociales si l'on compare les pourcentages du PIB alloué à l'éducation, la santé, le logement et la sécurité sociale en 2008 et en 2010.

	2008	2010
Education	6	3,2
Sécurité sociale	4,5	2,2
Santé	3	1,5
Logement	2,3	0,14

Source : *Soberanía Info* sur la base des données du Système intégré d'indicateurs sociaux pour le Venezuela (SISOV)

L'inflation dans le pays, en particulier dans les aliments, est très élevée. Le poids du travail informel est en augmentation. Sur la photo, des postes de vente dans la rue, à Sabana Grande, Caracas.

Les diminutions sont très importantes et s'expliquent par la stagnation du budget en termes nominaux, l'inflation annuelle d'environ 27 % et une augmentation du PIB en 2009 par rapport à 2008. D'autre part, les 13 programmes d'assistance (*missions sociales*) ne reçoivent que 3,63 % du budget total pour l'année 2010.

Le chômage et la pauvreté

Un autre élément est le taux de chômage qui s'élève à 8,4 % en septembre 2010 (chiffres du gouvernement). Le gouvernement n'a aucun plan d'emploi structurel pour réduire cet indice qui, en outre, est artificiel, parce que le calcul exclut les bénéficiaires des plans d'assistance (*missions sociales*), les travailleurs du secteur informel et les sous-employés. L'indice cache une croissance considérable de l'emploi précaire et informel qui, selon l'Institut national de statistique (INE) lui-même, se situe en août 2010 à 43,4 % de la population occupée.

En outre, le président de l'INE, Elias Eljuri, dit que 23 % de la population vit dans la pauvreté au Venezuela, tandis que 6 % sont dans une extrême pauvreté.

Le problème de la corruption

La corruption est un autre facteur qui est irritant pour les masses et qui fait que, lors des élections, elles expriment leur mécontentement face à l'attitude et la gestion du problème de la part du gouvernement. Des cas comme PDVAL, une entreprise de distribution de denrées alimentaires appartenant à l'Etat, responsable de la pourriture de plus de 122 000 tonnes de produits alimentaires importés et gardés dans les entrepôts de douane, alors que le

peuple souffre des pénuries et des prix élevés, ont soulevé le mécontentement des masses. D'autant plus quand le grand public a pris connaissance des avantages d'un vaste réseau de représentants du gouvernement à travers le mécanisme de rétention de la nourriture, et que tout cela est resté dans l'impunité totale et sans aucune perspective de châtiment pour ceux qui en sont responsables.

Une attaque en règle contre les libertés démocratiques

Enfin, cette usure s'explique aussi par les attaques du gouvernement contre les libertés démocratiques des travailleurs. Il y a, par exemple, les pressions et les menaces à l'encontre de fonctionnaires et salariés des entreprises publiques qui sont obligés de s'affilier au PSUV et d'en faire la campagne. Il y a aussi les nombreux cas de criminalisation de la protestation, soit par la répression directe ou par la répression sélective, l'emprisonnement de dirigeants syndicaux, indigènes et populaires, et les licenciements et les menaces de licenciement contre des dirigeants qui, comme travailleurs des entreprises publiques ou de l'Etat, osent organiser une action en défense de leurs droits.

Une précision importante

En aucun cas, nous considérons que la situation aurait été meilleure si le Bureau de l'union démocratique (MUD) avait accédé au pouvoir. De toute évidence, les gens d'Action Démocratique ou du COPEI et autres politiciens bourgeois recyclés critiquent la corruption et vocifèrent sur la « démocratie critique », uniquement comme un moyen de gagner un soutien électoral.

Au contraire, comme ils l'ont déjà démontré dans le passé, une fois au gouvernement ils s'occuperaient d'emblée à démanteler les acquis que la classe ouvrière a gagnés par des grèves et dans la rue ces dernières années, et à mettre en œuvre des plans de faim et des mesures contre les travailleurs, comme ils ont toujours fait quand ils étaient à la tête de l'Etat.

Est-il juste d'exiger du chavisme un virage à gauche ?

Un ensemble d'organisations de la gauche réformiste, et même certaines qui se disent trotskystes, s'occupent à demander au gouvernement un « approfondissement de la révolution » ou un « virage à gauche ». Suite aux résultats des dernières élections, ces exigences ont une ardeur renouvelée. Ces organisations répètent sans cesse, dans toute réunion de travailleurs où elles se présentent, des expressions du genre « *il faut renouveler le parti, éliminer la bureaucratie et récupérer le processus de mobilisation révolutionnaire et dans la rue* » ou « *il faut doter le PSUV d'un programme marxiste* », et elles sèment ainsi chez les travailleurs l'illusion que le gouvernement prendra des mesures comme l'expropriation sans indemnisation de la bourgeoisie, la mise en œuvre de l'échelle mobile des salaires, la réduction du temps de travail.

Mobilisation des travailleurs dans la Mitsubishi Motors Company de Barcelone, en Anzoátegui.

Nous, de l'UST, nous croyons que ces organisations jouent un rôle néfaste en appelant les travailleurs à avoir confiance dans un gouvernement bourgeois qui, précisément par sa condition de classe, ne peut jamais mettre en pratique de telles mesures. Au contraire, face à la crise économique et la nouvelle situation politique, ce gouvernement donne la priorité aux accords avec la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie impérialiste, avec laquelle il s'efforce de montrer sa « bonne volonté » et son « esprit de collaboration ».

C'est ce qui explique les déclarations de Chavez quand il appelle les FARC à libérer les otages sans condition et à déposer les armes, ainsi que les déclarations récentes contre des militants basques qui vivent au Venezuela, déclarations applaudies par le gouvernement impérialiste espagnol.

Il y a lieu de préciser que ces attaques ne se limitent pas à des déclarations mais se traduisent en actions concrètes telles que le renforcement des relations avec le gouvernement laquais de Juan Manuel Santos en Colombie et la formation d'un comité commun de sécurité dans le cas des FARC. Quant aux Basques, les attaques se traduisent en arrestations et expulsions de militants pour les droits du peuple basque et de résidents basques dans le pays.

Construire une alternative de classe et indépendante

Pour toutes ces raisons, nous croyons que la seule façon de lutter contre l'avancée de la droite est la construction d'une alternative de classe et indépendante, et en aucun cas la défense inconditionnelle des actions du gouvernement de Chavez. Au contraire, ce soutien inconditionnel à la direction de Chavez et au PSUV, soutenu actuellement par la majeure partie de la gauche, facilite plutôt les conditions pour remettre l'opposition de droite en selle, comme le montrent clairement les résultats des élections récentes.

Aujourd'hui, une issue socialiste, cela veut dire la lutte pour la réduction du temps de travail, pour arrêter la montée du chômage, pour l'interdiction des licenciements ; cela veut dire que, face à une menace de fermeture d'une entreprise, celle-ci soit expropriée sans payer un centime d'argent de l'Etat produit par la sueur des travailleurs ; cela veut dire la nationalisation des entreprises mixtes à travers lesquelles les sociétés transnationales empochent une grande partie des revenus pétroliers qui appartiennent au pays ; cela veut dire la nationalisation de toutes les banques et un programme d'industrialisation sérieux, qui permet le développement d'une industrie vénézuélienne qui génère des emplois et la lutte contre le caractère dépendant de l'économie de notre pays.

L'UST, la section vénézuélienne de la LIT-QI, est au service de la lutte pour construire cette alternative, en lui donnant un programme révolutionnaire, construit à partir des luttes quotidiennes, de notre intervention dans les syndicats et les organisations populaires, et de la mobilisation, le seul outil dont dispose la classe ouvrière pour affronter le programme du gouvernement qui mène actuellement les travailleurs à un scénario bien pire.

Que s'est-il passé en Equateur ?

Par Ronald León

Les événements du 30 septembre en Equateur ont suscité une importante controverse dans les rangs de la gauche mondiale. Il est essentiel de déterminer ce qui s'est passé : s'agit-il d'un « coup d'Etat » ou d'une révolte d'un secteur de la police contre un plan d'ajustement du gouvernement de Correa ?

Y avait-il une « tentative de putsch » ?

Correa lui-même, l'OEA, l'ONU, Chavez, Evo Morales, Fidel Castro, Cristina Kirchner et une grande variété d'organisations de gauche soutiennent que ce qui s'est passé en Equateur a été une tentative évidente de coup d'Etat. Parmi eux, il y a des organisations qui se considèrent comme révolutionnaires et trotskystes, comme le Parti Ouvrier (PO), le Mouvement des sans terre (MST) et le nouveau MAS en Argentine.

Ces organisations appelaient à « écraser les putschistes » qui auraient répondu à la volonté d'« une partie des patrons dans l'opposition » et à l'administration Obama qui voulait se débarrasser d'un « gouvernement gênant » qui ne suit pas « les préceptes du maître du Nord avec le doigt sur la couture du pantalon ». Jorge Altamira, le dirigeant majeur du Parti Ouvrier en Argentine, a prétendu « qu'il n'y avait pas eu de putsch, mais ce qu'il y a, c'est qu'il existe ».

L'intellectuel argentin Atílio Borón, un porte-parole et propagandiste qualifié du castro-chavisme, a déclaré que le « putsch qui a échoué » a été délibérément orchestré par « un ensemble d'acteurs sociaux et politiques au service de l'oligarchie locale et de l'impérialisme » qui « ne pardonnent pas » à Correa une prétendue politique anti-impérialiste. En accord avec cette qualification des faits, le nouveau MAS a lancé le slogan « On ne peut pas laisser passer un nouveau Honduras » et il a appelé à « la mobilisation indépendante des masses pour écraser les putschistes ».

Pour la LIT-QI, cette politique serait tout à fait correcte, et nous serions les premiers à la défendre dans les rues, si ce qui s'était passé en Equateur avait été une tentative de coup d'Etat.

Notre courant est orgueilleux de se trouver parmi ceux qui étaient à l'avant-garde de la lutte incessante contre les coups d'Etat militaires promus par l'impérialisme et qui ont imposé une série de dictatures infâmes. Dans cette lutte sans compromis, nous avons perdu des centaines de militants torturés, disparus et assassinés. En 2002, nous étions à l'avant-garde contre le putsch et le boycott des patrons au Venezuela. Il y a un peu plus d'un an, le Honduras a confirmé cette tradition quand la LIT-QI a appelé à la mobilisation ouvrière et populaire la plus ample contre le putsch et a exigé le retour immédiat et inconditionnel de Manuel Zelaya, le président déchu.

La principale différence avec la plupart de la gauche, c'est que, pour nous, ce qui s'est passé en Equateur n'était pas une « tentative de putsch », mais une révolte et une insubordination d'un secteur de la police qui défendait ses intérêts corporatistes, concrètement le rejet de la nouvelle Loi sur la fonction publique (LOSEP) qui leur enlevait des droits à certaines bonifications et récompenses.

Pourquoi disons-nous qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat ?

Tout d'abord, ni le sommet militaire ni les hauts gradés de la police n'ont soutenu les revendications et les actions des émeutiers rebelles. Les échelons supérieurs de l'appareil répressif de l'Etat bourgeois sont restés fidèles au président Correa, du début à la fin. L'insubordination a été conçue et développée parmi les officiers inférieurs et la troupe d'un secteur de la police, qui s'est rebellé **contre les officiers supérieurs** « qui nous ont toujours trahis », comme disait l'un des manifestants.

Deuxièmement, aucun des mutins n'a jamais exigé la destitution du président Correa, ni proposé une alternative de gouvernement de facto à Correa ou un quelconque agenda politique. Les policiers ont exigé le retrait de la LOSEP, pas la démission de Correa.

Le président avait le soutien de toutes les institutions de l'Etat bourgeois et des poids lourds des classes nanties. Le puissant homme d'affaires de l'opposition, Jaime Nebot, a déclaré : « *nous sommes toujours fiers, rebelles, libres - aussi dans l'opposition - mais nous ne serons jamais putschistes ou tolérants pour la criminalité* ». Le chef de l'état-major interarmées, le général Gonzalez, a déclaré : « *Nous sommes dans un Etat de droit, nous sommes subordonnés à l'autorité suprême, le Président de la République.* » Toutes les institutions et représentants politiques de la bourgeoisie, y compris les adversaires les plus farouches, ont soutenu la décision de Correa de décréter, puis d'étendre, l'état d'urgence, lui donnant plus de pouvoirs.

De même, Correa a été soutenu par Obama, l'ONU, l'OEA, l'UNASUR, et même par les gouvernements les plus à droite de la région comme ceux de Santos, Piñera, Alan Garcia, Macri en Argentine, et par les pays impérialistes comme la France et l'Espagne. Tout le monde s'est mis d'accord pour « condamner toute tentative de coup d'Etat » et pour « défendre la démocratie. » L'ambassadeur étasunien à

Correa quitte l'hôpital où il était censé être « séquestré ». Il avait déjà donné l'ordre d'une attaque sanglante et inutile contre les mutins de la police.

Quito, Heather Hodges, a déclaré : « *Pour nous, la chose la plus importante est de soutenir la démocratie dans ce pays, de soutenir le président Correa.* (...) »

Le nouveau MAS et plusieurs courants castro-chavistes ont dénoncé que la « tentative de putsch » a été parrainée par les Etats-Unis. Toutefois, y compris Ricardo Patino, ministre des Affaires étrangères de l'Equateur, rejette catégoriquement cette version. En fait, les relations entre Correa et les Etasuniens se sont nettement améliorées. Récemment, dans le contexte des déclarations chaleureuses de bienvenue d'Hilary Clinton, lors d'un sommet bilatéral entre Correa et Obama, le président équatorien a déclaré qu'il n'était « ni anti-impérialiste, ni anti-capitaliste ni anti-quoi-que-ce-soit ». Le gouvernement des Etats-Unis n'a pas beaucoup de raisons de se plaindre de Correa qui, après avoir déclaré la dette extérieure d'illégale, illégitime et corrompue, a négocié son paiement de façon obséquieuse et disciplinée.

Alors, quel serait ce genre de « putsch », où ceux qui prétendument cherchent à renverser le président approuvent l'état d'urgence ? Peut-on concevoir un « putsch » qui n'a le soutien ni de l'armée, ni du sommet de la police, ni de la bourgeoisie d'opposition, ni de l'impérialisme, un « putsch » qui est condamné tant par les Bolivariens que par les organismes de l'impérialisme ?

A aucun moment Correa n'a perdu le contrôle du pays. Dans l'hôpital, où il aurait été « séquestré », il a pu se réunir avec ses collaborateurs et il était constamment connecté à l'extérieur, selon les médecins. Des journalistes ont observé qu'il n'y avait pas de gardes à la porte et qu'il avait déjà négocié avec les rebelles de quitter le lieu. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Pourquoi a-t-il ordonné aux forces d'élite militaire et de la police, toujours fidèles à ses ordres, le « sauvetage » spectaculaire et sanglant qui a coûté tant de vies ?

Evidemment, personne ne nie l'existence de secteurs haineux de droite et réactionnaires, qui voulaient pêcher en eaux troubles dans le feu des événements. Mais les déclarations de certains secteurs de la droite ne font pas que ce qui s'est passé devienne une « tentative de putsch ». Elle a été rejetée

Le Président Correa a inventé un prétendu putsch pour renforcer sa politique bonapartiste.

par la majorité de la classe dirigeante autochtone, et surtout à l'échelle internationale. Comme il n'y avait pas d'« émeute » ni de putsch, les mobilisations et les appels à la mobilisation « contre le putsch » se sont soldés par un soutien politique au gouvernement bourgeois et laquais de Correa.

Qu'est-ce que Correa a remporté avec le discours du putsch ?

Depuis le début de son second mandat, le masque de « progressiste » de Correa a commencé à tomber. Il a combiné des concessions grossières au capital étranger dans le secteur minier avec des mesures anti-populaires et de répression. En politique étrangère, Correa tout comme Chavez, se réconcilie avec l'actuel gouvernement colombien et les Etats-Unis, soutenant le siège sur les FARC avec le contrôle de ses frontières.

Toutes ces attaques donnent lieu à un mécontentement croissant. Correa a répondu avec une campagne digne de McCarthy aux directions qui se mettent en lutte. De ce fait, il est de plus en plus mis en question et sa popularité décline. Dans ce contexte, il a évoqué la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale (le parlement) et de convoquer à de nouvelles élections moyennant le recours à la procédure de « *muerte cruzada* » (l'incapacité légale réciproque).

Dans ce contexte d'usure profonde du régime et du gouvernement, le discours et l'agitation autour d'une « tentative de putsch » conviennent parfaitement aux intérêts de Correa. Avec cela, comme l'affirme la LIT-QI dans une déclaration : a) il justifie ou légitime une « main de fer » contre les luttes qui « déstabilisent » ; b) il se voit encore renforcé par les diverses manifestations de soutien nationales et internationales et il discrédite l'opposition de droite et de gauche ; c) il neutralise et discipline les secteurs critiques de son propre mouvement politique ; d) il est bien mieux placé pour surmonter la crise du régime et pour faire avancer le projet de restructuration juridique de l'Etat ; e) il n'aura probablement pas besoin de faire appel à la « muerte cruzada », une procédure qui n'est pas dépourvue d'un risque politique élevé.

Le caractère des troupes et des officiers inférieurs

La LIT-QI soutient que l'émeute de la police a été une expression déformée de tout le mécontentement populaire et de l'usure et la crise du régime et du gouvernement équatoriens. Ce n'était pas un événement isolé.

En supposant que ce qui s'est passé était une émeute de la police pour des revendications salariales, il reste une question : est-il correcte, pour des socialistes révolutionnaires, de soutenir des luttes et des revendications salariales des troupes de la police ou des militaires ? C'est le centre d'une controverse avec d'autres secteurs de la gauche.

Dans la revue *Socialismo o Barbarie,* José Luis Rojo écrit : « *L'un des arguments les plus ridicules qui circulent ces jours-ci dans certains secteurs « de gauche » est que les policiers seraient des « travailleurs salariés » qui ont répondu aux plans d'ajustement de Correa comme 'première ligne du rejet populaire à ces plans'.* » Il affirme que ceux qui - comme nous - soutiennent que la mutinerie était dirigée contre les effets de la loi qui attaque les droits du secteur public, y compris la police, « *ne se sont jamais intéressé aux textes de base du marxisme tels que* L'Etat et la révolution *de Lénine, qui définit avec précision la police comme des 'bandes armées au service du capital'.* » Rojo soutient que les troupes de la police et les militaires « *sont les chiens de garde des capitalistes, qui sont rémunérés pour cette tâche »,* qu'il s'agit d'un *« groupe social lumpen-parasitaire* ».

Le rôle de l'armée, la police, le renseignement et tous les appareils répressifs, comme principale institution de l'Etat capitaliste, dont la mission est

La politique du gouvernement équatorien de soumission aux compagnies minières impérialistes a donné lieu à de nombreux affrontements avec les paysans et les secteurs indigènes.
Sur la photo, une mobilisation de la communauté indigène de Mulalillo.

de maintenir par la force le système d'exploitation du travail par le capital, est quelque chose de clair et incontestable. Comme Lénine l'a enseigné, ces institutions sont des « détachements d'hommes armés » au service de la classe dirigeante pour réprimer les classes exploitées.

Ceux qui nous critiquent « oublient » toutefois quelque chose aussi indéniable que cela, qu'à l'intérieur de l'armée bourgeoise il y a aussi des contradictions de classe. Le haut commandement, la haute hiérarchie militaire ou policière, n'est pas la même chose que les officiers inférieurs, sans parler de la troupe des simples soldats, essentiellement composée d'enfants de travailleurs et de paysans pauvres.

La troupe de la police ou de l'armée n'est pas un « groupe social lumpen-parasitaire ». La police est un corps de fonctionnaires de l'Etat qui sont responsables de l'appareil répressif, mais ce sont des fonctionnaires salariés de l'Etat. Par conséquent, comme avec tout autre agent public, les problèmes de salaire ou de non-respect des droits acquis peuvent conduire à de graves affrontements avec les supérieurs et avec l'Etat bourgeois lui-même.

Ce n'est pas le premier cas d'émeute de la police ni le seul événement récent. La différence est que cette mutinerie a lieu contre un gouvernement qui est soutenu par d'importants secteurs de la population équatorienne et auquel la plupart de la gauche mondiale a cédé.

En 2003, il y a eu en Bolivie un soulèvement très dur de la police contre le gouvernement néo-libéral de Goni. Cette lutte salariale de la troupe de la police a été le début de la fin de ce gouvernement, au milieu d'une crise révolutionnaire. Notre position était de soutenir la grève de la police, en même temps que nous avons prôné la démocratisation des structures de police et que nous avons fait un appel à la police à ne pas réprimer le peuple.

Un cas plus récent est la mobilisation de plus de 5000 policiers en Roumanie, qui se sont mis en grève et ont défilé en uniforme, contre la réduction de 25 % de leur salaire dans le cadre d'un plan d'ajustement que le gouvernement a imposé à tous les agents publics. Ils ont mené cette lutte contre les ordres du ministère de l'Intérieur et contre le haut commandement, le 27 septembre dernier. Nous sommes en faveur de ces mobilisations et de leurs revendications.

Il y a un autre exemple de la mobilisation d'un secteur de l'armée que nous avons soutenu, en Equateur même, au cours de la révolution de l'an 2000. Au milieu de la crise révolutionnaire et d'impressionnantes mobilisations de secteurs indigènes et populaires, un secteur de l'armée se souleva contre le gouvernement d'alors. Ce secteur, dirigé par Lucio Gutierrez, a finalement capitulé et a rendu le pouvoir à la bourgeoisie, quatre heures après l'avoir pris. Dans la LIT-QI, comme dans de nombreuses organisations de gauche, nous n'avons pas appelé à la mobilisation contre ce « putsch », mais pour l'approfondissement et pour la prise du pouvoir par le Parlement des peuples, l'instance qui coordonnait les luttes sociales.

La Révolution russe de 1917 elle-même n'aurait jamais eu lieu si les contradictions de classe au sein de l'armée bourgeoise et de la police n'avait pas existé. Au cours de ce processus, une crise très profonde et une division au sein de l'armée s'est développée et s'est matérialisée, où les simples soldats et les officiers inférieurs se sont rebellés contre le haut commandement et sont passés du côté du peuple et des travailleurs dans le processus révolutionnaire.

C'est pourquoi nous, les socialistes révolutionnaires qui défendent la tradition bolchevique, nous revendiquons le droit à la syndicalisation des troupes et des officiers inférieurs de la police et de l'armée et nous cherchons à accroître de façon permanente les contradictions de la classe avec le haut commandement. A cet égard, nous soutenons les luttes des troupes et des soldats de l'armée contre leurs hauts commandements, et dans le cas récent de l'Equateur, nous nous opposons à ce que ces policiers soient réprimés ou punis.

La politique des marxistes révolutionnaires concernant l'armée et les forces de répression bourgeoises est leur destruction. Par conséquent, comme l'une des étapes, nous devons favoriser qu'elles se divisent, que les bases s'opposent aux hautes instances et passent du côté des travailleurs et de la révolution, comme ce fut le cas des soldats soviétiques en 1917. Dans les grandes révolutions, ce phénomène tend toujours à se matérialiser sous une forme ou une autre. Cela ne signifie nullement ignorer le rôle néfaste des forces de répression comme institutions de l'Etat bourgeois.

Correa est le réel danger pour les libertés démocratiques

Comme LIT-QI, nous affirmons que la plus grande menace contre les libertés démocratiques pour la classe ouvrière vient de la main du gouvernement de Correa. Toutes ses mesures autoritaires sont destinées à pouvoir mettre en œuvre des plans d'ajustement contre les travailleurs équatoriens et pouvoir plonger de plus en plus le pays dans la domination impérialiste.

C'est pourquoi nous sommes contre toute forme de soutien à Correa et nous refusons à le défendre contre un putsch qui n'existe pas. Les organisations politiques (y compris les « trotskystes ») qui entrent dans le jeu de Correa, donnent plus de force à ce dernier pour appliquer ses mesures anti-populaires. Elles désarment les organisations de notre classe face à la politique bonapartiste de Correa au service du pillage impérialiste.

Paraguay
La lutte pour les six heures continue !

Parti des Travailleurs (*El socialista* nº 163, septembre 2010) - Paraguay

La ministre de la fonction publique, Lilian Soto, et le président Fernando Lugo.

Des milliers de travailleurs de l'Etat, organisés dans le Bureau de Coordination Syndicale (MCS), mènent toujours la lutte pour le respect des droits acquis de la journée de 6 heures. La persistance de cette revendication est fondée tout simplement sur un principe politique et juridique de base et incontestable : « On ne peut pas renoncer à des droits acquis. » Les travailleurs ne désarmeront donc pas jusqu'à la récupération de ce droit.

Le président Lugo, avec la complicité des partis traditionnels, a violé le droit fondamental des fonctionnaires, en opposant son veto à la loi qui fixait le retour de ce droit, un veto qui a été ratifié par les députés, et **la lutte s'est donc déplacée vers le domaine judiciaire**.

En effet, la position des travailleurs est celle de continuer à réclamer le retour au droit acquis des 6 heures de travail, et pour cela, ils mettent en oeuvre une campagne centralisée par MCS, introduisant un recours d'inconstitutionnalité contre l'application de l'article 59 de la Loi 1626 et de la Résolution 388 du Secrétariat civil, qui en régit la mise en œuvre. Ce recours sera soumis à la justice.

L'objectif de cette campagne est d'organiser une présentation massive de recours d'inconstitutionnalité et d'accompagner la présentation par une mobilisation de milliers de travailleurs pour exiger *Justice pour les travailleurs*, ce qui veut dire, dans ce cas, la restitution du droit acquis.

Ils ont été démasqués

La lutte des fonctionnaires pour le droit acquis a forcé le président Lugo à prendre une position claire sur le respect des droits des travailleurs. Malheureusement, loin de ce qu'il disait dans ses discours de « défense des intérêts populaires » et de « respect des droits acquis des fonctionnaires », le président Lugo a montré son vrai visage, de contrevenant aux droits des travailleurs, en opposant son veto à la loi.

Lugo n'est pas le seul responsable de ce mépris ignoble pour les droits des travailleurs de l'Etat. Les partis traditionnels, conservateurs et au service des patrons, qui ont évidemment déjà la responsabilité historique d'avoir voté la loi inconstitutionnelle 1626, se sont prononcés cette fois encore contre les travailleurs, avec la circonstance aggravante d'avoir menti délibérément aux travailleurs, leur promettant qu'ils allaient prendre une position favorable à leurs droits.

Le gouvernement et les partis traditionnels de droite, qui ont agi de concert dans la conspiration, ont démontré que leurs positions ne sont pas guidées par la défense des intérêts des travailleurs, mais par le soutien, la promotion et la mise en œuvre des plans néo-libéraux du FMI et de la Banque mondiale, qui se résument en une réduction de plus en plus forte des avantages sociaux des travailleurs et le lancement d'une « réforme d'État » au service des patrons et des transnationales qui usurpent le patrimoine national.

Compte tenu de ces faits, une lutte frontale contre ces ennemis de la classe ouvrière s'impose de plus en plus, une lutte qui s'inscrit dans le principe de l'indépendance de la classe ouvrière, non seulement contre le gouvernement et ses plans néo-libéraux, mais aussi contre les partis traditionnels de droite qui soutiennent ces orientations structurelles.

Pour l'abrogation de la résolution 388

Tant Lugo que la ministre de la fonction publique, Lilian Soto, savent catégoriquement qu'ils commettent une violation flagrante de la loi, contre les travailleurs de l'État. Ils sont parfaitement conscients que leur politique est absolument inacceptable dans tout gouvernement qui se vante d'être un tant soit peu « démocratique ». Ils savent qu'ils violent les droits fondamentaux des travailleurs. Pour cette raison, ils essayent de confondre les travailleurs qu'ils sous-estiment.

La Résolution 388 du Secrétariat civil, qui « réglemente » l'application de la journée de huit heures, s'inscrit dans cette manœuvre. Avec cette résolution, la ministre Soto confirme, de manière grossière et arrogante (parce qu'elle sait très bien qu'elle n'a pas raison), que les fonctionnaires qui ont commencé à travailler sous la loi 1626 n'ont pas le droit acquis des 6 heures (en dépit du fait que ces travailleurs ont bénéficié de cette condition de travail, et que le pouvoir exécutif lui-même a déclaré que « le droit exercé est un droit acquis »).

D'autre part, la ministre suppose que ceux qui ont commencé à travailler sous la loi précédente, ont ce droit ; et pour eux, elle a proposé une « politique de réconciliation et d'indemnisation », avec laquelle, paraît-il, il faudra indemniser les travailleurs pour les 2 heures supplémentaires de travail. Cependant, cette « politique » est absolument fausse et trompeuse car dans le texte même de la résolution sont énoncées un certain nombre de contraintes absurdes, incohérentes et contradictoires qui finissent par empêcher la réalisation de la compensation « présumée ».

Tout notre soutien

Le PT manifeste une fois de plus son soutien total à la lutte des travailleurs et des dirigeants du Bureau National de Coordination. Nous exigeons des pouvoirs de l'Etat la restitution des droits acquis.

Pour la restitution des droits acquis des travailleurs de l'Etat !

Pour l'abrogation de la délirante Résolution 388 du Secrétariat civil !

John Reed
Du journalisme pour comprendre les faits et en être ému

Cecilia Toledo

Cet article tourne autour de John Reed. Il a été choisi parce qu'on célèbre maintenant le centenaire de la Révolution mexicaine, que Reed a couverte en tant que journaliste, monté à cheval.

Sans ordinateur portable, Internet ou enregistreur, animé uniquement par la passion et l'enthousiasme pour la révolution, ce jeune journaliste étasunien a réalisé un travail journalistique (« Le Mexique insurgé ») qui jusqu'à aujourd'hui est une référence pour l'étude de la Révolution mexicaine de 1910.

Après cela, c'était la Russie, tout simplement parce qu'il ne pouvait pas manquer l'un des plus grands événements du siècle, la Révolution russe. Il a été un témoin oculaire de l'histoire avec ses « *Dix jours qui ébranlèrent le monde* », un ouvrage qui va bien au-delà des limites du journalisme. Il s'agit d'un livre-reportage qui ne parle pas de tout, mais seulement de l'essentiel, des dix jours de l'insurrection et de la prise du pouvoir par les soviets. Il parvient à unir le travail de reportage le plus pur avec la beauté suprême de la narration lyrique, montrant que le journalisme et la littérature sont deux stratégies linguistiques qui, quand elles se rencontrent, donnent lieu aux oeuvres classiques, destinées à rester parmi nous pour toujours. Ainsi, la littérature évite au journalisme une mort dès le lendemain et lui donne un pouvoir poétique. Et le journalisme emplit la littérature de sa force politique.

John Reed a écrit aussi sur la Première Guerre mondiale (« La guerre des Balkans »), sans parvenir à atteindre le front de bataille. Mais, comme tout bon journaliste, il n'a pas perdu le voyage. De Thessalonique, en Grèce, il a rendu compte du climat que la guerre était en train d'imprimer sur les personnes et les villes.

Au Mexique, bouffant la poussière

Dès qu'il est diplômé à Harvard comme journaliste, John Reed se rend sur le sol mexicain et où il fait son premier grand reportage sur la guerre civile qui allait embraser le pays, sous

le nez des Etats-Unis. Reed n'avait que 26 ans mais il avait déjà une certaine renommée, en tant que journaliste révolutionnaire, pour avoir couvert, au début de l'année, la grande grève des ouvriers de la soie à Paterson, New Jersey. Cette grève était dirigée par l'IWW (*Industrial Workers of the World*), l'organisation syndicale étasunienne fondée en 1905 et qui a cessé d'exister dans les années 30, après sa bureaucratisation.

Le livre « Le Mexique insurgé » a été publié pour la première fois aux Etats-Unis en 1914. Pendant de nombreuses années il a été épuisé et il est, de ce fait, inconnu par la grande majorité des lecteurs.

C'est en décembre 1913 que le Mexique a commencé à être sous le feu d'une grande révolte des paysans affamés qui réclamaient une réforme agraire. John Reed, journaliste sensible et engagé dans la cause des travailleurs et des peuples du monde, n'a pas hésité à traverser la frontière et entrer en territoire mexicain, en dépit de tous les dangers. Faute de ressources techniques, il a dû faire appel à tous ses instincts, sa vive intelligence et, pourquoi pas, ses connaissances du marxisme. Il s'est trouvé dans l'éventualité de mettre en œuvre les cinq sens de base de tous les bons journalistes : y être, voir, entendre, partager, réfléchir. C'était suffisant pour écrire l'un des meilleurs livres-reportage de l'histoire du journalisme mondial. Les articles envoyés par Reed pour le Metropolitan Review ont été un succès, comme récits vivants, remplis de descriptions précises, qui donnaient au lecteur une idée complète de ce qui se passait à la frontière des Etats-Unis dans ces jours intenses, dangereux et décisifs.

Le « making-of »

« *Quand je suis arrivé à la frontière, Villa venait de conquérir Chihuahua et se préparait à avancer vers Torreon. Je suis allé directement à Chihuahua, où j'ai eu l'occasion d'aller avec un mineur étasunien jusqu'aux montagnes du Durango. Quand j'ai entendu parler d'un vieux, moitié brigand moitié général, qui allait vers le front, j'ai décidé de l'accompagner, laissant le mineur derrière moi. Ensuite, pendant deux semaines, j'ai accompagné à cheval une troupe sauvage de cavalerie mexicaine dans le désert. J'ai vu les batailles de près, j'ai assisté à la défaite et la mort de mes camarades, j'ai couru à travers le désert pour sauver ma vie. J'ai réussi à rejoindre Villa, à ce moment en marche vers Torreon, et j'y suis resté jusqu'à la chute de cette forteresse.* »[1]

Ce bref compte rendu de Reed donne une idée de la difficulté du travail journalistique dans ces conditions. La seule façon de voir vraiment la guerre a été de chevaucher à travers le désert mexicain, exposé aux mêmes dangers que les combattants. Il ne serait pas possible non plus de faire un bon reportage du conflit en y restant quelques jours seulement. Il fallait « sentir » la guerre, « entendre » ce qu'avaient à dire les personnes concernées, comprendre leurs raisons, respecter leurs coutumes, partager leurs journées, dormir sous la brume, manger leur nourriture, non pas comme un héros qui « n'a pas peur » en face

de l'inconnu ou comme un aventurier inconséquent, mais comme un journaliste qui sait très bien ce qu'il fait et qui, dans la mesure du possible, maintient le contrôle sur ses actions.

« *J'ai accompagné, au total pendant quatre mois, les armées constitutionnalistes du Mexique. Quand j'ai traversé pour la première fois la ligne de front, la peur la plus mortelle m'a envahi. J'avais peur de la mort, de la mutilation, dans un pays étranger et une ville étrange, dont je ne comprenais ni la langue et ni la pensée. Mais une curiosité terrible me poussait ; j'ai ressenti le besoin de savoir comment réagir sous un feu nourri, comment partager la vie de ces gens primitifs en guerre. Et j'ai découvert que les balles ne sont pas si effrayantes, que la peur de la mort n'est pas si grave et que les Mexicains sont merveilleusement sympathiques. Ces quatre mois chevauchant des centaines de kilomètres à travers les plaines brûlantes, dormant par terre avec les gens, dansant et buvant toute la nuit dans les fermes pillées après une journée entière à cheval, partageant leur intimité dans les jeux et les combats, ces mois ont peut-être été la période la plus complète de ma vie. J'ai fait un bon travail avec ces combattants farouches et avec moi-même. Je les aime, tout comme j'ai aimé cette vie. Je me suis retrouvé. J'ai écrit mieux que jamais.* »[2]

L'implication de Reed avec le peuple mexicain, son contact intense avec la vie réelle, son engagement et sa compatibilité avec les idéaux et les buts de la révolution, lui faisant se sentir « l'un d'eux », la distance profonde qu'il cultivait, comme Etasunien, à l'égard de la politique des Etats-Unis pour le Mexique et pour d'autres peuples, tout cela se faisait sentir dans sa couverture journalistique, comme l'air qu'il respirait. Il était humainement impossible de s'abstenir de tout cela au moment de la rédaction du récit.

La prétendue « objectivité journalistique » est passée à des kilomètres de distance du reportage de Reed, et son absence n'était pas un problème, elle n'a pas semé un millimètre de doute sur l'information transmise. Au contraire, cela a montré à quel point l'idée de « l'objectivité journalistique » est idéaliste et utopique quand il s'agit de faire un reportage aussi proche que possible de la réalité, et à quel point le journaliste peut assumer la responsabilité pour chaque mot qu'il prononce.

John Reed avec Pancho Villa, un des dirigeants de la Révolution mexicaine de 1910.

Cette « implication » du journaliste avec les actions racontées, lorsque le journaliste est un sujet présent dans le texte et non caché, plutôt qu'un simple objet au goût des faits, est l'une des caractéristiques les plus importantes du journalisme littéraire.

Un reportage littéraire

Le récit de John Reed est écrit dans le style le plus pur du journalisme littéraire, ou du journalisme narratif comme dit Gabriel García Márquez, également connu sous le nom de « nouveau journalisme » ou « journalisme de récit ». Cela signifie que les stratégies littéraires propres à la fiction ont été utilisées pour accroître la charge expressive d'un récit qui n'est pas une fiction.

« Le Mexique insurgé » est un grand reportage qui a émergé à partir d'une série de notes que Reed prenait lors de ses péripéties à travers le désert mexicain. Donner un ordre à toutes ces informations, écrites à la main sur des morceaux de papier en vrac, sans ordre apparent, était comme monter un grand vitrail coloré. Même sans un bon travail d'édition - une ressource largement utilisée par le journalisme moderne et qui, souvent, « cache » le travail du journaliste et en ôte l'éclat - Reed a su donner à son récit un argumentaire compréhensible, où tout est là, pour le meilleur ou pour le pire. Et c'est là que coule le sang du vrai journalisme, tel que défini par Daniel Lehman, professeur à l'Université Ashland dans l'Ohio : « *Mexique rebelle est un livre rude, sauvage, merveilleux et plein de sens, écrit comme un jeu de puzzle fascinant.* »[3]

Dix jours qui ébranlèrent le monde

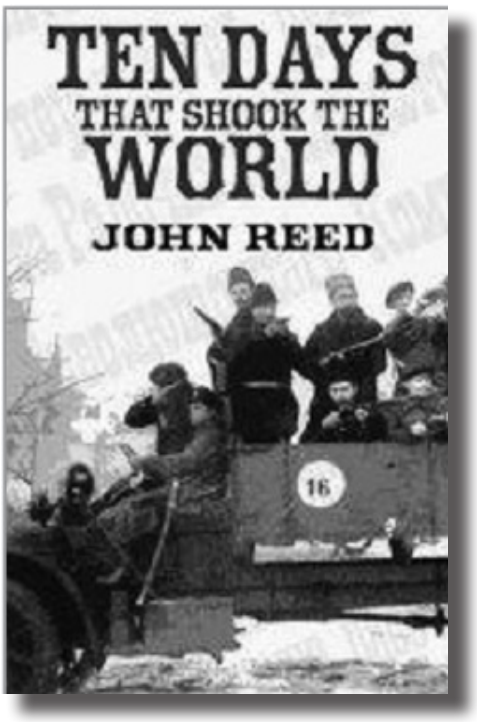
« Ce livre fait partie d'une histoire intense, une histoire où j'étais présent... Dans cette lutte, mes sympathies n'étaient pas neutres. Mais en racontant l'histoire de ces grands jours, j'ai essayé de percevoir les événements à travers les yeux d'un journaliste conscient, intéressé à montrer la vérité », a dit Reed.

Dans sa courte vie comme écrivain, poète, journaliste et dramaturge, John Reed a appris que les « récits de l'histoire » peuvent acquérir le pouvoir de façonner les lecteurs et les événements. Il s'est également rendu compte que les récits sont toujours encastrés dans une

longue histoire de lutte économique et politique que l'humanité parcourt, et qu'il n'est pas possible de rester neutre dans un récit journalistique qui vise à influencer les événements.

En tant que journaliste d'un pays qui a émergé pour opprimer d'autres peuples, Reed s'est rendu compte que, dans la Russie de 1917, une grande lutte était en cours et qu'il était impossible de rester neutre. Il a constaté que le côté que les hommes assument face aux conflits, dans la vie, ainsi que le pourquoi de leurs choix, sont ce qu'il y a de plus beau dans le caractère de quelqu'un. Et ces conflits, cette décision, ses contradictions - car ces choix ne sont jamais faciles - sont la matière première qui constitue le profil et la conscience des hommes. C'est cela la source de la beauté, dans laquelle le journaliste doit tous les jours aller se désaltérer avant de s'asseoir pour écrire un reportage.

En tant qu'écrivain, il a découvert le pouvoir qu'a le récit pour construire la vie des hommes. Ensuite, il a été attentif à la signification historique et il a vu comment les conventions journalistiques de l'époque étaient peu documentées et peu adaptées pour relever le défi de la couverture et la mise en évidence de l'injustice économique et les conflits armés.



Couverture de la publication en anglais de son livre sur la Révolution russe.

Cela a donné un sentiment de « texture » du récit, qui va à l'encontre du journalisme commercial et son texte superficiel, fait de moments arrachés du contexte, comme si la vie était une suite d'événements sans liens, et pas, tout simplement, un grand événement unique et complexe, une intrigue dont les significations ne peuvent être clarifiées que sur la base de leur place dans cette intrigue.

Le récit de Reed est donc capable de révéler le constructivisme de l'histoire à ses lecteurs, à l'aide de scènes, de dialogues qui convainquent, de nouveaux points de vue et de détails sur les individus et les groupes sociaux. Avec cela, il a aiguisé son sens critique et construit une vision du monde qui, dès le début, l'a transformé en un des plus grands journalistes de son temps. Et en même temps, un des plus persécutées par l'établissement.

Tout a contribué à donner à « Dix jours » le statut de livre de référence sur la Révolution russe, avec le soutien de Lénine lui-même qui, après avoir attentivement lu le livre, l'a recommandé aux travailleurs du monde entier comme un moyen de comprendre la nécessité d'une révolution : « Le livre de John Reed aidera, sans aucun doute, à clarifier cette question, qui est le problème fondamental du mouvement universel des travailleurs », disait Lénine dans la préface qu'il écrivit pour le livre.

---

[1] John Reed, *Eu Vi um Mundo Novo Nascer,* p.39. São Paulo, Editora Boitempo, 2001.
[2] Op. cit., p. 40.
[3] John Reed & the Writing of Revolution, p. 94, Ohio University Press, 2002.

Le Reed rebelle

John Reed et sa femme, la journaliste et écrivain, Louise Bryant.

John Reed est né aux Etats-Unis en 1887. Fils d'une famille traditionnelle et riche, il s'efforça à être tout le contraire : ni traditionnel, ni riche. Et il se lança dans la grande aventure du reportage de guerre.

Prêt à affronter toutes les situations, le jeune journaliste avait, comme personne d'autre, un flair aigu pour les nouvelles. Il parvenait à révéler, derrière les faits, ceux qui sont venus ébranler le monde. La Révolution mexicaine a secoué le Mexique à tel point que ses tremblements ont touché les Etats-Unis, un pays qui a jeté tout son poids et influence dans la balance pour vaincre les armées d'Emiliano Zapata et Pancho Villa. La Première Guerre a fait trembler le monde et a imposé un nouvel ordre politique mondial depuis 1918. Et la Révolution russe a ébranlé le système capitaliste mondial.

Si John Reed n'avait pas contracté le typhus en Russie en 1920, une maladie qui l'a tué si tôt, son travail de journaliste ne se serait certainement pas limité à ces trois grands événements mondiaux. Aujourd'hui, nous aurions des livres-reportage de longue haleine avec un récit lyrique, comme Reed pouvait faire, concernant d'autres grands événements comme la guerre civile espagnole de 1936 et la Seconde Guerre mondiale. Nous aurions des récits mémorables et vrais de ces guerres, le rôle des travailleurs et des peuples dans ces combats, avec la touche lumineuse de Reed, qui a mis dans son récit journalistique la compréhension politique des conflits, la description poétique, le constructivisme d'un récit intense et viscéral, comme ont été intenses et viscéraux les conflits qu'il a couvert.

La LIT-QI dans la 25ème Rencontre nationale de femmes

Bettina Valmonti (Argentine)

Cela fait 25 ans qu'en Argentine se réunissent des femmes de toutes les provinces pendant trois jours, dans une ville choisie précédemment, pour discuter des problèmes de l'oppression des femmes dans le cadre des événements politiques nationaux et internationaux les plus importants.

Du 9 au 11 octobre, 25 000 femmes se sont rencontrées à Paraná, la capitale de la province d'Entre Rios. Cette réunion a été marquée par la question de la légalisation de l'avortement, une revendication qui, bien au-delà des manifestations des femmes, fait maintenant partie de la scène politique nationale et sera bientôt débattue au Parlement.

La lutte contre le machisme et l'exploitation est internationale

La LIT-QI a participé à cette rencontre avec des camarades du Comité de fusion FOS-COI (Front ouvrier et socialiste - Courant ouvrier internationaliste, d'Argentine), des dirigeantes du PT et du MCS (Parti des travailleurs et Bureau de coordination syndicale, du Paraguay) et du PSTU et de la CSP-Conlutas (Parti socialiste des travailleurs unifié et Centrale syndicale et populaire - Conlutas, du Brésil), ainsi que des étudiantes haïtiennes vivant en Argentine, au total près de 100 camarades organisées par la LIT-QI.

Notre délégation internationale a visité les ateliers et y a été accueillie avec des expressions de sympathies, des applaudissements et des mains qui s'arrachent nos publications. Nous avons donc pu donner notre position de classe et internationaliste concernant la lutte contre l'oppression des femmes.

Nous avons organisé deux événements spécifiques.

Roberta Maiani, membre du mouvement *Femmes en lutte* de Rio de Janeiro, un mouvement inscrits dans la CSP-Conlutas, a présenté le livre de Cecilia Toledo *Femmes, le genre qui nous unit, la classe nous divise*. Elle a expliqué que Cecilia mène une polémique concernant le concept de genre, qui vise à unir les travailleuses ouvrières et les bourgeoises, et qu'elle fait valoir que la lutte contre l'oppression des femmes n'est ni individuelle ni réservée aux femmes, mais qu'elle fait partie des revendications de la classe ouvrière, et que la libération de la femme ne commencera à être résolue que par une révolution qui commence à construire une société socialiste.

D'autre part, Alicia Sagra, du FOS, a ouvert le *Débat sur la Seconde indépendance.*

Elle y a manifesté la nécessité d'aborder la lutte pour la Seconde indépendance qui, tout comme la lutte pour la Première, doit être internationale, mais qui, contrairement à cette dernière, doit être dirigée par la classe ouvrière. Et elle a appelé à lutter pour l'expulsion des troupes d'occupation en Haïti, la plus haute expression de la perte de souveraineté et de soumission coloniale de ceux qui nous gouvernent.

Ensuite, la Haïtienne Rachel Rosambert a parlé de la situation terrible de son pays, où des milliers de personnes sont encore dans la rue après le tremblement de terre et où les jeunes filles se donnent aux soldats en échange d'une tente pour leur famille. A l'approche du 15 octobre, date du début de l'occupation, se renouvelle donc l'exigence : Marines et MINUSTAH, hors d'Haïti !

A son tour, Belén Cantero, du MCS, a raconté comment le peuple paraguayen a perdu son indépendance, obtenue avec tant de sacrifices. Elle a dénoncé les taux de violences conjugales et la migration forcée des femmes qui fuient la pauvreté, qui montrent la brutalité du capitalisme. Le gouvernement de Lugo, disait-elle, n'a pas mené à l'allégement de ces misères. Faire face à ses plans, qui sont ceux de l'impérialisme, est la raison d'être pour le Bureau de Coordination Syndicale.

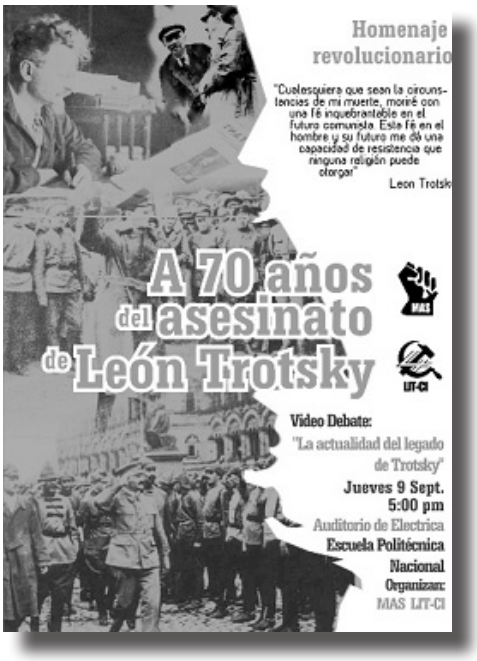
Enfin, Ana Pagamunici, de l'Exécutif national de la CSP-Conlutas, a expliqué que cette nouvelle centrale est composée de syndicats, mais que, suivant le modèle de la COB bolivienne, les mouvements populaires en lutte contre l'oppression et les étudiants en font aussi partie.

Les femmes bourgeoises, disait-elle, ne sont pas nos alliées, car elles se servent de l'exploitation pour défendre les intérêts de leur classe. Par conséquent, la lutte contre l'oppression est inséparable de la lutte contre l'exploitation, qui est internationale.

Au Brésil, disait-elle encore, la violence machiste est un fléau : toutes les deux heures, une femme meurt attaquée par son partenaire, et l'avortement illégal dans de mauvaises conditions est la quatrième cause de mortalité chez les femmes. La CSP lutte pour : un salaire égal pour un travail égal ; assez de violences, prison pour les agresseurs ; des contraceptifs gratuits et sans bureaucratie afin d'éviter l'avortement ; l'avortement gratuit et légal pour éviter la mort ; le congé de maternité de six mois pour toutes les travailleuses ; des crèches publiques de qualité et à temps plein. Puis elle a ajouté que nous ne pouvons rien espérer de Lula, de Cristina, d'Evo, de Chavez et des autres gouvernements latino-américains. La lutte contre la direction bureaucratique et pour l'organisation syndicale, disait-elle, sont essentielles mais ne suffisent pas. Nous devons prendre en main la lutte politique contre le pillage de notre pays et pour le socialisme, le chemin pour conquérir la véritable indépendance.

Finalement, notre délégation a participé à la marche massive à la fin, avec comme mot d'ordre central : l'avortement légal, sûr et gratuit, **maintenant** !

Campagne d'hommage à Léon Trotsky



Affiche du MAS (Equateur) invitant à la vidéo-débat à l'Ecole Polytechnique Nationale de Quito.

Le 20 août dernier était le 70ème anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky de la main de Ramon Mercader, un agent stalinien. C'était l'occasion, pour la LIT-QI, de développer une campagne d'hommage à l'un des principaux dirigeants de la Révolution russe et fondateur de la Quatrième Internationale, avec une série d'événements et de publications.

Le site de la LIT-QI (www.litci.org) a publié une contribution spéciale à cette occasion, qui comprenait des écrits de Trotsky (comme *Bolchevisme et le stalinisme* et son *Testament*), des textes qui font référence à lui ou à son travail (comme ceux de l'Etasunien Joseph Hansen et de l'Argentin Nahuel Moreno), des vidéos, des photos, etc. Les publications de la LIT-QI et de ses sections y ont consacré aussi plusieurs articles et notes.

D'autre part, des meetings et des conférences ont eu lieu dans différents pays :

- Argentine. Il y a eu quatre conférences, organisées conjointement par le FOS (Front ouvrier socialiste, la section argentine de la LIT-QI) et le COI (Courant Ouvrier Internationaliste, une organisation avec laquelle le FOS a formé un comité de fusion). Le meeting le plus important a eu lieu au siège du FOS, dans la ville de Buenos Aires. Il y a eu aussi des conférences au Centre Culturel La Toma de Rosario, avec d'autres trotskystes de la ville ; au siège du COI de La Plata ; et au siège du syndicat des travailleurs municipaux de San Miguel (Gran Buenos Aires).
- Bolivie. Le groupe *Lutte Socialiste* a organisé une conférence sur le thème « L'actualité de Trotsky pour les luttes d'aujourd'hui » à l'Universidad Mayor de San Andrés (La Paz).
- Brésil. Dans ce pays, les activités ont été associées à la campagne électorale que le PSTU développait. Un des points saillants a été la conférence de Cleber Rabelo, travailleur de la construction et candidat au poste de gouverneur du Pará, sur le sens de la vie de Léon Trotsky pour les travailleurs de la construction. D'autre part, la maison d'édition Sundermann a lance une réédition d'un livre clef de Trotsky, *La revolución permanente*.

EL PERIÓDICO
INFORMANDO LA VERDAD
MUSEO CASA DE LEÓN TROTSKY, COYOACÁN
HOY MARTES 21 DE AGOSTO DEL 2001
POR ACTUAR EN CONSECUENCIA CON SUS IDEAS
¡ASESINARON A TROTSKY!
MURIÓ LA NOCHE DEL 21 DE AGOSTO DE 1940
EN EL PUESTO DE SOCORRO DE LA CRUZ VERDE

La publication mexicaine El Periódico reproduit la manière dont la nouvelle de l'assassinat a été publiée, en 1940 (musée Casa León Trotsky, Coyoacán, Mexique).

- Colombie. Le PST (Parti Socialiste des Travailleurs) a organisé un meeting à Bogota, qui a réuni plus d'une centaine de camarades, avec projection d'une vidéo biographique sur Trotsky, et où l'accent a été mis sur le rôle que ce dernier a joué, avec Lénine, dans la Révolution russe, ainsi que sur sa lutte contre la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et sur la fondation de la Quatrième Internationale.
- Equateur. Le MAS a organisé un débat autour de la vidéo « L'actualité de l'héritage de Léon Trotsky », dans un auditorium de l'Ecole nationale polytechnique (Quito).
- Paraguay. Une cérémonie d'hommage a eu lieu au siège du PT (Parti des travailleurs) à Asunción.
- Italie. Le PdAC a organisé du 10 au 12 septembre, à Rimini, un séminaire consacré à la vie et l'œuvre de Léon Trotsky (voir les informations à la page 48).
- Pérou. Le Nouveau PST (Parti Socialiste des Travailleurs) a organisé une activité au siège de la CNA (Confédération Nationale Agraire), dans le centre de Lima, qui comprenait une conférence vidéo avec Zé Maria de Almeida, le candidat du PSTU aux élections présidentielles du Brésil.

En haut, conférence au siège de la COI, La Plata, Argentine.
En bas, meeting du PST colombien dans la ville de Bogotá.

Séminaire en Italie

Communistes révolutionnaires aujourd'hui, c'est cela le trotskisme !

Claudio Mastrogiulio (www.partitodialternativacomunista.org) - Italie

Du 10 au 12 septembre 2010 a eu lieu, à Rimini (Italie), le séminaire sur l'actualité du trotskysme, organisé par le Parti d'alternative communiste (PdAC) en collaboration avec d'autres sections européennes de la LIT-QI. [...] Cette année, les études et les débats ont réuni, en plus des militants et sympathisants, des camarades qui participaient pour la première fois à une réunion du PdAC... La salle était pleine.

L'actualité du trotskisme pour les luttes d'aujourd'hui

Le séminaire a eu comme point de départ le soixante-dixième anniversaire de l'assassinat de Trotsky et a montré l'actualité absolue de sa pensée et de son oeuvre [...]. Il ne s'agissait pas de sanctifier la figure du révolutionnaire russe mais, au contraire, d'avoir sous les yeux le processus de reconstruction historique, une nécessité absolue pour l'analyse du moment présent. Le séminaire s'est développé autour d'une série de présentations par les membres de la direction du PdAC.

La première présentation, *Introduction à la vie et l'œuvre de Trotsky*, a été réalisée par David Margiotta, qui a décrit la figure du révolutionnaire, et la toile de fond des événements qui ont marqué sa vie.

La seconde, par Patrizia Cammarata, a présenté la situation traitée dans le film sur Trotsky projeté par la suite, un film avec des images d'archives et un interview avec l'historien Pierre Broué (historien trotskyste français, décédé).

Dans la troisième présentation, *Trotsky et le bolchevisme : de 1903 à la victoire d'octobre 1917*, Ruggero Mantovani s'est étendu sur la période qui va du deuxième congrès du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate russe) et la scission entre bolcheviks et mencheviks à la victoire du prolétariat russe sur le gouvernement bourgeois de Kerensky en octobre 1917.

Le quatrième exposé, *Trotsky contre le stalinisme : de la dernière bataille de Lénine à l'Opposition de gauche*, était présenté par Fabiana Stefanoni. L'accent était mis sur l'analyse concrète des différences tactiques et stratégiques entre le meilleur de la tradition du bolchevisme (Lénine et Trotsky) et le stalinisme.

Ensuite, Alberto Madoglio a parlé de *Trotsky contre le fascisme et le Front populaire (1927-1933)*, rappelant la capitulation stalinienne, d'abord au nazisme en Allemagne, puis aux principales puissances capitalistes libérales (les Fronts populaires en France et en Espagne). C'est une question d'actualité, étant donné la réitération de cette politique de collaboration avec l'adversaire de classe.

Dans la sixième présentation : *Trotsky et la lutte pour la Quatrième Internationale (1933-1940),* Valerio Torre a développé ce que Trotsky a décrit comme la bataille la plus importante de sa vie, une bataille qui l'a conduit, avec d'autres, à sa création politique la plus significative et la plus difficile : la Quatrième Internationale. [...]

Dans la septième présentation : *Trotsky, le parti et le programme révolutionnaire : hier et aujourd'hui*, Francesco Ricci a attiré l'attention sur l'actualité effective du trotskysme et du parti d'avant-garde... dans le cadre d'une crise capitaliste sans précédent.

Dans le dernier exposé : *Construire la Quatrième Internationale aujourd'hui, construire la LIT-QI*, le camarade Felipe Alegría, dirigent du PRT-IR, la section espagnole de la LIT, a souligné la signification de la bataille de la LIT-QI comme outil pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Le débat, avec des dizaines d'interventions... et finalement une « fête trotskyste »

[...] Le séminaire ne s'est pas limité à une suite d'exposés. Il a été l'occasion d'une participation active des personnes présentes dans le débat, avec quelques dizaines d'interventions. Parmi celles-ci, beaucoup émanaient de jeunes (entre 15 et 18 ans) qui ont adhéré au PdAC après une brève expérience dans le PRC (Parti de la refondation communiste). [...] De manière significative, le camarade invité qui a reçu les applaudissements les plus forts fut Ciro D'Alessio, des ouvriers en lutte de Fiat de Pomigliano d'Arco, qui a apporté le témoignage de la lutte des classes symboliquement la plus importante dans cette phase. Le séminaire a eu aussi la présence de camarades d'autres sections de la LIT-QI, non seulement d'Europe mais aussi de notre section brésilienne, le PSTU.

Le samedi était un jour de repos bien mérité après des heures d'étude et de débat : de la musique et des chants dans une nuit qui ne pouvait pas s'appeler autrement qu'une fête communiste révolutionnaire, c'est-à-dire une « fête trotskyste », étant donné le sens du séminaire.

Table des matières

Présentation 1
Europe
« En France, il est possible de vaincre le projet néo-libéral du capitalisme » 2
Espagne :
Le 29 septembre, nous avons pris le train européen de la lutte ouvrière 5
S'ils ne cèdent pas, nous devons nous préparer pour une autre grève générale 7
La xénophobie en augmentation 8
Etats-Unis
Deux années d'Obama : ce que cache la crise 10
Perspectives ouvertes 15
Le démantèlement de l'enseignement public 16
La lutte pour les droits des immigrés 19
Polémique
Cuba : révolution politique ou révolution sociale ? 20
Histoire
Mexique, cent ans plus tard : la Révolution n'est pas morte. 24
Pays
Elections au Brésil :
Victoire du gouvernement... et de la bourgeoisie 27
Quelles sont les perspectives ? 29
Argentine :
Des voyous du syndicat assassinent des militants trotskystes 30
Le gouvernement des Kirchner 31
Amérique centrale :
Entre les attaques de la bourgeoisie et de l'impérialisme, et la résistance des masses 33
Honduras : la clé de la situation en Amérique centrale 34
Venezuela : après les élections 36
Que s'est-il passé en Equateur ? 40
Paraguay : la lutte pour les six heures continue ! 46
Culture
John Reed : du journalisme pour comprendre les faits et en être ému 43
Le Reed rebelle 45
Vie de la LIT-QI
La LIT-QI dans la 25ème Rencontre nationale de femmes 46
Campagne d'hommage à Léon Trotsky 47
Séminaire en Italie : communistes révolutionnaires aujourd'hui, c'est cela le trotskisme ! 48

Abonnez-vous aux Archives Léon Trotsky

Les *Archives Léon Trotsky* (www.archivoleontrotsky.org) sont accessibles au public depuis mai 2009. Il s'agit d'une initiative de la revue de théorie et politique internationale *Le Marxisme Vivant,* diffusée en plusieurs langues dans plus de vingt pays.

Les nouvelles générations de socialistes révolutionnaires doivent connaître et utiliser les leçons du passé. Une grande partie de ces leçons est stockée dans des archives fermées des organisations révolutionnaires : des matériaux de congrès, des documents, des publications, des cours et des polémiques - sous forme de textes, d'enregistrements, de photos ou de vidéos - qui n'ont jamais été divulgués ou qui l'ont été, il y a des décennies. Notre objectif est de les rassembler dans une base de données virtuelle et de les rendre publics.

Dans un premier temps, nous commençons avec les archives du courant trotskyste fondé par le révolutionnaire argentin Nahuel Moreno. Mais notre objectif est d'y ajouter d'autres archives, de sorte qu'elles deviennent les archives de la Révolution. Pour le moment, 4010 documents sont déjà accessibles au public (bien peu, par rapport aux près de 100 000 documents que nous avons en préparation), et de nouveaux matériaux y sont ajoutés quotidiennement. Le travail d'organisation et de numérisation nécessite un important effort financier et humain. Pour poursuivre ce projet, nous avons besoin du soutien de milliers de personnes dans différents pays. D'une part, vous pouvez nous donner des documents qui enrichissent le projet : dans la maison d'un révolutionnaire, d'un érudit ou d'un militant marxiste, il y a toujours des archives, grandes ou petites, contenant une partie de la lutte des classes. Nous voulons socialiser ces archives.

Deuxièmement, nous avons besoin de soutien financier pour que le projet soit viable. Les archives sont sans but lucratif, mais il faut générer des revenus pour maintenir son fonctionnement. Les abonnements sont un moyen pour obtenir ce financement. Nous vous proposons donc, pour concrétiser votre adhésion, de remplir le formulaire qui se trouve dans la section « *suscripciones* » du site (la langue du site est l'espagnol).

Il existe deux types d'abonnements : individuels ou institutionnels. Dans les deux cas, il existe quatre possibilités en ce qui concerne sa durée : mensuel, semestriel, annuel et à vie. Dans tous les cas, une contribution peut être « normale » ou « de soutien ».

Les prix sont tout à fait abordables. Par exemple, un abonnement individuel mensuel coûte cinq dollars. Mais cette contribution, multipliée par plusieurs milliers d'adhésions, permettra non seulement de maintenir la page, mais aussi de la rendre accessible à davantage de pays qui ont besoin d'avoir les documents traduits dans leurs langues respectives (un travail extrêmement coûteux). Nous comptons sur votre aide. Visitez le site « Archives Trotsky », prenez connaissance de son contenu, abonnez-vous et obtenez de nouveaux abonnés.